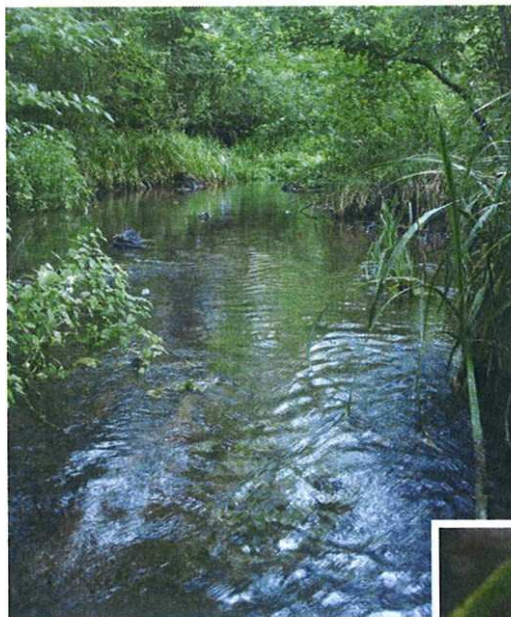


DOCUMENT D'OBJECTIFS NATURA 2000 - FR5400459 - « VALLEE DU CORCHON »



TOME II : PROGRAMME D'ACTIONS

VERSION FINALE - ACTUALISEE LE 19-11-2011

Agence Loire-Bretagne

Immeuble le Concorde

1, rue Charles Lindbergh

44346 BOUGUENAI

tél. : 00 33 (0)2 40 05 32 30

fax : 00 33 (0)2 40 05 37 10

e-mail : agenceloirebretagne@biotope.fr

site internet : www.biotope.fr

Avant propos

➤ **Rappel du contexte d'élaboration du DOCOB**

En mars 1999, le site de la « Vallée du Corchon » est proposé « éligible » comme Site d'Importance Communautaire (pSIC) à la Commission Européenne.

Le processus d'élaboration du document d'objectifs du site (DOCOB) fut réellement lancé en 2001, après désignation par la DREAL d'un opérateur local, représenté par un bureau d'étude indépendant (CERA Environnement). En raison de divers blocages, notamment concernant la cohérence du périmètre du site, la démarche d'élaboration du DOCOB fut rapidement interrompue.

En 2005, en application des nouvelles dispositions introduites par le chapitre IV de la loi N°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux (loi DTR), le Conseil général de la Vienne décide de relancer le projet et de prendre en charge l'élaboration du DOCOB. C'est dans ce contexte qu'en 2007 le bureau d'étude BIOTOPE est désigné opérateur sur un nouveau périmètre d'étude, à savoir l'ensemble du bassin versant.

Les années 2007 et 2008 ont permis la réalisation d'un diagnostic complet du site, via l'étude des volets socioéconomiques, écologiques et hydrologiques, dans un climat de concertation favorable à l'avancée du projet.

Au printemps 2008, le diagnostic et les enjeux du DOCOB sont présentés dans leur version finale aux membres du Copil. Ce document (Tome I ; Etat initial) est disponible auprès du Conseil général de la Vienne. (*Contact : BOISTARD Emilie ; EBoistard@cg86.fr*)

Au cours de l'été 2008, la poursuite de l'élaboration du DOCOB voit, grâce à la tenue de groupes de travail, la déclinaison des enjeux et objectifs en une série de propositions d'actions concrètes. Ces dernières, réunies dans le présent document sous la forme d'un programme, émanent donc pour la plupart de réflexions soumises et développées par les participants et participantes des groupes de travail. Pour leur implication, que ces personnes soient remerciées.

➤ **Contenu et objectif du présent programme d'action**

Ce document constitue la traduction en actions concrètes des propositions d'objectifs émises dans le Tome I « Etat initial » du DOCOB de la « Vallée du Corchon ».

Il s'agit, au vu des différents enjeux mis en exergue par les diagnostics, de déterminer quelles méthodes d'action et quels outils doivent être utilisés pour permettre une conservation voire une amélioration du patrimoine communautaire identifié, ainsi que sa mise en valeur.

Ces éléments permettront à la future structure animatrice du site de disposer d'un panel de mesures, élaboré en concertation avec les acteurs locaux et les membres du Comité de pilotage. Cette structure animatrice aura la charge de rendre le programme opérationnel en incitant les usagers du site à souscrire à un engagement de gestion, **sur la base du volontariat**.

Sommaire

| | | |
|---------|---|----|
| I. | LE RESEAU NATURA 2000 | 1 |
| II. | LES OUTILS POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DOCUMENT D'OBJECTIFS | 1 |
| II.1. | LES CONTRATS..... | 2 |
| II.1.1. | Généralités..... | 2 |
| II.1.2. | Les contrats en milieux agricoles | 3 |
| II.1.3. | Les contrats hors milieux agricoles | 3 |
| II.2. | LA CHARTE NATURA 2000 | 3 |
| II.2.1. | Généralités..... | 3 |
| II.2.2. | Qu'est-ce que la charte Natura 2000 ?..... | 4 |
| II.2.3. | Contenu de la Charte Natura 2000..... | 4 |
| II.2.4. | Le contrôle | 5 |
| II.3. | L'EXONERATION DE LA TAXE FONCIERE | 6 |
| II.3.1. | Parcelles concernées | 6 |
| II.3.2. | Conditions d'octroi de l'exonération fiscale..... | 6 |
| II.4. | LES AUTRES MESURES FISCALES INCITATIVES..... | 6 |
| II.4.1. | Exonération des droits de mutation à titre gratuit pour certaines successions et donations..... | 7 |
| II.4.2. | Garantie de gestion durable des forêts | 7 |
| II.4.3. | Déduction du revenu net imposable des charges de propriétés rurales | 7 |
| III. | OBJECTIFS DU PROGRAMME D'ACTION | 8 |
| III.1. | OBJECTIFS GENERAUX..... | 8 |
| III.2. | OBJECTIFS OPERATIONNELS | 10 |
| IV. | ACTIONS DE GESTION CONSERVATOIRE PROPOSEES | 13 |
| IV.1. | LISTE ET PRIORITES DES ACTIONS | 13 |
| IV.2. | DESCRIPTION INDIVIDUELLE DES ACTIONS..... | 13 |
| | Objectif 1 : Conserver et/ou améliorer la qualité de l'eau | 14 |
| | Objectif 2 : Conserver ou améliorer la qualité des écosystèmes et le patrimoine naturel européen associé | 27 |
| | Objectif 3 : Améliorer la connaissance du site | 41 |
| | Objectif 4 : Mettre en place les moyens humains indispensables à la mise en œuvre du document d'objectifs | 63 |

| | |
|---|----|
| Objectif 5 : Assurer la cohérence de l'ensemble des programmes et politiques publiques sur le site | 69 |
| Objectif 6 : Sensibiliser à la valeur et au respect du patrimoine naturel, et promouvoir le site | 71 |
| IV.3. CHARTRE NATURA 2000 DU SITE..... | 73 |
| IV.3.1. Correspondance entre les grands types de milieux et les habitats et espèces d'intérêt communautaire..... | 73 |
| IV.3.2. Engagements et recommandations de gestion | 74 |
| V. BUDGET DU PROGRAMME D' ACTIONS | 92 |
| VI. NOTE COMPLEMENTAIRE SUR LE PERIMETRE | 93 |

ANNEXE1 : ESTIMATION DU COUT DU PROGRAMME D' ACTIONS POUR 6 ANNEES

ANNEXE 2 : PROPOSITION FINALE DU NOUVEAU PERIMETRE POUR LE SITE NATURA 2000

I. LE RESEAU NATURA 2000

Le réseau Natura 2000 est un réseau de sites qui hébergent des espèces et des milieux naturels rares ou menacés à l'échelle européenne. L'engagement des États de l'Union européenne est de préserver ce patrimoine écologique sur le long terme.

La France a privilégié une politique contractuelle en ce qui concerne la gestion des sites Natura 2000.

Actuellement, il existe trois outils contractuels pour la mise en œuvre des actions de gestion conservatoire prévues dans le document d'objectifs (DOCOB) du site : les mesures agro-environnementales territorialisées (pour les milieux de production agricole uniquement), les contrats Natura 2000 (hors milieux de production agricole) et les chartes Natura 2000 (tous milieux).

II. LES OUTILS POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DOCUMENT D'OBJECTIFS

Chaque habitat d'intérêt communautaire a été analysé afin d'évaluer les enjeux et de définir les objectifs de gestion à atteindre. Une fois le document d'objectifs validé par le comité de pilotage puis approuvé par le Préfet, la phase d'animation de ce plan de gestion concerté se met en place.

Il convient de proposer des mesures de gestion cohérentes et opérationnelles d'un point de vue technique, financier et répondant aux enjeux du site. La définition des enjeux pour chaque habitat ou espèce d'intérêt communautaire permet par la suite de se fixer des objectifs de gestion pour le site Natura 2000.

La gestion du site est réalisée ou déléguée par les propriétaires et/ou ayants-droit. Une structure animatrice est désignée pour la mise en œuvre de cette gestion. Elle est de type contractuel et s'effectue sur la base du volontariat. Différents outils existent et sont développés ci-après.

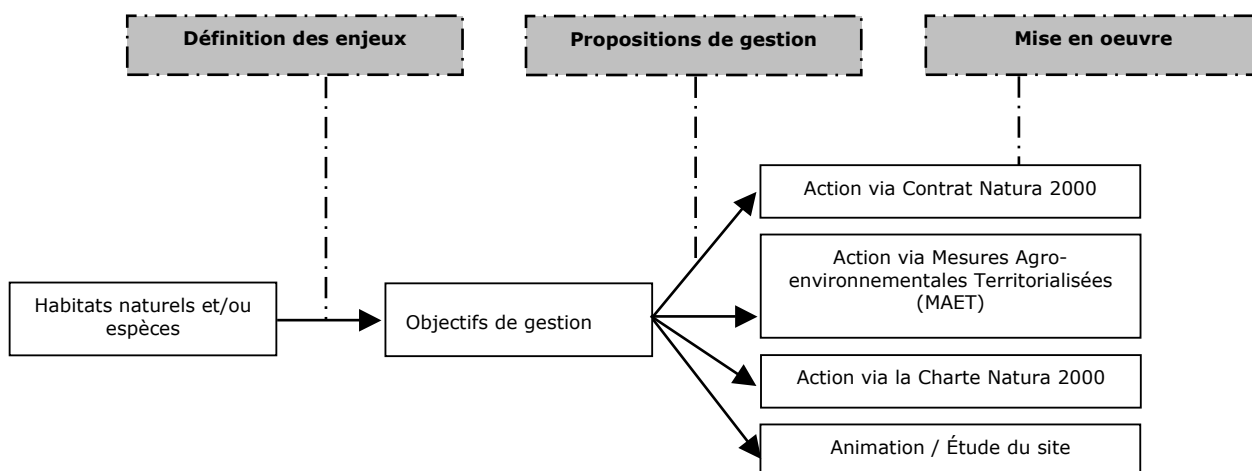


Figure 1. Mise en oeuvre des propositions de gestion

II.1. LES CONTRATS

II.1.1. GENERALITES

Dans le cadre de la mise en œuvre concrète de la démarche Natura 2000, des instruments contractuels, basés sur le volontariat, sont mis à disposition des propriétaires et/ou gestionnaires pour assurer l'entretien voire la restauration des milieux naturels.

Le contrat est conclu entre le Préfet et le titulaire de droits réels ou personnels conférant la jouissance des terrains concernés (propriétaire, personne bénéficiant d'une convention, d'un bail civil...). Sa durée minimale est de cinq ans et peut être prorogée ou modifiée par avenant.

Les aides financières accordées sont issues pour partie de fonds nationaux (Ministère chargé de l'Écologie ou Ministère chargé de l'Agriculture) et pour partie de fonds européens (FEADER) et sont versées par le Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles (CNASEA).

Le contrat prend, dans le document d'objectifs, la forme d'un cahier des charges qui contient (article R414-9 du Code de l'Environnement, modifié par le décret du 26 juillet 2006) :

- Le descriptif des opérations à effectuer pour mettre en œuvre et atteindre les objectifs de conservation ou, s'il y a lieu, de restauration définis dans le document d'objectifs, avec l'indication des travaux et prestations d'entretien ou de restauration des habitats naturels, des espèces et de leurs habitats et la délimitation des espaces auxquels ils s'appliquent ;
- Le descriptif des engagements identifiés dans le document d'objectifs qui donnent lieu au versement d'une contrepartie financière ainsi que le montant, la durée et les modalités de versement de cette contrepartie ;
- Les points de contrôle et les justificatifs à produire permettant de vérifier le respect des engagements contractuels.

Ces contrats comportent ainsi, dans le respect du ou des cahiers des charges figurant dans le document d'objectifs, des engagements à mettre en œuvre pour la conservation du site.

Le Préfet s'assure du respect des engagements souscrits par le titulaire du contrat. A cet effet, et à son initiative, des contrôles sur pièces et sur place sont effectués par les services déconcentrés de l'État ou le Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles (CNASEA).

Lorsque le titulaire d'un contrat ne se conforme pas à un engagement, le versement des sommes prévues au contrat peut être, en tout ou en partie, suspendu ou supprimé et les sommes perçues remboursées.

Deux grands types de contrats existent : il s'agit des contrats concernant des milieux agricoles (contrats de type engagements agro-environnementaux) et ceux situés hors milieux agricoles (« contrats Natura 2000 » dont contrats en milieu forestier).

II.1.2. LES CONTRATS EN MILIEUX AGRICOLES

Les contrats en milieux agricoles sont conclus sur la base du volontariat entre le propriétaire et/ou l'exploitant agricole et le Préfet du département pour une durée de 5 ans.

Les nouvelles mesures agro-environnementales ont été établies au niveau national en octobre 2007 dans le cadre du Programme de Développement Rural Hexagonal (PDRH). Les éléments nécessaires pour bâtir les mesures agro-environnementales territorialisées sur la base des engagements unitaires et de leurs combinaisons possibles sont désormais disponibles en région Poitou-Charentes.

II.1.3. LES CONTRATS HORS MILIEUX AGRICOLES

II.1.3.1. Les contrats Natura 2000 en milieux forestiers

Une liste de mesures contractualisables a été établie au niveau national pour les contrats en milieux forestiers (circulaire « gestion » du 21 novembre 2007). Un cahier des charges type a été établi pour chacune des mesures. Celui-ci expose les conditions et les engagements à souscrire pour l'élaboration du contrat et les critères de contrôle des travaux.

Cette liste a été élaborée pour servir de référentiel technique aux structures animatrices en charge de la passation des contrats.

II.1.3.2. Les contrats Natura 2000 dans les autres milieux naturels

Une liste de mesures concernant les contrats de gestion des milieux naturels non forestiers et hors milieux agricoles a également été établie au niveau national (même circulaire « gestion » du 21 novembre 2007) et validée par la Commission Européenne.

II.2. LA CHARTE NATURA 2000

II.2.1. GENERALITES

La loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au Développement des Territoires Ruraux, dite loi « DTR », a induit plusieurs changements dans la mise en œuvre du réseau Natura 2000. Elle instaure notamment la Charte Natura 2000, annexée au document d'objectifs et à laquelle pourront adhérer les titulaires de droits réels ou personnels portant sur les terrains inclus dans un site Natura 2000 (article 143 de la loi DTR).

La Charte Natura 2000 relève d'une adhésion volontaire à la logique de développement durable poursuivie sur le site Natura 2000. Elle est constituée d'une liste d'engagements simples correspondant à des pratiques de gestion courante et durable des milieux naturels et des espèces et peut également concerner d'autres activités pratiquées sur le site (comme les activités de loisirs par exemple).

II.2.2. QU'EST-CE QUE LA CHARTE NATURA 2000 ?

Le décret n° 2006-922 du 26 juillet 2006 - Art. R. 414-12. - I. du Code de l'environnement définit la charte comme suit : « *La charte Natura 2000 d'un site est constituée d'une liste d'engagements contribuant à la réalisation des objectifs de conservation ou de restauration des habitats naturels et des espèces définis dans le document d'objectifs. Les engagements contenus dans la charte portent sur des pratiques de gestion des terrains inclus dans le site par les propriétaires et les exploitants, ou des pratiques sportives ou de loisirs respectueuses des habitats naturels et des espèces. La charte Natura 2000 du site précise les territoires dans lesquels s'applique chacun de ces engagements* ».

La Charte Natura 2000 constitue un élément du document d'objectifs (DOCOB) d'un site. Son objectif est donc la conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire présents sur le site. Elle vise ainsi à favoriser la poursuite, le développement et la valorisation des pratiques favorables à leur conservation.

Il s'agit de « faire reconnaître » ou de « labelliser » cette gestion passée qui a permis le maintien de ces habitats remarquables.

Cet outil contractuel permet à l'adhérent de marquer son engagement en faveur de Natura 2000 et des objectifs poursuivis par ce réseau (objectifs du document d'objectifs), tout en souscrivant à des engagements d'un niveau moins contraignant que ceux d'un contrat Natura 2000. Les engagements proposés n'entraînent pas de surcoût de gestion pour les adhérents et donc ne donnent pas le droit à rémunérations.

La durée d'adhésion à la charte est de 5 ans. Il n'est pas possible d'adhérer aux différents engagements pour des durées différentes.

II.2.3. CONTENU DE LA CHARTE NATURA 2000

La charte contient :

- Des **recommandations**, qui visent à sensibiliser l'adhérent aux enjeux de conservation poursuivis sur le site et à favoriser toute action en ce sens. Ce sont des conseils de portée générale qui ne sont pas soumis à contrôle ;
- Des **engagements contrôlables** permettant de maintenir les habitats et espèces d'intérêt communautaire dans un bon état de conservation. Ce sont des bonnes pratiques locales existantes ou souhaitées qui consistent en des engagements « à faire » ou « à ne pas faire ».

Les recommandations et les engagements peuvent être de portée générale et concerner le site dans son ensemble ou être spécifiques et ciblés par grands types de milieux naturels ou d'activités.

Tout **titulaire de droits réels ou personnels portant sur des terrains inclus dans un site Natura 2000** peut adhérer à la charte du site. Le signataire peut donc être le propriétaire ou la personne disposant d'un mandat la qualifiant juridiquement pour intervenir et prendre les engagements mentionnés dans la charte : cet « ayant droit » peut être fermier, locataire, titulaire d'une convention... La durée du mandat doit couvrir au moins la durée d'adhésion à la charte.

L'adhésion à la charte peut se faire dès que le site Natura 2000 est doté d'un DOCOB opérationnel validé par arrêté préfectoral.

L'unité d'engagement est la parcelle cadastrale (il n'est pas possible d'engager des parties de parcelles). Ainsi, l'adhérent peut choisir de signer une charte sur la totalité ou sur une partie seulement de ses parcelles incluses dans le site Natura 2000. Le signataire de la charte conserve tous les droits inhérents à son statut de propriétaire ou d'ayant droit (accès aux parcelles, droit de restreindre le passage...).

Le **propriétaire** adhère à tous les engagements de portée générale et à tous les engagements qui correspondent aux milieux présents sur les parcelles pour lesquelles il a choisi d'adhérer.

Dans le cas où le propriétaire a confié certains droits à des « mandataires » (par exemple : bail rural, bail de chasse, cession du droit de pêche, convention d'utilisation...), il devra veiller à informer ses « mandataires » des engagements qu'il a souscrits, et à modifier les « mandats », au plus tard lors de leur renouvellement, afin de les rendre conformes aux engagements souscrits dans la charte.

Le **mandataire** peut uniquement souscrire aux engagements de la charte qui correspondent aux droits dont il dispose.

Remarque : Dans le cas de parcelles dont le propriétaire a confié par bail une partie de ses droits (ex : bail rural ou bail de chasse...), alors l'adhésion devra être obligatoirement cosignée pour que le propriétaire puisse prétendre à l'exonération de Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (TFNB).

Les contrôles sont effectués par la Direction Départementale des Territoires (DDT), sur les adhésions donnant droit à une contrepartie. Ils portent sur le respect des déclarations d'adhésion et des engagements. La circulaire DNP/SDEN N° 2007-n°1 / DGFAR/SDER/C2007-5023 du 26 avril 2007 précise :

La suspension de l'adhésion à la charte par le Préfet (d'une durée maximale d'un an en application de l'article R 414-12-1) implique de fait que les parcelles engagées ne satisfont plus aux conditions dictées par le code général des impôts pour l'exonération de la TFPNB et par le code forestier pour l'obtention des garanties de gestion durable des forêts et conduit ainsi à reconsidérer les situations et à remettre en cause les exonérations fiscales ou le bénéfice des aides publiques, selon les modalités définies par les textes concernés.

II.2.4. LE CONTROLE

Le non respect des engagements contenus dans la charte Natura 2000 du site ne peut être mis à la charge de l'adhérent lorsque cela ne résulte pas de son fait mais par exemple d'activités humaines autorisées par la loi ou non conventionnelles (pénétration sans titre sur la propriété ou à l'insu du propriétaire pour l'exercice d'activité de loisirs...) ou d'évènements naturels comme les tempêtes ou attaques phytosanitaires.

II.3. L'EXONERATION DE LA TAXE FONCIERE

Lorsque les propriétés non-bâties feront l'objet d'un engagement de gestion par le propriétaire (mesure agro-environnementale, contrat Natura 2000 ou charte Natura 2000) et qu'elles figureront sur une liste arrêtée par le Préfet de département, la taxe foncière en sera exonérée.

II.3.1. PARCELLES CONCERNEES

Les parcelles concernées par une exonération de la taxe foncière au titre de Natura 2000 doivent être classées, sur le site Natura 2000 FR5400459 « Vallée du Corchon », dans l'une des catégories fiscales suivantes :

- terres ;
- prés et prairies naturels, herbages et pâturages ;
- vergers et cultures fruitières d'arbres et arbustes ;
- bois, aulnaies, saussaies, oseraies ;
- landes, pâtis, bruyères, marais ;
- lacs, étangs, mares, salins, salines et marais salants.

II.3.2. CONDITIONS D'OCTROI DE L'EXONERATION FISCALE

Afin de bénéficier d'un octroi d'exonération de la taxe foncière sur la parcelle visée, le propriétaire doit avoir souscrit un engagement de gestion prenant la forme d'un engagement agro-environnemental, d'un contrat ou d'une charte Natura 2000 pour une durée minimale de cinq ans.

Lorsque les parcelles sont données à bail en application de l'article L. 411-1 du code rural, l'adhésion à la charte et le contrat Natura 2000 doivent être cosignés par le preneur.

Le propriétaire doit avoir fourni au service des impôts l'engagement souscrit avant le 1^{er} janvier de la première année au titre de laquelle l'exonération est applicable ou renouvelable.

Pour information, l'exonération de la TFPNB concerne les parts communale et intercommunale de la taxe et ne s'étend pas à la taxe pour les frais de chambre d'agriculture. L'État compense chaque année, au bénéfice des communes et des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, les pertes de recettes résultant de cette exonération fiscale.

II.4. LES AUTRES MESURES FISCALES INCITATIVES

D'autres mesures fiscales incitatives sont par ailleurs prévues dans le cadre de la gestion des habitats naturels sur les sites Natura 2000 (loi de finances rectificative pour 2005).

II.4.1. EXONERATION DES DROITS DE MUTATION A TITRE GRATUIT POUR CERTAINES SUCCESSIONS ET DONATIONS

Cette exonération, s'élevant à $\frac{3}{4}$ des droits de mutation, concerne les propriétés non bâties incluses dans un site Natura 2000. Ces propriétés doivent faire l'objet d'un certificat (délivré par les DDT) attestant d'un engagement de gestion conforme aux objectifs de conservation de ces espaces, pour une durée de 18 ans - 30 ans pour les milieux forestiers (régime Monichon) (article 793 2.7° du Code général des impôts).

II.4.2. GARANTIE DE GESTION DURABLE DES FORETS

L'adhésion à la charte d'un site Natura 2000 permet d'accéder aux garanties de gestion durable, lorsque le propriétaire dispose d'un document de gestion arrêté, agréé, ou approuvé. Pour accéder à cette garantie de gestion durable (GDD) en zone Natura 2000, il faut, conformément au IV de l'article L 8 du Code Forestier, remplir les conditions suivantes : « les parties de bois et de forêts situées dans un site Natura 2000 pour lequel un document d'objectifs a été approuvé par l'autorité administrative sont considérées comme présentant des garanties ou présomptions de gestion durable lorsqu'elles sont gérées conformément à un document de gestion arrêté, agréé ou approuvé et que leur propriétaire a conclu un contrat Natura 2000 ou adhéré à une charte Natura 2000 ou que ce document a été établi conformément aux dispositions de l'article L. 11. » *Circulaire DNP/SDEN N°2007-n°1 / DGFAR/SDER/C2007- 5023 du 26 avril 2007*

La garantie de gestion durable permet :

- des exonérations fiscales au titre de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF) (article 885 D et H du Code général des impôts) ou de mutations à titre gratuit,
- des exonérations d'impôts sur le revenu au titre de certaines acquisitions de parcelles ou de certains travaux forestiers, si la propriété fait plus de 10 ha,
- des aides publiques à l'investissement forestier.

II.4.3. DEDUCTION DU REVENU NET IMPOSABLE DES CHARGES DE PROPRIETES RURALES

Les travaux de restauration et de gros entretien effectués en vue du maintien du site en bon état écologique et paysager sont déductibles pour la détermination du revenu net imposable.

III. OBJECTIFS DU PROGRAMME D'ACTION

III.1. OBJECTIFS GENERAUX

L'analyse des enjeux de conservation du patrimoine naturel et des effets des différents usages recensés sur le site lors de la phase de diagnostic, a permis d'identifier deux objectifs généraux de gestion. Les objectifs et les engagements de gestion proposés dans ce programme d'action y répondent.

OBJECTIF GENERAL N°1 : Améliorer et conserver la qualité de l'eau, en limitant les impacts sur l'hydrosystème

Cet enjeu est global, il n'est pas spacialisé et concerne l'ensemble des milieux et des activités du bassin versant.

Toutes les mesures prises pour conserver la qualité physico-chimique de l'eau serviront les habitats ou les espèces d'intérêt communautaire. Outre la protection de l'environnement naturel, une telle démarche sera profitable à la population locale, en assurant la protection du point de captage d'eau potable pour les générations futures.

La gestion de ce patrimoine commun sera la clef de la réussite des objectifs inhérents à la démarche de Natura 2000 sur ce site.

La sauvegarde d'une eau de qualité dépendra principalement de l'évolution des modes d'exploitation sur la vallée, dans un contexte agricole particulièrement difficile, d'un point de vue économique, et du maintien des capacités biologiques et physico-chimiques d'auto-épuration de l'hydrosystème.

Remarque : Le facteur « quantité d'eau » doit également être pris en compte pour maintenir la fonctionnalité des cours d'eau. Le diagnostic initial du DOCOB n'a pas mis en évidence de problématiques avérées ni de menaces concernant les quantités d'eau (pas de pompage pour l'irrigation agricole ni d'installations industrielles sur le site - création d'étang interdite sur le bassin versant). Néanmoins l'impact des étangs actuellement en place sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire reste à étudier.

Concernant le captage d'eau des Gâts, le volume de prélèvement autorisé a été défini d'après une étude d'impact soumise à enquête publique ne pouvant être remise en cause dans le cadre du DOCOB.

La conservation des quantités d'eau n'a donc pas été retenue comme un objectif nécessitant la mobilisation de moyens d'action particuliers au titre de Natura 2000 mais cette problématique sera néanmoins étudiée à l'avenir dans le cadre de l'étude de l'impact des étangs (Fiche action 3.1).

OBJECTIF GENERAL N°2 : Mise en place d'une gestion concertée des milieux naturels d'intérêt communautaire ou abritant des espèces d'intérêt communautaire

Cet enjeu est moins global que le précédent, il concerne des types de milieux et des localités précises. Il est prioritaire et résulte directement de l'application de la directive « Habitats ». Il aboutit à la définition d'une série d'objectifs opérationnels déclinés en actions.

Notons que le diagnostic initial du site avait mis en exergue une série d'objectifs plus détaillés présentés ci-dessous :

- Restaurer et entretenir les berges et le lit du Corchon
- Restaurer le réseau de ruisselets secondaires
- Mettre en place des pratiques de gestion écologique sur les étangs et les mares
- Mettre en place des pratiques de gestion écologique sur les haies
- Mettre en place des pratiques de gestion écologique sur les secteurs de landes
- Mettre en place des pratiques de gestion écologique sur les prairies humides et sur les mégaphorbiaies

Les propositions déclinées dans ces documents répondent, entre autre, à l'intégralité de ces objectifs, soit à travers des actions, soit à travers des engagements ou recommandations associées à la charte du site.

De par la transversalité de diverses problématiques sur le site, la phase opérationnelle entamée lors de la constitution des groupes de travail a entraîné une « refonte » de ces deux objectifs en « objectifs opérationnels », plus adaptés au fonctionnement local du site. D'autres objectifs, comme le suivi, la sensibilisation et l'animation du DOCOB ont été ajoutés.

III.2. OBJECTIFS OPERATIONNELS

Ces objectifs, au nombre de 6, traduisent, en « thèmes interventionnels » les 2 objectifs généraux. Ils constituent la structure du programme d'actions.

OBJECTIF OPERATIONNEL 1 : « Conserver et/ou améliorer la qualité de l'eau »

Le maintien et/ou l'amélioration de la qualité de l'eau est l'un des enjeux fondamentaux sur le site de la Vallée du Corchon. Il présente un double aspect : écologique pour le bon fonctionnement de l'hydrosystème, et socio-économique, pour les différents usages de la ressource en eau (alimentation en eau potable, pêche...).

La qualité des habitats rivulaires (ripisylves, mégaphorbiaies) est directement dépendante de la qualité des eaux du cours d'eau. De plus, le Corchon est un milieu de vie pour divers poissons dont les exigences peuvent être très strictes en matière de qualité de l'eau (Lamproie de Planer, Chabot, Truite...). Une qualité d'eau qualifiée de moyenne à médiocre peut être à l'origine de dysfonctionnements biologiques graves pour la vie aquatique.

D'autre part, la source des Gâts sur la commune de Liglet constitue une ressource pour l'alimentation en eau potable. C'est pourquoi, une protection de la ressource en eau, tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif est absolument nécessaire.

L'amélioration de la qualité des eaux est une des priorités de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau. La non détérioration de cette qualité ne peut se faire qu'en prenant en compte les diverses activités existant sur le bassin versant, notamment l'agriculture.

OBJECTIF OPERATIONNEL 2 : « Conserver ou améliorer la qualité des écosystèmes et le patrimoine naturel européen associé »

Cet objectif vise à préconiser une série de mesures permettant le maintien de la biodiversité de l'ensemble des écosystèmes de la vallée, à travers la gestion et la conservation des éléments écologiques d'intérêt européen (habitats naturels et espèces).

La conservation des populations animales nécessite dans un même temps le maintien des habitats naturels nécessaires à l'accomplissement de leur cycle de vie (zone de reproduction, de nourrissage, de refuge...) et le maintien d'axes naturels de circulation entre les différents habitats (haies, ruisseaux...). Par exemple, la conservation des haies est fondamentale pour le maintien des populations d'insectes proies de nombreuses espèces de chiroptères.

La vallée du Corchon se situe au cœur d'un espace agricole bocager. L'agriculture s'impose comme l'activité principale qui permettra de garantir durablement la qualité écologique des milieux naturels.

En effet, l'évolution de l'état de conservation des habitats naturels d'intérêt communautaire (mares, ripisylves, landes...) est étroitement liée à celle des pratiques culturelles à l'échelle de la vallée.

Si l'activité agricole telle qu'elle se pratique sur et aux abords du site Natura 2000 permet encore à ce jour le maintien dans les écosystèmes d'éléments écologiques d'intérêt européen, certains de ces éléments sont dans un mauvais état de conservation et risquent à terme de disparaître, le contexte agricole entraînant un abandon progressif de l'élevage au profit de la culture.

La préservation et l'encouragement de modes de production assurant la conservation des éléments écologiques d'intérêt communautaire dans un bon état de conservation apparaissent donc comme un objectif d'une importance majeure.

OBJECTIF OPERATIONNEL 3 : « Améliorer la connaissance et le suivi écologique du site »

Certains éléments du diagnostic nécessitent quelques études complémentaires afin de disposer d'un inventaire exhaustif qui permettra une gestion optimale de la vallée à long terme. Il s'agit essentiellement d'éléments faunistiques (amphibiens, Cuivré des marais et chiroptères) et de certains aspects hydrauliques (impacts des étangs). Ainsi, il conviendra de prévoir des compléments d'étude qui soient prioritaires, avant la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées, c'est-à-dire dès la première année de mise en œuvre du DOCOB. De ce fait, les priorités des actions de gestion de l'objectif 2 seront susceptibles d'être modifiées en fonction des résultats de ces compléments d'études.

Cet objectif opérationnel inclue également le suivi de l'ensemble des habitats naturels et des espèces. Ce suivi est indispensable pour contrôler l'évolution de l'état de conservation des écosystèmes et donc de l'atteinte ou non des objectifs fixés dans le DOCOB. La mise en œuvre de cet objectif passe principalement par un travail scientifique. Certains suivis seront préconisés à l'issue des compléments d'étude évoqués précédemment.

OBJECTIF OPERATIONNEL 4 : « Mettre en place les moyens humains indispensables à la mise en œuvre du document d'objectifs et à la réalisation de son programme d'actions »

Cet objectif définit les besoins en termes d'animation et de communication pour la mise en œuvre du document d'objectifs du site.

OBJECTIF OPERATIONNEL 5 : « Assurer la cohérence de l'ensemble des programmes et politiques publiques existant sur le Corchon »

Une mise en cohérence de l'ensemble des programmes et politiques est nécessaire pour d'une part atteindre au plus vite les objectifs de conservation des habitats et des espèces d'intérêt européen, et d'autre part offrir aux gestionnaires et usagers du site une compréhension claire du rôle de chacun sur le site.

Dans le cadre de cet objectif, il s'agira de veiller à ce que les actions prévues ou déjà menées dans les différents documents d'aménagement du territoire (documents d'urbanisme, arrêtés de protection de captage, schéma directeur de voirie...) ne soient pas défavorables à celles prévues pour les habitats et les espèces d'intérêt communautaire du site.

OBJECTIF OPERATIONNEL 6 : « Sensibiliser à la valeur et au respect du patrimoine naturel, et promouvoir le site »

La sensibilisation du public est un objectif à atteindre progressivement lors de la phase d'animation. Elle concerne toute personne ayant une activité directement sur le site ou ayant une influence sur celui-ci. Les personnes visées sont principalement les propriétaires fonciers, les exploitants, les décideurs locaux et plus largement le grand public (écoles, touristes...).

IV. ACTIONS DE GESTION CONSERVATOIRE PROPOSEES

IV.1. LISTE ET PRIORITES DES ACTIONS

| RECAPITULATIF DES OBJECTIFS OPERATIONNELS ET ACTIONS CORRESPONDANTES | | | | |
|--|---|---|----------|--------------|
| Objectifs opérationnels | Action de gestion correspondante | Type de contrat | Priorité | Fiche action |
| Objectif 1 : Conserver et/ou améliorer la qualité de l'eau | 1-1 Aménagement d'abreuvoirs hors lit mineur | Action non contractuelle | 1 | 1-1 |
| | 1-2 Aménagement d'abreuvoirs Type « gué empierré » ou « abreuvoir en berge » | Action non contractuelle | | 1-2 |
| | 1-3 Limitation ou absence totale de fertilisation sur les prairies | MAET | | 1-3 |
| | 1-4 Limitation des pollutions diffuses liées aux grandes cultures | Action non contractuelle | 2 | 1-4 |
| Objectif 2 : Conserver ou améliorer la qualité des écosystèmes et le patrimoine naturel européen associé | 2-1 Mise en défens de portions de berges du cours d'eau ou de mares | MAET ; Contrat Natura 2000 non agricole-non forestier | 1 | 2-1 |
| | 2-2 Restauration et/ou entretien raisonné des mares et plans d'eau | MAET ; Contrat Natura 2000 non agricole-non forestier | | 2-2 |
| | 2-3 Entretien extensif des ripisylves, des mégaphorbiaies et du lit du Corchon | MAET ; Contrat Natura 2000 non agricole-non forestier | | 2-3 |
| | 2-4 Maintien du réseau de haies | MAET | 2 | 2-4 |
| | 2-5 Restauration et entretien des habitats de landes | Contrat Natura 2000 non agricole-non forestier | 2 | 2-5 |
| | 2-6 Entretien des prairies par pâturage et/ou fauche | MAET | 3 | 2-6 |
| Objectif 3 : Améliorer la connaissance et le suivi écologique du site | 3-1 Complément d'étude sur l'impact des étangs et propositions d'actions | Action non contractuelle | 1 | 3-1 |
| | 3-2 Complément d'inventaire « Cuivré des Marais » | Action non contractuelle | | 3-2 |
| | 3-3 Complément d'inventaire des amphibiens d'intérêt communautaire | Action non contractuelle | | 3-3 |
| | 3-4 Complément d'inventaire de la faune piscicole d'intérêt communautaire | Action non contractuelle | 2 | 3-4 |
| | 3-5 Complément d'inventaire des chauves-souris d'intérêt communautaire | Action non contractuelle | 3 | 3-5 |
| | 3-6 Suivi de la qualité de l'eau et du milieu aquatique | Action non contractuelle | 1 | 3-6 |
| | 3-7 Suivi des habitats naturels d'intérêt communautaire et de la flore associée | Action non contractuelle | 2 | 3-7 |
| | 3-8 Suivi de la Cistude d'Europe | Action non contractuelle | 3 | 3-8 |
| | 3-9 Suivi de la reconquête du site par la Loutre d'Europe | Action non contractuelle | | 3-9 |
| | 3-10 Suivi des invertébrés | Action non contractuelle | | 3-10 |
| | 3-11 Suivi des espèces à caractère envahissant | Action non contractuelle | | 3-11 |
| Objectif 4 : Mettre en place les moyens humains indispensables à la mise en œuvre du document d'objectifs | 4-1 Mise en œuvre du document d'objectifs sur le site Natura 2000 | Mesure 323 A (élaboration et animation des DOCOB) | 1 | 4-1 |
| | 4-2 Actualisation périodique des données sur le site | Action non contractuelle | 2 | 4-2 |
| Objectif 5 : Assurer la cohérence de l'ensemble des programmes et politiques publiques sur le site | 5-1 Mise en cohérence des documents d'aménagement du territoire avec les objectifs du site Natura 2000 | Action non contractuelle | 2 | 5-1 |
| Objectif 6 : Sensibiliser à la valeur et au respect du patrimoine naturel, et promouvoir le site | 6-1 Sensibilisation des propriétaires fonciers, exploitants, publics et décideurs locaux à la gestion durable des habitats naturels et des habitats d'espèces d'intérêt européen. | Action non contractuelle | 2 | 6-1 |

IV.2. DESCRIPTION INDIVIDUELLE DES ACTIONS

(Cf. « fiches-action » ci-après)

OBJECTIF 1 : CONSERVER ET/OU AMELIORER LA QUALITE DE L'EAU

| | |
|-----|--|
| 1-1 | Aménagement d'abreuvoirs hors lit mineur |
| 1-2 | Aménagement d'abreuvoirs Type « gué empierré » ou « abreuvoir en berge » |
| 1-3 | Limitation ou absence totale de fertilisation sur les prairies |
| 1-4 | Limitation des pollutions diffuses liées aux grandes cultures |



| | | | |
|--|---|---|-----------------------|
| Action 1-1 | Aménagement d'abreuvoirs hors lit mineur | | |
| Type de contrat : action non contractuelle | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 1 : Conserver et/ou améliorer la qualité et la quantité de l'eau | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : 1041 : Cordulie à corps fin 1044 : Agrion de mercure 1096 : Lamproie de Planer 1163 : Chabot 1220 : Cistude d'Europe 3110 : Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses 3140 : Eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthiques à <i>Chara spp.</i> 3150 : Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>Magnopotamion</i> ou de l' <i>Hydrocharition</i> 6410-7 : Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux 6430-1 : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin 91E0* : Forêt alluviale à Aulnes et à Frênes | | | |
| Localisation : Toutes les prairies pâturées présentant un accès libre au cours d'eau pour le bétail doivent pouvoir bénéficier de ces aménagements. Les secteurs prioritaires sont les prairies rivulaires pâturées par des bovins et dont les berges présentent un état de dégradation élevé. (Cf. carte ci après « zones de berges dégradés nécessitant des aménagements »). La localisation précise des aménagements reste à définir au cas par cas. Les ruisselets secondaires ne sont a priori pas concernés par ce type d'aménagement en raison de leur caractère temporaire. Le ruisseau permanent de « Chantegeai » fera exception. | | Superficie ou linéaire : Le linéaire de berges dégradées est de 5 km. Le nombre d'aménagement reste à définir. La pertinence de chaque intervention devra être étudiée à l'échelle de chaque exploitation agricole mais également à l'échelle du bassin versant. | Priorité 1 |
| Description : Les impacts du bétail sur le cours d'eau sont variés. Le piétinement des berges et l'accès du bétail dans le cours d'eau perturbent le développement de la végétation rivulaire et entraînent le colmatage du fond du lit par la mise en suspension des matériaux issus des berges. L'accès libre des bêtes à la rivière a des incidences sur la qualité physico-chimique et bactériologique de l'eau par les déjections à même le cours d'eau. La divagation des animaux dans le ruisseau présente un danger pour la préservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire liés aux milieux aquatiques (Cf. Tome 1 État initial, partie « Impacts des activités agricoles sur l'hydrosystème »). L'objectif visé par cette action est de <u>rendre compatible la conservation des espèces et des habitats naturels avec un abreuvement facilité des bêtes</u> . L'action consiste à mettre en place des abreuvoirs « hors berges » adaptés aux besoins des exploitants. Différentes possibilités seront à étudier au cas par cas : <ul style="list-style-type: none">A-Abreuvoirs type « pompe à nez »B- Abreuvoirs type « gravitaire »C-Abreuvoirs type « abreuvoir solaire » L'efficacité de ces mesures sera suivi à travers l'action 3-6 « Suivi de la qualité de l'eau et du milieu aquatique ». | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

A-Abreuvoirs type « pompe à nez »

(Système non adapté pour les ovins)

Diagnostic et dispositions préalables

- Un diagnostic préalable sera réalisé par la structure animatrice ou un expert agréé. Il définira la localisation des abreuvoirs à aménager.
- Le nombre de pompes doit être calculé en fonction du nombre de têtes (10 à 15 bovins par pompe).
- En période d'étiage, la hauteur d'eau doit être suffisante pour immerger la crépine sans qu'elle ne touche le fond.
- La capacité de pompage de ce dispositif est de 7 m en hauteur, ou 70 m horizontaux.

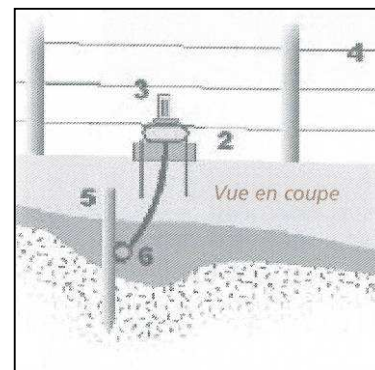
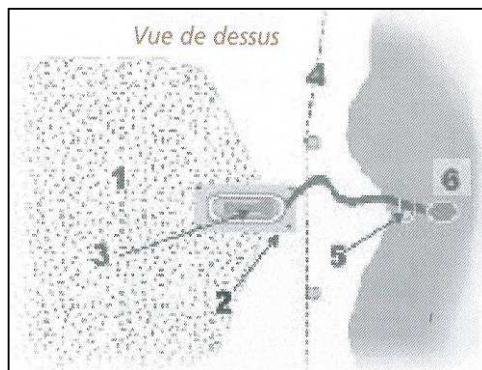


Campagnes d'intervention

- La mise en place de ces abreuvoirs peut se faire à n'importe quel moment de l'année, excepté lors des crues.

Autres précisions techniques

- Un socle béton (L = 1 m, l = 0,5 m et h = 0,3 m) ancré dans le sol avec 4 tiges filetées sera réalisé. La pompe sera boulonnée dessus.
- L'alimentation de la pompe sera assurée par la rivière à l'aide d'un tuyau en polyéthylène muni d'une crépine. La crépine permet d'empêcher l'entrée des sédiments dans le tuyau, ce qui pourrait endommager la pompe.
- La crépine doit être installée à mi-hauteur d'eau dans un secteur assez profond afin de garantir son immersion, même lors des étiages sévères, et d'éviter son recouvrement par les sédiments. Le maintien de la crépine est assuré par un piquet de bois fixé sur le bord de la berge, permettant d'attacher le tuyau.
- L'emplacement de l'abreuvoir doit être dans une zone aussi portante que possible afin d'éviter la dégradation du sol par le piétinement intense, menaçant à terme de déstabiliser l'assise de la pompe. En cas d'instabilité du sol, l'accès à l'abreuvoir peut être consolidé par un empierrement (sur environ 10 m²).



Légende : 1 : Zone d'accès empierrée ; 2 : Socle bétonné ancré dans le sol par 4 tiges filetées ; 3 : Pompe de prairie boulonnée sur le socle ; 4 : Clôture de protection ; 5 : Piquet bois ; 6 : Crépine

- La structure de la pompe est conçue pour résister au gel, mais elle n'est plus fonctionnelle lors d'épisodes de gel prolongés.
- L'entretien de ce système consiste seulement à vérifier si la crépine n'est pas colmatée par des dépôts de matière en suspension ou des déchets divers, surtout après les crues.

B-Abreuvoirs type « abreuvoir gravitaire »

(Système adapté pour les bovins et ovins)

Diagnostic et dispositions préalables

- Un diagnostic préalable sera réalisé par la structure animatrice ou un expert agréé. Il définira la localisation des abreuvoirs à aménager.
- Le nombre d'abreuvoirs dépend de la taille du bac et du nombre de tête (un bac de 1 m de diamètre pour 20 à 25 bovins).
- En période d'étiage, la hauteur d'eau doit être suffisante pour immerger la crépine sans qu'elle ne touche le fond.
- Ce type d'abreuvoir utilise la charge créée par la pente du cours d'eau pour remplir le bac. Ce système s'adapte seulement au cours d'eau à forte pente (> 1 %), et avec une hauteur de berge modérée pour ne pas déployer une longueur de tuyau trop importante.

Campagnes d'intervention

- La mise en place de ces abreuvoirs peut se faire à n'importe quel moment de l'année, excepté lors des crues.

Autres précisions techniques

- Le diamètre du bac d'abreuvement sera au maximum de 1 m.
- L'eau est acheminée au bac par un flexible qui doit être suffisamment rigide pour ne pas former de coudes empêchant la circulation de l'eau. Un tuyau en polyéthylène d'un diamètre compris entre 20 et 40 mm sera très bien adapté.
- Ce tuyau est muni d'une crépine afin d'éviter l'entrée de sédiment dans le flexible. La crépine doit être installée à mi-hauteur dans un secteur assez profond afin de garantir son immersion même lors des étiages sévères et d'éviter son recouvrement par les sédiments. Le maintien de la crépine est assuré par un piquet de bois fixé sur le bord de la berge, permettant d'attacher le tuyau.
- L'emplacement de l'abreuvoir doit être dans une zone aussi portante que possible afin d'éviter la dégradation du sol par le piétinement intense. En cas d'instabilité du sol, l'accès à l'abreuvoir peut être consolidé par un empierrement (sur environ 16 m²).
- Le bac sera également équipé d'un trop-plein à proximité de son sommet.



Légende : 1 : Bac d'abreuvement de 1 m maximum de diamètre ; 2 : Flexible en polyéthylène de 20 à 40 mm de diamètre ; 3 : Crépine ; 4 : Trop plein à proximité du sommet du bac

- La mise en place d'une planche rugueuse dans l'abreuvoir évitera la noyade accidentelle d'oiseaux.
- La crépine doit faire l'objet d'une surveillance régulière afin de prévenir d'un éventuel colmatage qui empêcherait l'alimentation de l'abreuvoir.
- Un entretien régulier du flexible doit être effectué.

C-Abreuvoirs type « abreuvoir solaire »

(Système adapté pour les bovins et ovins)

Diagnostic et dispositions préalables

- Un diagnostic préalable sera réalisé par la structure animatrice ou un expert agréé. Il définira la localisation des abreuvoirs à aménager.
- Le nombre d'abreuvoir dépend de la taille du bac et du nombre de tête (un bac de 1 m de diamètre pour 20 à 25 bovins)
- Ce dispositif requiert un bon ensoleillement de la parcelle afin d'assurer le fonctionnement de la pompe.

Campagnes d'intervention

- La mise en place de ces abreuvoirs peut se faire à n'importe quel moment de l'année, excepté lors des crues.

Autres précisions techniques

- L'emplacement de l'abreuvoir doit être dans une zone aussi portante que possible afin d'éviter la dégradation du sol par le piétinement intense. En cas d'instabilité du sol, l'accès à l'abreuvoir peut être consolidé par un empierrement (sur environ 16 m²).
- L'eau est acheminée au bac par un flexible qui doit être suffisamment rigide pour ne pas former de coudes empêchant la circulation de l'eau. Un tuyau en polyéthylène d'un diamètre compris entre 20 et 40 mm sera très bien adapté.
- Ce tuyau est muni d'une crépine afin d'éviter l'entrée de sédiment dans le flexible. La crépine doit être installée à mi-hauteur dans un secteur assez profond afin de garantir son immersion même lors des étiages sévères et d'éviter son recouvrement par les sédiments. Le maintien de la crépine est assuré par un piquet de bois fixé sur le bord de la berge, permettant d'attacher le tuyau.
- L'alimentation en eau du bac se fait par l'intermédiaire d'une pompe qui fonctionne grâce à l'énergie solaire.
- En cas de manque de soleil, le système de pompage est équipé d'une batterie électrique d'une autonomie de 10 jours.
- Le bac est équipé d'un capteur qui arrête le pompage quand il y a assez d'eau.
- La crépine doit faire l'objet d'une surveillance régulière afin de prévenir d'un éventuel colmatage qui empêcherait l'alimentation de l'abreuvoir.



Les éléments de budget indiqués ci-après ne sont qu'indicatifs.

| Budget | | | |
|---|---|---|--|
| Nature des opérations | Coût Abreuvoirs type « pompe à nez » | Coût Abreuvoirs type «gravitaire» | Coût Abreuvoirs type « abreuvoir solaire » |
| Achat matériel | Ajustable sur devis Plafond indicatif de 300 € HT/pompe | Ajustable sur devis Plafond indicatif de 300 €/abreuvoir | Ajustable sur devis Plafond indicatif de 3 000 € HT/pompe |
| Coût de main d'œuvre (sur la base d'1 journée x homme équipé ; une intervention peut concerner plusieurs pompes) | Ajustable sur devis Plafond indicatif de 150 € HT/intervention hors frais | Ajustable sur devis Plafond indicatif de 150 € HT/intervention hors frais | Ajustable sur devis Plafond indicatif de 100 € HT/intervention hors frais |
| Option : empierrement de l'accès (matériel et installation) | Ajustable sur devis Plafond indicatif de 300 € HT/chantier hors frais | Ajustable sur devis Plafond indicatif de 500 € HT/chantier hors frais | Ajustable sur devis Plafond indicatif de 500 € HT/chantier hors frais |
| Coût entretien par l'exploitant (basé sur 15 minutes par mois, 12 mois par an) | Ajustable sur devis Plafond indicatif de 40 € HT/an | Ajustable sur devis Plafond indicatif de 40 € HT/an | Ajustable sur devis Plafond indicatif de 40 € HT/an |

Modalités de contrôle :

- Factures acquittées
- Reportage photographique : avant et après travaux (pompe + mise en défens des berges)

Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure :

- Suivi du colmatage du lit du Corchon et du ruisseau de Chantegeai
- Suivi de la végétation et de la structure des berges anciennement dégradées

Acteurs concernés :

Structure animatrice, Communauté de Communes du Montmorillonnais, exploitants agricoles, Agence de l'eau, DREAL, ONEMA, FDAAPPMA, DDT, Chambre d'agriculture

Sources de financement :

Aucun engagement agro-environnemental ne prévoit de financement pour ce type d'aménagement, d'autres sources de financement seront donc à rechercher.

- Agence de l'Eau Loire-Bretagne
- Collectivités locales et établissements publics

| | | | |
|--|---|--|-----------------------|
| Action 1-2 | Aménagement d'abreuvoirs Type « gué empierré » ou « abreuvoir en berge » | | |
| Type de contrat : action non contractuelle | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 1 : Conserver et/ou améliorer la qualité et la quantité de l'eau | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : Idem action 1-1 | | | |
| Localisation : Idem action 1-1 | | Superficie ou linéaire : Idem action 1-1 | Priorité 1 |
| Description : Les impacts du bétail sur le cours d'eau sont variés. Le piétinement des berges et l'accès du bétail dans le cours d'eau perturbent le développement de la végétation rivulaire et entraînent le colmatage du fond du lit par la mise en suspension des matériaux issus des berges. Son accès à la rivière a des incidences sur la qualité physico-chimique et bactériologique de l'eau par les déjections à même le cours d'eau. La divagation des animaux dans le ruisseau présente un danger pour la préservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire liés aux milieux aquatiques (Cf. Tome 1 État initial, partie « Impacts des activités agricoles sur l'hydrosystème »). L'objectif visé par cette action est de rendre compatible la conservation des espèces et des habitats naturels avec, en certains points, un libre accès à la rivière pour l'abreuvement des bêtes. Les aménagements tels des « gués empierrés » permettent le franchissement de la rivière par les bêtes, voir par certains véhicules. L'action consiste en la construction de gués empierrés ou d'abreuvoirs en berge qui soient adaptés au milieu naturel et aux besoins de l'exploitant. Ces constructions seront localisées sur des points stratégiques du cours d'eau. L'efficacité de ces mesures sera suivi à travers l'action 3-6 « Suivi de la qualité de l'eau et du milieu aquatique ». | | | |

A- Aménagement de gués empierrés

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Les exploitants agricoles qui souhaitent bénéficier de cette mesure devront obligatoirement protéger l'ensemble des berges des parcelles concernées par des clôtures efficaces et entretenues. Ces protections de berge devront se faire selon les dispositions définies au niveau de l'action 2-1, qu'ils souscrivent ou non à cet engagement.

Diagnostic et dispositions préalables

Un diagnostic préalable sera réalisé par la structure animatrice ou un expert agréé et précisera :

- La nature du besoin (au regard des impacts sur les berges, de la structure de l'exploitation, du fonctionnement à l'échelle du bassin versant)
- Les sites d'implantation des ouvrages ;
- Les modalités précises de réalisation des travaux.

Remarque : Ces travaux doivent faire l'objet d'une demande d'intervention au titre de la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques. Pour cette demande, le bénéficiaire sera assisté par la structure animatrice.

Précisions techniques

- Les gués doivent être installés uniquement dans les portions de cours d'eau les moins sensibles à l'érosion, soit dans des secteurs assez rectilignes ;
- L'installation du gué ne se fera pas dans les secteurs présentant des habitats favorables à la reproduction des poissons d'intérêt communautaire ;
- Le projet de travaux inclura la sensibilité des milieux naturels sur la zone d'implantation du projet mais également aux niveaux des accès de ce dernier, des zones de stockages...
- Le profil en travers du gué doit présenter une échancrure dans sa partie centrale afin de concentrer les écoulements en période d'étiage ;
- Dans la mesure du possible, des matériaux locaux seront privilégiés pour la réalisation du gué ;
- Les abreuvoirs non aménagés seront condamnés par une clôture (Cf. fiche action 2-1).

Période d'intervention

En période d'étiage, en dehors des périodes de sensibilité de la faune aquatique, soit en fin d'été soit au début de l'automne.

B- Aménagement d'abreuvoirs en berges

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Les exploitants agricoles qui souhaitent bénéficier de cette mesure devront obligatoirement protéger l'ensemble des berges des parcelles concernées par des clôtures efficaces et entretenues. Ces protections de berge devront se faire selon les dispositions définies au niveau de l'action 2-1, qu'ils souscrivent ou non à cet engagement.

Diagnostic et dispositions préalables

Un diagnostic préalable sera réalisé par la structure animatrice ou un expert agréé et définira :

- La localisation des abreuvoirs à aménager : la lame d'eau à l'étiage ne doit pas être inférieure à 25 cm sinon les bovins ne pourront pas s'abreuver ;
- Le nombre d'abreuvoirs : ce nombre est fonction de la taille du troupeau (prévoir 1 abreuvoir pour 20 à 25 bovins) ;

Remarque : Ce type d'aménagement ne convient pas pour les cours d'eau de petite taille (largeur < à 1,5 m) et de forte pente.

Précisions techniques

- L'abreuvoir doit être implanté dans un secteur rectiligne et relativement courant. Les abreuvoirs dans les méandres sont à proscrire ;
- Un bastaing doit être fixé en pied de berge dans le prolongement du profil de la berge ;
- L'abreuvoir peut être installé entre deux cépées pour une meilleure stabilisation ;
- La rampe d'accès à l'abreuvoir doit être évasée, de faible pente (pente maximum de 15%) et granuleuse afin d'éviter des chutes du bétail ainsi que l'entraînement des excréments et du remblai dans la rivière ;
- La construction de la descente empierrée nécessite une excavation dans le talus de la berge, et la pose d'un géotextile synthétique type « bidim » sous le remblai de cailloux (de 3 à 10 t de gravats de diamètre 0-120 mm) ;
- L'entretien est très limité, il consiste à enlever les objets flottants pris dans les clôtures et les sables déposés dans la rampe d'accès lors des crues ;
- Les abreuvoirs sauvages non aménagés seront condamnés par une clôture (Cf. fiche action 2-1) et éventuellement remblayés avec les matériaux de déblai générés par l'aménagement des ces abreuvoirs.

Remarque : Sur un abreuvoir situé au niveau d'un accès utilisé plusieurs fois par saison par le bétail, les lisses frontales seront amovibles pour permettre le passage du bétail.

Période d'intervention

Les travaux seront réalisés en période d'étiage, en dehors des périodes de sensibilité de la faune aquatique, soit en fin d'été soit au début de l'automne.

Les éléments de budget indiqués ci-après ne sont qu'indicatifs.

| Budget | |
|--|---|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides |
| Installation d'un gué empierré (matériaux et main d'œuvre) | environ 5 000 € l'unité (source : entreprise HLB Environnement, 2008) |
| Installation d'un abreuvoir en berge | Coût variable de 1 000 à 2 500 € TTC |

Modalités de contrôle :

- Factures acquittées
- Reportage photographique : avant et après travaux (abreuvoir + mise en défens des berges)

Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure :

- Suivi du colmatage du lit du Corchon et du ruisseau de Chantegeai
- Suivi de la végétation et de la structure des berges anciennement dégradées

Acteurs concernés :

Structure animatrice, Communauté de Communes du Montmorillonnais, exploitants agricoles, Agence de l'eau, DREAL, ONEMA, FDAAPPMA, DDT, Chambre d'agriculture

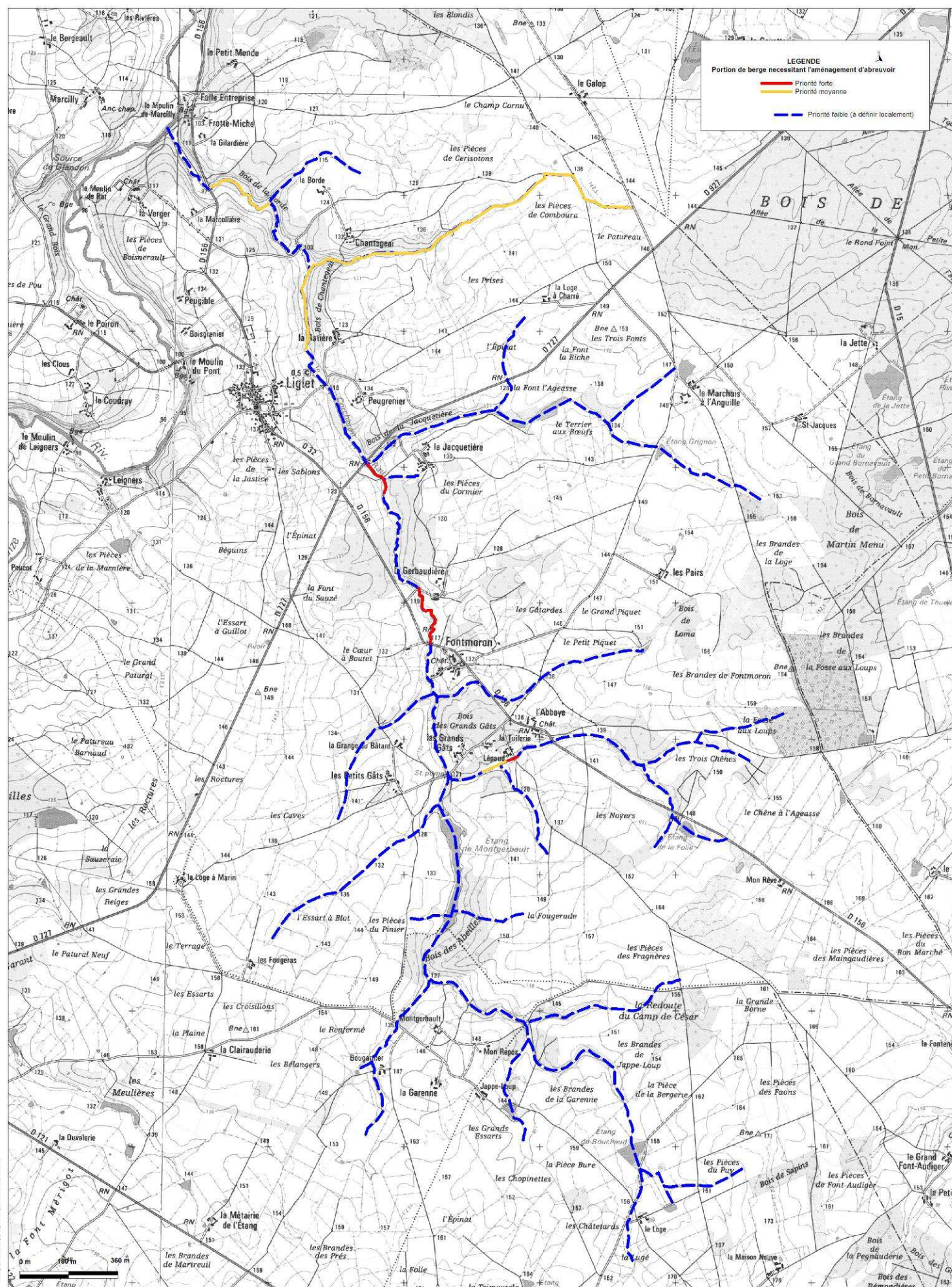
Sources de financement :

Aucun engagement agro-environnemental ne prévoit de financement pour ce type d'aménagement, d'autres sources de financement seront donc à rechercher.

- Agence de l'Eau Loire-Bretagne
- Collectivités locales et établissements publics

BERGES DÉGRADÉES NÉCESSITANT DES AMÉNAGEMENTS

Carte



| | | | |
|--|---|---|---------------------------------|
| Action 1-3 | Limitation ou absence totale de fertilisation sur les prairies | | |
| Type de contrat : Mesure Agro-Environnementale Territorialisée, Charte Natura 2000 | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 1 : Conserver et/ou améliorer la qualité et la quantité de l'eau | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : 1041 : Cordulie à corps fin 1044 : Agrion de mercure 1096 : Lamproie de Planer 1163 : Chabot 1220 : Cistude d'Europe + <i>Espèces potentiellement présentes sur le site :</i> 1060 : Cuivré des marais | | | |
| Localisation : Les parcelles en prairies temporaires ou permanentes, pâturées ou non, incluses dans le site Natura 2000 « Vallée du Corchon ». Cette action concerne en priorité les prairies situées en bordures immédiates du réseau hydrographique. | | Superficie ou linéaire : Les parcelles concernées par cette mesure représentent environ 670 ha. | Priorité 1 |
| Description : Malgré l'absence de suivis précis de la qualité de l'eau, il semblerait que les teneurs en nitrates aient augmenté au minimum de 10 mg/l en moyenne en presque 20 ans au niveau de la source du Corchon, malgré un bassin versant principalement tourné vers l'élevage. Certes, la teneur en nitrates reste inférieure à la norme de potabilité de l'eau pour la consommation humaine mais d'un point de vue piscicole, ce taux peut être considéré comme élevé avec pour conséquence une qualité d'eau moyenne à médiocre pour la faune. La limitation ou l'absence d'apports de fertilisants, minéraux et organiques, permet le maintien des habitats naturels, la préservation de la flore et de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables. Cette limitation contribue également à la préservation de la qualité de l'eau, notamment sur les zones d'alimentation de captage d'eau potable et en bordure de cours d'eau. Cette action vise à réduire les pollutions de l'eau par les fertilisants utilisées en agriculture sur les parcelles du site Natura 2000. L'efficacité de ces mesures sera suivi à travers l'action 3-6 « Suivi de la qualité de l'eau et du milieu aquatique ». | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Mise en œuvre

En milieu prairial, 2 choix de MAET sont à la disposition des contractants à partir de plusieurs engagements agro-environnementaux. Ces possibilités sont basées sur une limitation ou une absence de fertilisation sur les parcelles.

Dans les deux cas, **la réalisation d'une formation sur le raisonnement de la fertilisation est possible voire conseillée.**

Possibilité 1 : limitation de la fertilisation minérale et organique sur prairie

Combinaison de la mesure **SOCLEH01 « Socle relatif à la gestion des surfaces en herbe »** avec la mesure **HERBE_02 « Limitation de la fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables »** (+CI3 « Formation sur le raisonnement de la fertilisation »)

Le choix de cette MAET permet à l'exploitant agricole d'apporter une quantité maximale de 30 unités/ha/an d'azote total sur chaque parcelle engagée dont 15 unités/ha/an maximale d'azote minéral. L'épandage des boues d'épuration est interdit. Celui de compost est autorisé. Il n'y a pas de seuil de contractualisation de surfaces éligibles. Le mode de gestion par fauche ou pâturage reste libre.

Possibilité 2 : absence totale de fertilisation minérale et organique sur prairie

Combinaison de la mesure **SOCLEH01 « Socle relatif à la gestion des surfaces en herbe »** avec la mesure **HERBE_03 « Absence totale de fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables »** (+CI3 « Formation sur le raisonnement de la fertilisation »)

Le choix de cette MAET par l'exploitant agricole lui interdit toute fertilisation minérale (NPK) et organique (hors apport éventuel par pâturage). Le mode de gestion par fauche ou pâturage reste libre.

| Budget | |
|--|---|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides |
| SOCLEH01 « Socle relatif à la gestion des surfaces en herbe » | Montant annuel maximal par hectare : 76 €/ha/an <i>(source : annexe 2 de la circulaire sur les MAE, actualisée au 15 janvier 2008)</i> |
| HERBE_02 « Limitation de la fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables » | Montant annuel maximal par hectare : 119 €/ha/an <i>(source : annexe 2 de la circulaire sur les MAE, actualisée au 15 janvier 2008)</i> |
| HERBE_03 « Absence totale de fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables » | Montant annuel maximal par hectare : 135 €/ha/an <i>(source : annexe 2 de la circulaire sur les MAE, actualisée au 15 janvier 2008)</i> |
| CI3 « Formation sur le raisonnement de la fertilisation» | Montant annuel maximal : 90 €/exploitation/an <i>(plafonné à 20% du montant total de la mesure et au plafond communautaire à l'hectare pour le type de couvert concerné par la mesure) : 119 €/ha/an (source : annexe 2 de la circulaire sur les MAE, actualisée au 15 janvier 2008)</i> |

| |
|--|
| Modalités de contrôle : <ul style="list-style-type: none"> Absence de traces visuelles d'épandage Cahier d'enregistrement des apports par parcelle pour vérifier la quantité de chaque amendement organique et minéral épandu |
| Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure : <ul style="list-style-type: none"> Maintien ou amélioration de la qualité de l'eau |
| Acteurs concernés : Structure animatrice, exploitants agricoles, Chambre d'agriculture, DREAL, DDT |
| Sources de financement : <ul style="list-style-type: none"> Fonds européens (FEADER) et fonds du Ministère chargé de l'agriculture |

| | | |
|--|---|-----------------------|
| Action 1-4 | Limiter les pollutions diffuses liées aux grandes cultures | |
| Type de contrat : action non contractuelle, charte Natura 2000 | | |
| Objectif (s) concerné(s) | Objectif 1 : Conserver et/ou améliorer la qualité et la quantité de l'eau | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : 1041 : Cordulie à corps fin 1044 : Agrion de mercure 1096 : Lamproie de Planer 1163 : Chabot 1220 : Cistude d'Europe 3110 : Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses 3140 : Eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthiques à <i>Chara spp.</i> 3150 : Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>Magnopotamion</i> ou de l' <i>Hydrocharition</i> 6410-7 : Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux 6430-1 : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin 91E0* : Forêt alluviale à Aulnes et à Frênes | | |
| Localisation : Périmètres de protection rapproché et éloigné du captage des Gâts (Cf. carte n°2, du Tome I du DOCOB) | Superficie ou linéaire : environ 1000ha | Priorité 2 |
| Description : Depuis 1994, le Conseil général de la Vienne participe à la mise en application, sur des périmètres de protection de captage d'eau potable prioritaires, d'une charte co-signée par l'Etat, la Chambre d'Agriculture, l'Association des Maires de la Vienne et les Agences de l'Eau Adour-Garonne et Loire-Bretagne. Ces dernières ne participent plus au financement – qui était limité à 10 ans – mais cette action se poursuit avec les contributions du Conseil général et de la Chambre d'Agriculture. Cette charte a pour objectif de protéger les eaux destinées à la consommation humaine qui s'avèrent vulnérables vis-à-vis des pollutions diffuses d'origine agricole, en préconisant la mise en œuvre de pratiques culturales raisonnées. Le principe de cette action est basé sur un état des lieux préalable, avec ensuite un suivi agronomique annuel (reliquats azotés, pratiques culturales, conseils phytosanitaires). Ces missions sont assurées par la Chambre d'Agriculture auprès des agriculteurs volontaires, qui bénéficient ainsi gratuitement de conseils individualisés et de prestations agronomiques, y compris pour la gestion des jachères. Les périmètres pris en compte sont les périmètres rapprochés et éloignés des captages, sans relation avec le périmètre Natura 2000. | | |

Diagnostic et dispositions préalables

Jusqu'alors, l'application de cette charte départementale était surtout proposée aux syndicats d'eau gérant des captages dits « prioritaires », car particulièrement vulnérables aux pollutions diffuses d'origine agricole.

Bien que le captage des Gâts ne fasse pas partie de ces sites identifiés comme prioritaires, le Conseil général, en tant que maître d'ouvrage de l'élaboration du document d'objectifs, pourrait soutenir auprès de ses partenaires une adhésion du syndicat d'eau de Brigueil-le-Chantre, afin qu'il bénéficie, sur le captage des Gâts, des aides financières prévues pour la mise en place du programme d'actions.

Cette adhésion se justifierait totalement du fait de l'appartenance de ce captage à un périmètre Natura 2000, au sein duquel les milieux et les espèces d'intérêt communautaires recensées sont pour la plupart dépendantes de la qualité de l'eau, mais également parce que les suivis menés jusqu'alors montrent une progression inquiétante du taux de nitrates ces 20 dernières années, tout en restant en deçà des seuils de potabilité.

La procédure à suivre serait alors la suivante :

- Délégation du SIAEP de Brigueil-le-Chantre en faveur du conventionnement avec la Chambre d'Agriculture de la Vienne, pour une durée de 5 ans,
- Examen de cette demande, pour avis, en Commission spécialisée des captages (3 à 4 réunions par an, présidée par le Préfet de la Vienne et animée par la DDASS)
- Engagement de l'opération par la Chambre d'Agriculture, avec démarchage auprès des agriculteurs concernés pour leur proposer une application de la charte,
- Suivi des pratiques tout au long de la campagne culturale, en lien avec un conseiller en productions végétales de la Chambre d'agriculture,

- Bilan annuel présentant une évaluation des risques de lixiviation de matières azotées et produits phytosanitaires en fonction de la sensibilité du sol, de l'équilibre de fertilisation et du type d'interculture.

Précisions techniques :

L'exploitant ayant souscrit à la charte départementale reste libre d'établir son assolement comme il le souhaite. Il bénéficie simplement de conseils gratuits, qui peuvent prendre différentes formes :

- Diffusion d'informations à caractère technique et réglementaire (organisation de réunions techniques sur des thèmes définis, envoi de « flashs techniques », mise en place d'essais, invitation à des journées de formation organisées par la Chambre d'Agriculture, ...)
- Conseils techniques individualisés, à tout moment au cours de la campagne, sur simple demande auprès du conseiller en charge du périmètre, mais plus particulièrement lors des phases-clés : réalisation du plan prévisionnel de fertilisation pour chaque parcelle située dans le périmètre en début de campagne, puis conseils de fertilisation en cours de campagne, en fonction de l'évolution des cultures, grâce à des outils de pilotage reconnus (PC Azote, Jubil, Ramsès, N Tester, méthode CETIOM sur le colza...).

Les éléments de budget indiqués ci-après ne sont qu'indicatifs.

| Budget | |
|--|-------------------------------------|
| Nature des opérations | Coût et ou montant des aides |
| Etude de l'état des lieux des emprises | 6000 à 8000€ |
| Suivi agronomique individualisé | 12 000€ à 15 000€ / an TTC |

| |
|--|
| Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport annuel réalisé par la Chambre d'Agriculture ▪ Maintien ou amélioration de la qualité de l'eau |
| Acteurs concernés : Conseil général 86, SIAEP de Brigueil-le-Chantre, Chambre d'Agriculture, exploitants agricoles, structure animatrice, DDASS |
| Sources de financement : Le SIAEP serait le maître d'ouvrage et financeur principal. Il serait aidé à hauteur de : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Etat des lieux : 25 % du montant HT de l'étude pris en charge par la Chambre d'agriculture ▪ Suivi agronomique : 15% du montant HT du suivi pris en charge par la Chambre d'agriculture, et 30% par le Conseil général |

OBJECTIF 2 : CONSERVER OU AMELIORER LA QUALITE DES ECOSYSTEMES ET LE PATRIMOINE NATUREL EUROPEEN ASSOCIE

| | |
|-----|---|
| 2-1 | Mise en défens de portions de berges du cours d'eau ou de mares par la pose de clôtures |
| 2-2 | Restauration et/ou entretien raisonnée des mares et plans d'eau |
| 2-3 | Entretien extensif des ripisylves, des mégaphorbiaies et du lit du Corchon |
| 2-4 | Maintien du réseau de haies |
| 2-5 | Restauration et entretien des habitats de landes |
| 2-6 | Entretien des prairies par pâturage et/ou fauche |



| | | | |
|--|--|--|-----------------------|
| Action 2-1 | Mise en défens de portions de berges du cours d'eau ou de mares par la pose de clôtures | | |
| Type de contrat : Mesure Agro-Environnementale Territorialisée, Contrat Natura 2000 non agricole-non forestier | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 2 : Conserver ou améliorer la qualité des écosystèmes et le patrimoine naturel européen associé | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : 1096 : Lamproie de Planer 1163 : Chabot 1220 : Cistude d'Europe + <i>Espèces potentiellement présentes sur le site :</i> 1060 : Cuivré des marais 3110 : Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses 3140 : Eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Chara spp.</i> 3150 : Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>Magnopotamion</i> ou de l' <i>Hydrocharition</i> 6430-1 : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin 91E0* : Forêt alluviale à Aulnes et à Frênes | | | |
| Localisation : Deux types de secteurs sont concernés : - Les portions de berges localisées dans des prairies pâturées en contact avec un habitat d'intérêt communautaire (ripisylves, mégaphorbiaies) (<i>Cf. carte. 6.1 et 6.2 du Tome I du DOCOB</i>) - Les portions de berges dégradées (<i>Cf. carte. 13 du Tome I du DOCOB</i>) localisées dans les prairies pâturées | | Superficie ou linéaire : Mise en défens de portions de berges dégradées : 5 km environ Mise en défens de berges avec la présence d'un habitat d'intérêt communautaire : 5 km environ La mise en défens concerne une surface de 17 ha environ | Priorité 1 |
| Description : Le piétinement ou le pâturage non contrôlé des berges par le bétail peut être préjudiciable aux habitats naturels rivulaires (dégradation directe, problème de régénération de la végétation...). D'autre part, la dégradation des berges entraîne ponctuellement la mise en suspension de sédiments dans le cours d'eau, néfaste pour la faune piscicole. Cette mesure de gestion a pour objectif de limiter et de contrôler l'accès du bétail aux berges du cours d'eau et des mares afin de réduire la dégradation des habitats d'intérêt communautaire (mégaphorbiaies, aulnaie-frênaies...), d'abaisser le colmatage du lit du ruisseau et de conserver une bonne qualité de l'eau. L'action consiste à clôturer un linéaire de berges dans les prairies pâturées, où des accès au ruisseau et aux mares ne sont pas aménagés pour l'abreuvement du bétail, ainsi que dans les endroits où sont présents des habitats d'intérêt communautaire afin d'éviter leur piétinement par le bétail. | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Diagnostic parcellaire préalable

Un diagnostic préalable sera réalisé par la structure animatrice ou un expert agréé, et devra préciser :

- La surface de berge à mettre en défens, **obligatoirement supérieure ou égale à 3% de la surface de la parcelle engagée** (pour l'engagement agro-environnemental) ;
- La localisation de la clôture de mise en défens ;
- L'intégration des mégaphorbiaies et des forêts alluviales à Aulnes et à Frênes dans les exclos.

Mise en défens de portions de berges en présence d'habitats d'intérêt communautaire

Les habitats d'intérêt communautaire (mégaphorbiaie, forêt alluviale à Aulnes et à Frênes et végétation des mares) seront mis en défens lorsqu'ils sont situés au contact des prairies pâturées.

La réalisation de la clôture se fera de la manière suivante :

- Dans les prés à bovins : elle sera réalisée sur 3 rangs, pour une hauteur de 1,20 m à 1,50 m avec un pieu en bois tous les 4 mètres linéaires ;
- Dans les prés à ovins : elle sera réalisée grâce à du grillage à moutons avec un pieu tous les 4 mètres ;
- Installation de la clôture en retrait des habitats pour limiter le piétinement par le bétail ;
- Les travaux de pose des clôtures sont réalisables tout au long de l'année.

Remarque : les mégaphorbiaies non boisées qui seront mises en défens seront entretenues par l'intermédiaire de l'action « entretien extensif des ripisylves, des mégaphorbiaies et du lit du Corchon » (Cf. action 2-3).

Mise en défens de portions de berges dégradées dans les prairies pâturées :

Lors de la création d'un abreuvoir (de type gué empierré ou abreuvoir en berge - Cf. actions 1-1 et 1-2), l'exploitant agricole s'engage systématiquement à mettre en défens les portions non aménagées du cours d'eau et des mares, servant pour l'abreuvement du troupeau dans la prairie pâturée.

La réalisation de la clôture se fera de la manière suivante :

- Dans les prés à bovins : elle sera réalisée sur 3 rangs, pour une hauteur de 1,20 m à 1,50 m avec un pieu en bois tous les 4 mètres linéaires ;
- Dans les prés à ovins : elle sera réalisée grâce à du grillage à moutons avec un pieu tous les 4 mètres ;
- Installation de la clôture en retrait d'au moins 1,20 m depuis le bord de la berge ;
- Les travaux de pose des clôtures sont réalisables tout au long de l'année.

La pose de clôtures mobiles peut également être envisagée pour éviter les problèmes liés à l'entretien de la végétation à proximité immédiate de la clôture et d'arrachement lors des épisodes de crues.

Mise en œuvre

- Engagement agro-environnemental unitaire (milieu agricole) : cette action correspond à la combinaison de la mesure **SOCLE01 « socle relatif à la gestion des surfaces en herbe »** avec la mesure **MILIEU01 « Mise en défens temporaire de milieux remarquables »**.
- Contrat Natura 2000 non agricole-non forestier : cette action correspond à la mesure **A32324P « Travaux de mise en défens et de fermeture ou d'aménagements des accès »**. Cette mesure finance les fournitures (poteaux, grillage et clôture), la pose et la dépose...

| Budget | |
|---|--|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides |
| A32324P « Travaux de mise en défens et de fermeture ou d'aménagements des accès » | Montant ajustable sur devis NB : Il faut compter entre 1 et 2 €/ml pour une clôture, hors frais de main d'œuvre |
| SOCLE01 « Socle relatif à la gestion des surfaces en herbe » | Montant annuel maximal par hectare : 76 €/ha/an (source : annexe 2 de la circulaire sur les MAE, actualisée au 15 janvier 2008) |
| MILIEU01 « Mise en défens temporaire de milieux remarquables » | Montant annuel maximal par hectare : 40,57 €/ha/an (source : annexe 2 de la circulaire sur les MAE, actualisée au 15 janvier 2008) |

Modalités de contrôle :

- Factures acquittées
- Expertise de terrain : respect de la surface mise en défens et de la localisation
- Reportage photographique : avant et après travaux

Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure :

- Suivi du linéaire de recolonisation par les mégaphorbiaies et les aulnaies-frênaies dans les secteurs anciennement piétinés
- Suivi du colmatage des mares et du lit des ruisseaux (Corchon et Chantegeai) à l'emplacement des anciens abreuvoirs

Acteurs concernés :

Structure animatrice, exploitants agricoles, propriétaires riverains, DDT, DREAL

Sources de financement :

- Engagement agro-environnemental : Fonds européens (FEADER) et fonds du Ministère chargé de l'agriculture
- Contrat Natura 2000 : Fonds européens (FEADER) et fonds du Ministère chargé de l'écologie

| | | | |
|--|--|--|---------------|
| Action 2-2 | | Restauration et/ou entretien raisonnée des mares et plans d'eau | |
| Type de contrat : Mesure Agro-Environnementale Territorialisée, Contrat Natura 2000 non agricole-non forestier, charte Natura 2000 | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | | OBJECTIF 2 : Conserver ou améliorer la qualité des écosystèmes et le patrimoine naturel européen associé | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : 3110 : Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses 3140 : Eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Chara spp.</i> 3150 : Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>Magnopotamion</i> ou de l' <i>Hydrocharition</i> 1044 : Agrion de Mercure 1041 : Cordulie à corps fin + <i>Espèces potentiellement présentes sur le site :</i> 1166 : Triton crêté 1193 : Sonneur à ventre jaune | | | |
| Localisation : Ensemble des mares et pièces d'eau du site <u>sans vocation piscicole (milieu non empoisonnés)</u> . Une priorité absolue devra être donnée aux mares : <ul style="list-style-type: none">- constituant un site de reproduction potentiel pour le Triton crêté (Cf. carte. 9 du Tome I du DOCOB)- en contact avec un habitat d'intérêt communautaire cité ci-dessus (Cf. carte. 6.1 et 6.2 du Tome I du DOCOB) | | Superficie ou linéaire : Entre 20 et 30 pièces d'eau sont potentiellement concernées | Priorité 1 |
| Description : L'action concerne l'entretien des points d'eau permettant le maintien de leur fonctionnalité écologique. Par fonctionnalité écologique il faut entendre la fonctionnalité du point d'eau en lui-même (la pièce d'eau et ses berges) mais aussi son insertion dans un réseau de points d'eau cohérent pour une population d'espèces, comme par exemple de Triton crêté ou toutes autres espèces d'amphibiens, d'odonates... Sur la vallée du Corchon, la qualité de ce réseau est étroitement liée à l'élevage (rôle d'abreuvoir). Le déclin surfacique de cette activité tout comme certaines pratiques non adaptées aux enjeux écologiques ont pour conséquences l'abaissement de la qualité de l'eau ainsi que la dégradation des végétations de berges et herbiers aquatiques. En terme d'entretien, les principales pratiques non adaptées sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Absence d'entretien (fermeture des berges, comblement)- Entretien trop intensif des végétations de berges- Curage trop intensif- Surpiétinement des berges D'autres pratiques sont également très néfastes <ul style="list-style-type: none">- Empoisonnement- Import d'espèces invasives telles que les Ecrevisses américaines, certaines plantes aquatiques ornementales... Cette mesure de gestion a pour objectif de favoriser la pratique de méthodes et techniques d'entretien et de restauration des points d'eau qui soient favorables au maintien des espèces et habitats d'intérêt communautaire présents sur les berges et dans l'eau. | | | |
| <i>Remarque : A l'issu de la mise en œuvre de l'action 3-1 « Complément d'étude sur l'impact des étangs et propositions d'actions », cette fiche pourra être compléter ou intégralement revue.</i> | | | |
| <i>Rappel réglementaire préalable sur les étangs : le cadre réglementaire de l'actuelle Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 ainsi que le refus de l'administration, sur le département de la Vienne, d'autoriser la création de nouveaux étangs sur les chevelus de première catégorie (approuvée en CODERST) ne permet plus, désormais, l'aménagement de nouveaux plan d'eau sur l'ensemble du bassin versant du Corchon. La création de nouveaux étangs ne constitue donc plus une menace sur le site. Parallèlement, il faut rappeler que les vidanges qui pourront être menées seront soumises à la réglementation générale. Dans ce cadre, rappelons qu'une attention particulière devra être portée par les services de l'état à « l'étang de Montgerbault », en raison de sa taille importante et de son positionnement en haut de bassin.</i> | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Diagnostic unitaire préalable

Un diagnostic préalable sera réalisé par la structure animatrice ou un expert agréé, et devra préciser :

- les modalités d'entretien des berges (déroussaillage et dégagement des abords) à des dates et suivant une périodicité à définir. Toutes les interventions projetées devront se faire en dehors des périodes de reproduction des amphibiens, soit entre le 1^{er} août et le 31 décembre. L'intervention devra prévoir le maintien de la végétation sur au moins un tiers du pourtour du point d'eau
- Les modalités concernant l'export ou non des végétaux coupés
- dans le cas de surfaces pâturées jouxtant le point d'eau, les conditions d'accès aux animaux : interdiction d'abreuvement direct sur l'ensemble de la pièce d'eau (mise en défens totale ou partielle avec accès autorisé limité et calibrée).
- Les modalités éventuelles de curage, les modalités d'épandage des produits extraits
- La nécessité de créer ou d'agrandir une pente douce (au moins 45°) au cours de la première année et dans ce cas, les modalités éventuelles de déroussaillage préalable lorsque cela est nécessaire pour effectuer les travaux.
- L'enlèvement éventuel de macro-déchets
- Toutes autres modalités d'intervention concourant à l'atteinte des objectifs de l'action

Remarque : l'opportunité de mobiliser cette action, la précédente (2-1 : « Mise en défens de portions de berges du cours d'eau ou de mares par la pose de clôtures pour limiter le piétinement ») ou la suivante (2-3 : « entretien extensif des ripisylves, des mégaphorbiaies et du lit du Corchon ») devra être finement évalué par la structure animatrice en fonction des enjeux de la ou des mares en question.

Mise en œuvre

- Engagement agro-environnemental unitaire (milieu agricole) : cette action correspond à la mesure LINEA_07 « Restauration et/ou entretien de mares et plans d'eau ».
- Contrat Natura 2000 non agricole-non forestier : cette action correspond à la mesure A32309R « Entretien de mares ». Pour que cette action soit éligible, la mare ne devra pas être en communication avec un ruisseau, et d'une taille inférieure à 1000m² (pièce d'eau + végétation de berge).

| Budget | |
|---|--|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides |
| LINEA_07 « Restauration et/ou entretien de mares et plans d'eau » | Montant annuel maximal par unité : 135 €/mare/an (source : annexe 2 de la circulaire sur les MAE, actualisée au 15 janvier 2008) |
| A32309R « Entretien de mares » | Montant ajustable sur devis |

Modalités de contrôle :

- Existence et tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions dans le cadre de travaux effectués par le bénéficiaire
- Factures acquittées
- Expertise de terrain : respect modalités d'interventions (date et périodicité des interventions, contrôle des secteurs d'accès du bétail...)
- Reportage photographique : avant et après travaux

Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure :

- Suivi des végétations rivulaires et aquatiques
- Suivi des populations d'amphibiens
- Suivi du colmatage et de la turbidité des mares

Acteurs concernés :

Structure animatrice, exploitants agricoles, propriétaires riverains, DDT, DREAL

Sources de financement :

- Engagement agro-environnemental : Fonds européens (FEADER) et fonds du Ministère chargé de l'agriculture
- Contrat Natura 2000 : Fonds européens (FEADER) et fonds du Ministère chargé de l'écologie

| | | | |
|---|--|--|-------------------|
| Action 2-3 | | Entretien extensif des ripisylves, des mégaphorbiaies et du lit du Corchon | |
| Type de contrat : Mesure Agro-Environnementale Territorialisée, Contrat Natura 2000 non agricole-non forestier, Charte Natura 2000 | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | | OBJECTIF 2 : Conserver ou améliorer la qualité des écosystèmes et le patrimoine naturel européen associé | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : 1041 : Cordulie à corps fin 1044 : Agrion de Mercure 1096 : Lamproie de Planer 1163 : Chabot 6430-1 : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin 91E0* : Forêt alluviale à Aulnes et à Frênes* + Espèces potentiellement présentes sur le site : 1060 : Cuivré des marais | | | |
| Localisation : | | Superficie ou linéaire : | Priorité 1 |
| L'ensemble des secteurs de ripisylves du Corchon (de sa source à la Benaize), de mégaphorbiaies (Cf. carte. 6.1 et 6.2 du Tome I du DOCOB) ainsi que le lit du Corchon est concerné. | | Entretien du lit du Corchon : 8 km environ Entretien des mégaphorbiaies et des ripisylves : 13 ha environ sur 5 km de ruisseau | |
| Description : | | | |
| <u>Nota</u> : Cette action concerne 3 entités écologiques distinctes : Lit-ripi-sylves-mégaphorbiaies. Cependant, étant donné la proximité spatiale de ces trois entités et les liens fonctionnels qui les unissent, il est souhaitable que les interventions sur ces trois types de milieu fassent l'objet d'une réflexion globale et d'actions coordonnées. | | | |
| Auparavant, les ripisylves étaient exploitées par les agriculteurs car elles constituaient une ressource en bois de chauffage. Aujourd'hui, ces boisements ne sont plus exploités ce qui entraîne parfois une fermeture excessive des berges. | | | |
| Le lit du Corchon est parsemé d'embâcles mais peu d'entre eux sont gênants. Les plus importants peuvent perturber le bon fonctionnement hydraulique du ruisseau. Il faut souligner que la grande majorité des embâcles sont favorables à la faune piscicole (diversification des faciès d'écoulement, niches écologiques...). | | | |
| Les mégaphorbiaies sont pour la plupart : | | | |
| <ul style="list-style-type: none">- entretenues par pâturage : elles se trouvent alors bien souvent dans un mauvais état de conservation,- laissées à l'abandon : elles sont alors colonisées par les ligneux et donc vouées à disparaître rapidement. | | | |
| L'objectif de cette mesure est de maintenir ou de rétablir un mode d'exploitation des ligneux permettant des conditions d'éclaircissement sur le bord du cours d'eau qui soient favorables à la faune et à la flore aquatique et riveraine. Elle a également pour objectif l'entretien de manière raisonnée des mégaphorbiaies pour éviter leur embroussaillage. Cette mesure vise aussi, au cas par cas et de manière strictement contrôlée, l'entretien du lit du Corchon pour limiter une accumulation trop importante d'embâcles. L'action consiste à réaliser une fauche des secteurs de mégaphorbiaies mis en défens (Cf. action 5), une coupe raisonnée des arbres au niveau des secteurs de ripisylves très fermés et enfin l'enlèvement ponctuel des embâcles les plus gênants pour l'écoulement de l'eau. | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Ripisylves :

L'objectif est de maintenir ou de rétablir des conditions d'éclaircissement du cours d'eau qui soient favorables à la faune et à la flore aquatique. Cet éclaircissement se fera en respectant les modalités ci-après.

- Conserver les branches basses de faible diamètre (<5 cm) qui ralentissent l'écoulement et protègent la berge des crues en se couchant le long de celle-ci ;
- Conserver les souches en place après abattage : les arbres contribuent au maintien de la berge par leur système racinaire. D'autre part, les souches sont favorables aux coléoptères saproxylophages et aux chiroptères ;
- Conserver la diversité des essences végétales locales et ne pas planter d'espèces exotiques ou cultivées à proximité des berges ;
- Laisser du bois mort sur la parcelle si celui-ci ne risque pas d'être remanié lors de la prochaine crue du ruisseau ;

- Garder une diversité des strates (conserver la strate herbacée, arbustive et arborescente autant que possible) et une diversification des classes d'âges en privilégiant des actions ponctuelles par pieds isolés ou par petits bosquets ;
- Les arbres sur la berge feront l'objet d'un tronçonnage sélectif. L'abattage se limitera aux arbres formant des obstacles à l'écoulement des eaux, les arbres menaçant de déstabiliser la berge et les arbres morts, malades ou sénescents susceptibles de tomber dans la rivière ;
- Entretenir avec un matériel n'éclatant pas les branches (gyrobroyage interdit) ;
- Entretenir les arbres en automne et/ou en hiver et de préférence entre le mois de décembre et février ;
- Réaliser une seule taille des arbres sur les 5 ans ;
- Ne pas couper systématiquement les lianes sur les arbres développés car elles sont source d'abri et de nourriture pour la faune ;
- Proscrire toute coupe rase à proximité du cours d'eau (moins de 30 m) et tout remaniement du sol (labour, remblaiement) qui favorise le développement des espèces à caractère envahissant tel que le Robinier faux-acacia ;
- Ne pas fertiliser à moins de 10 m de la berge ;
- Ne pas utiliser de produits agro-pharmaceutiques à moins de 50 m du ruisseau ;
- Ne pas drainer ou assainir.

Mégaphorbiaies :

Les mégaphorbiaies mises en défens (Cf. action 2-1 au contact des prairies pâturées risquent de s'enfricher en raison de leur exclusion du parcours de pâturage. En vue d'éviter un embroussaillage de ces milieux, un entretien extensif doit y être réalisé. Il consistera en :

- la réalisation d'une fauche de la végétation tous les 3 à 5 ans des zones mises en défens avec du matériel léger ;
- l'exportation des résidus de cette fauche pour ne pas enrichir le sol ;
- la réalisation de l'entretien entre le mois de septembre et d'octobre de préférence, si le sol le permet. En aucun cas la végétation ne devra être fauchée entre le 15 avril et le 1^{er} septembre, pour ne pas impacter le cycle biologique du Cuivré des marais, potentiellement présent sur les secteurs de mégaphorbiaies.

Remarque : L'entretien des mégaphorbiaies devra se faire à l'aide de matériel adapté (matériel de petite taille) puisque ces milieux sont souvent des bandes étroites qui ne permettent pas un entretien par du matériel agricole classique. Le Syndicat Mixte du Pays Montmorillonnais a une compétence pour l'entretien des ripisylves et des rivières. L'entretien des mégaphorbiaies par cette structure peut être envisageable.

Lit du Corchon et de ses affluents :

Les embâcles sont des obstructions du lit du cours d'eau, constitués par un enchevêtrement de bois mort et parfois d'objets divers entraînés par le courant. **L'enlèvement des embâcles ne doit en aucun cas être systématique**, car l'embâcle contribue à la diversité du milieu. L'enlèvement est recommandé seulement pour les cas suivants :

- l'embâcle va d'une berge à l'autre ;
- il y a un colmatage et un dépôt de sédiments trop important à l'amont ;
- la migration des poissons est perturbée ;
- l'embâcle a une origine artificielle : clôture de barbelés par exemple.

L'enlèvement consistera à :

- retirer les embâcles lorsqu'ils occupent le lit mineur, réduisant ainsi la section d'écoulement ;
- couper les arbres développés en lit mineur afin d'éviter le piégeage des débris flottants ;
- abattre les arbres fortement penchés (dont le fût fait un angle inférieur à 45° ou 60° avec l'horizontale, en fonction de la nature des sols et des essences) qui risquent de se déraciner et tomber dans le lit du ruisseau ;
- élaguer les branches basses fortement inclinées sur le cours d'eau qui constituent des pièges potentiels pour les débris dérivants dont l'accumulation représente un risque vis-à-vis des inondations, principalement pour les cours d'eau de petite taille ;
- privilégier une coupe sélective des arbres risquant d'être à l'origine des embâcles ;
- supprimer les embâcles et entretenir le lit du ruisseau en dehors des périodes de fraies des poissons : reproduction d'avril à juin pour la Lamproie de Planer et de mars à avril pour le Chabot. La période qui semble la plus appropriée se situe entre le mois d'août et le mois d'octobre.

Remarque : Les embâcles présents dans le lit du Corchon devront être traités au cas par cas après validation d'une personne compétente dans le domaine de la gestion des cours d'eau (technicien rivière, Ingénieur écologue). La gestion des embâcles doit faire l'objet d'une surveillance régulière, pour prévenir toute nouvelle apparition pouvant causer des dommages.

Mise en oeuvre

En milieu non agricole-non forestier : la mesure **A32311R « Entretien de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles »** peut être mobilisée pour ce genre d'action.

En milieu agricole : l'engagement agro-environnemental **LINEA_03 « Entretien des ripisylves »** pourra financer ce genre d'action.

| Budget | |
|--|---|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides |
| LINEA_03 « Entretien des ripisylves » | Montant annuel maximal par mètre linéaire : 1,46 €/ml/an <i>(source : annexe 2 de la circulaire sur les MAE, actualisée au 15 janvier 2008)</i> |
| A32311R « Entretien de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles » | Montant ajustable sur devis |

Modalités de contrôle :

- Cahier d'enregistrement des interventions
- Factures acquittées

Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure :

- Evaluation de la superficie des ripisylves et des mégaphorbiaies ayant fait l'objet de travaux d'entretien
- Nombre d'embâcles enlevés

Acteurs concernés :

Structure animatrice, exploitants agricoles, propriétaires riverains, Syndicat Mixte du Pays Montmorillonnais, DREAL, ONEMA, FDAAPPMA, associations/sociétés de pêche

Sources de financement :

- Contrat Natura 2000 : fonds européens (FEADER) et fonds du Ministère chargé de l'écologie
- Engagement agro-environnemental : fonds européens (FEADER) et fonds du Ministère chargé de l'agriculture

| | | | |
|---|--|--|-----------------------|
| Action 2-4 | Maintien du réseau de haies | | |
| Type de contrat : Mesure Agro-Environnementale Territorialisée, et /ou Action non contractuelle, Charte Natura 2000 | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 2 : Conserver ou améliorer la qualité des écosystèmes et le patrimoine naturel européen associé | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : 1083 : Lucane cerf-volant 1088 : Grand Capricorne + espèces de chauve-souris potentiellement présentes | | | |
| Localisation : Les haies du site Natura 2000, notamment celles présentant des potentialités d'accueil avérées pour les insectes saproxylophages d'intérêt communautaire (Cf. carte 8 du Tome I du DOCOB) | | Superficie ou linéaire : Environ 30 km de haies recensés sur le site | Priorité 2 |
| Description : Localement, les haies présentent diverses structures (alignement d'arbres, haies exclusivement arbustives, haies avec différentes strates plus ou moins fournies...). Toutes sont entretenues au broyeur par leurs propriétaires (Cf. Tome 1 État initial, partie « Entretien des éléments du bocage »). Ces pratiques sont le résultat de contraintes particulières : la haie sert de clôture contre la fuite des bêtes, elle a un rôle d'ombrage et enfin le temps et le coût d'entretien sont restreints. La préservation d'un réseau bocager dense et de bonne qualité sur le bassin versant est prépondérante dans la protection de la ressource en eau et pour le maintien de nombreuses espèces, dont certains invertébrés saproxylophages d'intérêt européen. L'objectif visé par cette action est d'améliorer la qualité écologique des haies et d'assurer le maintien de ces dernières sur le long terme. L'action consiste à inciter financièrement les exploitants à un entretien plus qualitatif de leur réseau de haies. | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Modalités techniques pour le réseau de haies

La plupart des haies se situent en bordure de parcelles agricoles et sont entretenues régulièrement par une taille basse au broyeur.

Afin d'améliorer la qualité écologique des haies, il conviendra d'adopter l'ensemble de ces mesures :

- N'effectuer aucune coupe à blanc
- Maintenir et restaurer des haies avec plusieurs strates (herbacée, arbustive, arborescente).
- Pour les haies actuellement basses, ne pas limiter systématiquement la croissance des arbres de haut jet.
- Pour les haies déjà constituées de 3 strates, effectuer des prélèvements de bois limités ne portant pas atteinte à l'intégrité de la haie. Ne jamais prélever l'ensemble d'une classe d'âge, comme par exemple l'ensemble des arbres les plus âgés ou les plus jeunes.
- Maintenir de manière abondante des arbres morts et sénescents (arbres creux, têtards) au sein de la haie. Ne supprimer les arbres morts ou sénescents que s'ils présentent un danger particulier (bordure de route, de bâtiment, de fils électriques...). Dans ce cas le bois mort sera laissé sur place en bordure immédiate de la haie.
- Assurer la continuité longitudinale de la haie en y effectuant des plantations. Dans ce cas les paillages plastiques seront interdits. Le contractant devra obligatoirement se rapprocher de la structure animatrice pour connaître la liste des essences éligibles et celles recommandées en fonction du rôle particulier de chaque haie.
- Si la parcelle en contact avec la haie est pâturée, s'assurer que le bétail ne nuit pas à son développement.
- Dans les parcelles cultivées, conserver une banquette herbeuse fauchée annuellement d'au moins 1 mètre au pied de la haie.
- Ne pas éclater les branches.
- Ne pas utiliser de produits phytosanitaires sur la haie (bande herbeuse comprises), sauf en cas de traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre les nuisibles (cas des chenilles).
- Tailler la haie au minimum une fois au cours des 3 premières années et au maximum une fois tous les ans ;
- Intervenir en automne et/ou en hiver et de préférence entre le 1^{er} octobre et le 1^{er} mars pour l'entretien ;

Mise en œuvre

Le maintien et l'entretien du réseau de haies peut être financé en milieu agricole par la mesure : **LINEA_01 « Entretien de haies localisées de manière pertinente »**.

Il sera également fortement recommandé de réaliser au préalable un diagnostic d'exploitation (CI4), permettant d'orienter le propriétaire ou l'exploitant sur les éléments à engager, et de leur préciser le type de plan de gestion adapté à chacun de ces éléments.

| Budget | |
|--|--|
| Nature des opérations | Montant des aides |
| LINEA_01 « Entretien de haies localisées de manière pertinente » | Montant annuel maximal par hectare : 0,34€/ml/an pour un entretien sur les 2 faces de la haie. |
| CI4 « Diagnostic d'exploitation » | Montant annuel maximal par hectare : 96€/ha/an, plafonné à 20% du montant total de la mesure |

Modalités de contrôle :

- Cahier d'enregistrement des interventions
- Contrôle visuel des actions menées
- Factures acquittées

Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure :

- Conservation ou accroissement du linéaire de haies
- Qualité écologique (diversification des essences et des classes d'âges) des haies

Acteurs concernés :

Structure animatrice, exploitants agricoles, propriétaires riverains, DDT, CRPF, DREAL

Sources de financement :

- Fonds européens (FEADER) et fonds du Ministère chargé de l'agriculture

| | | | |
|--|--|--|-----------------------|
| Action 2-5 | Restauration et entretien des habitats de landes | | |
| Type de contrat : contrat Natura 2000 non agricole-non forestier | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 2 : Conserver ou améliorer la qualité des écosystèmes et le patrimoine naturel européen associé | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : 4030 : Landes sèches européennes | | | |
| Localisation : Les secteurs concernés sur le site se situent au niveau de « La redoute du camp de César », de l'étang de Montgerbault, de Chantegeai et des brandes de la Loge. (Cf. carte. 6.1 et 6.2 du Tome I du DOCOB) | | Superficie ou linéaire : Les habitats landicoles sont présents sur une superficie de 18,7 ha | Priorité 2 |
| Description : Dans la vallée du Corchon, les landes sont vieilles et ne sont plus exploitées. Elles présentent un aspect dense et élevé (jusqu'à 2 m) dû à la présence d'arbustes comme l'Ajonc d'Europe ou la Bourdaine et au développement important de la Bruyère à balai. Or, ces landes ne peuvent se maintenir que par l'action de l'Homme qui les fauche et/ou les met en pâturage (Cf. Tome 1 État initial, partie « Habitats naturels d'intérêt communautaire et cartes 6.1 et 6.2 »). L'objectif est de restaurer les secteurs de landes dégradées en éliminant les essences arbustives et arborescentes afin d'assurer un rajeunissement du milieu et de garantir un entretien courant de l'habitat. Le résultat attendu est donc un développement d'une strate dominante de Chaméphytes (Bruyères, Ajoncs). Le rajeunissement du milieu passera par un débroussaillage et/ou un broyage des essences ligneuses et arbustives. L'entretien régulier se fera par fauche sur des secteurs tournants avec un export de la matière. | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Les mesures proposées ici visent à la restauration d'un système de landes basses. A terme, lors des réajustements du DOCOB, en fonction des opportunités locales et de la qualité de la lande retrouvée, il pourra être envisagé de favoriser le retour de landes hautes (brandes typiques du Poitou) faisant l'objet d'une récolte par un brandier.

Modalités techniques pour la restauration par broyage avec exportation de la matière

La restauration des vieux peuplements landicoles s'effectuera par le broyage de l'Ajonc d'Europe, de la Bruyère à balai et de la Bourdaine. Les arbres à fortes sections seront tronçonnés puis évacués du site. Quelques troncs, ceux ayant des sections supérieures à 7 cm de diamètre, seront mis en andains sur le site afin de favoriser les insectes et les champignons xylophages, les mousses et les lichens, de créer des reposoirs et des habitats intermédiaires pour la faune ainsi que des micro-habitats pour les reptiles. Quelques chandelles seront également gardées afin de servir de reposoir pour l'avifaune.

Les résidus issus du broyage de la végétation seront évacués pour faciliter la germination et pour éviter un enrichissement excessif des sols par minéralisation de la matière, mais au contraire contribuer à l'appauvrissement du sol, favorable aux landes basses. Une valorisation des broyats sera réalisée soit vers un centre de compostage, soit par les exploitants agricoles (fond d'absorption des liquides de la fumière, litière pour les animaux dans les stabulations, paillot en extérieur autour des zones d'affouragement).

Cette restauration par broyage avec exportation de la matière ainsi que la coupe des arbres à forte section sera effectuée à une période respectant les cycles biologiques des espèces. La période la plus adéquate pour réaliser ces travaux de réouverture semble être entre la mi-septembre et la mi-novembre.

NB : en cas d'intervention sur les landes, notamment les plus âgées (fortement boisées), les maitres d'ouvrages seront soumis à la réglementation générale sur les défrichements.

Modalités techniques pour un entretien par fauche avec exportation de la matière

Les secteurs ne nécessitant pas de réouverture initiale (restauration) du milieu seront entretenus par une fauche ou un broyage centrifuge régulier. Il sera réalisée sur des secteurs tournants de faible superficie avec une rotation de 5 ans (landes basses) ou tous les 10 ans (landes hautes) entre deux fauches sur un même secteur. Cette gestion en mosaïque devra assurer le maintien de l'ensemble de la surface contractualisée dans un état de conservation favorable (aucun secteur ne devra être délaissé).

Les résidus de fauche seront exportés hors du site et seront valorisés dans les mêmes conditions que pour une restauration par broyage-exportation. A terme, en cas de maintien de landes hautes, elles pourront être valorisée par un brandier.

La fauche ainsi que l'exportation des broyats seront effectuées à une période respectant les cycles biologiques des espèces. La période la plus appropriée semble être entre la mi-septembre et la mi-novembre.

Mise en œuvre

Pour la restauration du milieu par un broyage avec exportation de la matière

En milieu non agricole-non forestier, la mesure **A32301P « Chantier lourd de restauration de milieux ouverts ou humides par débroussaillage »** pourra être souscrite pour l'ouverture de surfaces abandonnées par l'agriculture et moyennement ou fortement embroussaillées.

Pour l'entretien par une fauche avec exportation de la matière

En milieu non agricole-non forestier, la mesure **A32304R « Gestion par une fauche d'entretien des milieux ouverts »** sera le contrat adapté pour la mise en œuvre d'une fauche d'entretien

| Budget | |
|--|--|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides |
| A32301P « Chantier lourd de restauration de milieux ouverts ou humides par débroussaillage » | Montant des aides ajustables sur devis NB : Un broyage avec exportation de lande sèche haute (1m à 1,80 m) par une entreprise spécialisée coûte environ 2 500 €/ha |
| A32304R « Gestion par une fauche d'entretien des milieux ouverts » | Montant des aides ajustables sur devis NB : Une fauche avec exportation des résidus par une entreprise spécialisée coûte environ 1 500 €/ha |

Modalité de contrôle :

- Facture acquittée
- Surface restaurée
- Reportage photographique avant et après travaux

Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure :

- Évolution de l'état de conservation de cet habitat
- Présence d'espèces caractéristiques de l'habitat

Acteurs concernés :

Structure animatrice, propriétaires, DREAL

Sources de financement :

- Contrat Natura 2000 : fonds européens (FEADER) et fonds du Ministère chargé de l'écologie

| | | | |
|---|---|-----------------------------|--|
| Action 2-6 | Entretien des prairies par pâturage et/ou fauche | | |
| Type de contrat : Mesure Agro-Environnementale Territorialisée, Charte Natura 2000 | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 2 : Conserver ou améliorer la qualité des écosystèmes et le patrimoine naturel européen associé | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : 1041 : Cordulie à corps fin 1044 : Agrion de mercure <i>+ Espèces potentiellement présentes sur le site :</i> <i>1060 : Cuivré des marais</i> | | | |
| Localisation : Les parcelles en prairie permanente située dans le périmètre du site N2000. | Superficie ou linéaire : Les parcelles en prairies permanentes sur le site représentent environ 200 ha. | Priorité 3 | |
| Description : Les prairies de la Vallée du Corchon sont entretenues soit par pâturage extensif ovin et/ou bovin tout au long de l'année soit par une fauche printanière suivie d'une mise en pâture, parfois suivie d'un broyage des refus en fin de saison. Jusqu'à présent, les activités de fauche et de pâturage ont permis de maintenir une bonne qualité de l'eau sur la Vallée du Corchon, c'est pourquoi ces activités doivent perdurer. Cependant, un changement de pratique au niveau des dates de fauche ou de mise en pâture permettrait une amélioration notable de la qualité écologique de ces prairies. La fauche et le pâturage tardif permettent à une majorité d'espèces floristiques d'accomplir leur cycle reproductif contrairement à une fauche précoce et/ou fréquente qui ne favorise que les espèces capables de se reproduire de manière végétative (principalement des Poacées). Ainsi, le retard d'exploitation autorise des modifications importantes dans la structure et la composition floristique des prairies. Il permet notamment le développement de plante hôtes favorables à certains insectes comme le Cuivré des marais. Parallèlement, le retard de fauche permet à de nombreuses espèces, dont le Cuivré des marais, d'effectuer leur cycle reproductif et de se maintenir localement. L'action consiste donc à mettre les animaux à pâturer plus tard que d'ordinaire et de retarder la coupe du foin dans certaines parcelles. | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Les parcelles de l'exploitation ne sont pas toutes pâturées et/ou fauchées au même moment. Cette mesure de gestion s'insère dans le cadre de la rotation des parcelles au sein de l'exploitation.

Sur le secteur du Montmorillonnais, la fauche est traditionnellement réalisée autour du 15 mai. Le retard maximum de fauche fixé dans les MAE est de 45 jours, soit le 30 juin pour le site du Corchon.

Pendant la durée de la contractualisation, un seul renouvellement de la végétation est possible, soit en sur-semis s'il s'agit d'une prairie naturelle, soit par labour dans le cas des prairies temporaires.

Remarque : A l'issue de l'inventaire complémentaire concernant le Cuivré des marais (cf. Action 3-2), l'action décrite ici sera revue pour assurer une meilleure prise en compte de l'espèce. Une MAET particulière pourra être créée pour une gestion optimale des habitats avérés de l'espèce.

Modalités techniques pour un entretien par fauche tardive

- Réaliser la fauche à partir de 30 juin afin de respecter le cycle biologique des espèces, notamment le Cuivré des marais ;
- Faucher à une hauteur de coupe de 8 cm pour préserver la base des plantes et leur permettre de repousser ;
- Effectuer la fauche de manière centrifuge ou par bandes pour permettre à la faune de fuir ;
- Exporter les produits issus de la fauche.

Modalités techniques pour un entretien par pâturage ovin et/ou bovin

Le pâturage semble un mode d'intervention adapté puisqu'il s'inscrit dans la durée et complète des actions ponctuelles de gestion des prairies. Il s'agit de faire perdurer cette pratique, de manière plus extensive.

- Pâturage des prairies entre le 1^{er} mai et le 31 juillet ;
- Chargement maximal à l'hectare de 1 UGB/ha/an ;
- Les zones de refus sous-pâturées pourront être fauchées tardivement.

Mise en œuvre

Les aides financières attribuées dans le cadre de ces MAET sont fonction du retard de fauche ou de pâturage.

Pour les prairies entretenues principalement par fauche

La MAET repose sur la combinaison de trois engagements unitaires : **SOCLEH01 « socle relatif à la gestion de surfaces en herbe »**, ainsi que l'engagement **HERBE_01 « Enregistrement des interventions mécaniques et des pratiques de pâturage »** et enfin la mesure **HERBE_06 « Retard de fauche sur prairies et habitats remarquables »**.

Pour les prairies entretenues principalement par pâturage

La MAET repose sur la combinaison de trois engagements unitaires : **SOCLEH01 « socle relatif à la gestion de surfaces en herbe »**, ainsi que l'engagement **HERBE_01 « Enregistrement des interventions mécaniques et des pratiques de pâturage »** et enfin la mesure **HERBE_05 « Retard de pâturage sur prairies et habitats remarquables »**.

| Budget | |
|---|--|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides |
| SOCLEH01 « Socle relatif à la gestion des surfaces en herbe » | Montant annuel maximal par hectare : 76 €/ha/an (source : annexe 2 de la circulaire sur les MAE, actualisée au 15 janvier 2008) |
| HERBE_01 « Enregistrement des interventions mécaniques et des pratiques de pâturage » | Montant annuel maximal par hectare : 17 €/ha/an (source : annexe 2 de la circulaire sur les MAE, actualisée au 15 janvier 2008) |
| HERBE_05 « Retard de pâturage sur prairies et habitats remarquables »* | Montant annuel maximal par hectare : 18 €/ha/an (source : annexe 2 de la circulaire sur les MAE, actualisée au 15 janvier 2008) |
| HERBE_06 « Retard de fauche sur prairies et habitats remarquables »* | Montant annuel maximal par hectare : 36 €/ha/an (source : annexe 2 de la circulaire sur les MAE, actualisée au 15 janvier 2008) |

* Montant calculé en fonction du nombre de jours de décalage à partir de la date de fauche ou de mise en pâturage traditionnellement constatée

| |
|---|
| Modalité de contrôle : <ul style="list-style-type: none">▪ Cahier d'enregistrement des pratiques▪ Expertise de terrain |
| Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure : <ul style="list-style-type: none">▪ Respect des périodes d'interdiction de fauche et de pâturage |
| Acteurs concernés : DREAL, structure animatrice, DDT, chambre d'agriculture, exploitants agricoles |
| Sources de financement : <ul style="list-style-type: none">▪ Fonds européens (FEADER) et fonds du Ministère chargé de l'agriculture |

OBJECTIF 3 : AMELIORER LA CONNAISSANCE ET LE SUIVI ECOLOGIQUE DU SITE

| | |
|------|---|
| 3-1 | Complément d'étude sur l'impact des étangs et propositions d'actions |
| 3-2 | Complément d'inventaire « Cuivré des Marais » |
| 3-3 | Complément d'inventaire des amphibiens d'intérêt communautaire |
| 3-4 | Complément d'inventaire de la faune piscicole d'intérêt communautaire |
| 3-5 | Complément d'inventaire des chauves-souris d'intérêt communautaire |
| 3-6 | Suivi de la qualité de l'eau et du milieu aquatique |
| 3-7 | Suivi des habitats naturels d'intérêt communautaire et de la flore associée |
| 3-8 | Suivi de la Cistude d'Europe |
| 3-9 | Suivi de la reconquête du site par la Loutre d'Europe |
| 3-10 | Suivi des invertébrés |
| 3-11 | Suivi des espèces à caractère envahissant |



| | | | |
|---|--|-----------------------------|--|
| Action 3-1 | Complément d'étude sur l'impact des étangs et propositions d'actions | | |
| Type de contrat : action non contractuelle | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 1 : Conserver et/ou améliorer la qualité et la quantité de l'eau OBJECTIF 3 : Améliorer la connaissance et le suivi écologique du site | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : 1096 : Lamproie de Planer 1163 : Chabot | | | |
| Localisation : Ensemble du bassin versant du Corchon | Superficie ou linéaire : Environ 20 étangs | Priorité 1 | |
| Description : Les étangs sont susceptibles d'avoir un effet sur la ressource en eau. A ce titre, ils font l'objet d'une réglementation particulière visant à limiter leurs impacts. Néanmoins, dans le cadre de Natura 2000, il apparait nécessaire d'évaluer finement l'impact des étangs sur les espèces et habitats d'intérêt communautaire, et plus particulièrement sur la faune aquatique (Chabot, Lamproie de Planer). L'action vise à mener une étude descriptive des étangs et de leurs impacts, puis à décliner une série de mesures positives visant à garantir la pérennité des habitats et espèces ayant justifiés la désignation du site. | | | |

Cahier des charges de l'action :

L'action comporte 3 phases :

Phase 1 : Etude descriptive des étangs (recensement)

Tous les étangs existants devront faire l'objet d'un recensement in-situ précisant leur localisation, leurs caractéristiques physiques et fonctionnelles (ancienneté, système de vidange, statut réglementaire, mode de gestion...). Lors de cette phase, toutes les caractéristiques nécessaires à l'évaluation des effets sur le milieu aquatique devront être inventoriées. Dans ce cadre, il sera nécessaire de mettre en place un certain nombre de points de mesures (physico-chimie, thermie, sédimentologie, débit...)

Phase 2 : Etude de l'impact des étangs sur les espèces et habitats d'intérêt communautaire

L'impact de chaque pièce d'eau devra être qualifié et quantifié, notamment vis-à-vis de la Lamproie de Planer et du Chabot.

A cette étape, les problématiques seront caractérisées et hiérarchisées de façon à dégager les enjeux et les objectifs liés aux étangs sur le bassin versant.

Phase 3 : propositions d'actions de gestion positives

Toutes les actions opportunes (c'est-à-dire efficaces au regard des objectifs de conservation et/ou d'amélioration de l'état de conservation des espèces ou habitats pour lesquels le site a été désigné) devront être proposées quelques soient leurs modalités de mise en œuvre et leurs coûts. Ces actions seront argumentées (objectif, principe, méthode, faisabilité), décrites techniquement, chiffrées et planifiées dans le temps en fonction de leurs priorités respectives. Un suivi pour chaque action sera proposé. Toutes ces actions devront être compatibles avec les autres objectifs du DOCOB. Elles pourront constituer des compléments ou ajustements d'actions déjà existantes ou constituer de nouvelles actions.

Mise en œuvre

L'étude sera menée en concertation avec les propriétaires d'étangs. Ces derniers seront tenus informés de l'étude en cours, (le passage de technicien sur leur propriété fera l'objet d'un courrier préalable d'information). Les propriétaires/gestionnaires seront particulièrement associés à la phase 3 de l'étude.

Les actions proposées pourront être mise en œuvre dans le cadre de procédures autres que Natura 2000, notamment en lien avec la mise en œuvre de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE).

Les éléments de budget et de temps d'animation indiqués ci-après ne sont qu'indicatifs.

| Budget | | | | | | |
|--|-------------------------------------|---------------------------|----|----|----|----|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides | Calendrier (6 ans) | | | | |
| | | a1 | a2 | a3 | a4 | a5 |
| - Phase 1 : Etude descriptive des étangs | 4 jours à 500 € soit 2 000 € | X | | | | |
| - Phase 2 : Etude de l'impact des étangs sur les espèces et habitats d'intérêt communautaire | 2 jours à 500 € soit 1 000 € | X | | | | |
| - Phase 3 : propositions d'actions de gestion positives | 4 jours à 500 € soit 2 000 € | X | | | | |
| - Frais liés aux suivis (thermiques, colmatage...) | 2 000 € | | | | X | |

| |
|--|
| Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure : |
| <ul style="list-style-type: none"> Faisabilité et mise en œuvre des actions proposées |
| Acteurs concernés : |
| ONEMA, Agence de l'eau Loire-Bretagne, DREAL, structure animatrice... |
| Sources de financement : |
| <ul style="list-style-type: none"> Agence de l'eau Loire-Bretagne Fonds du Ministère chargé de l'écologie Collectivités territoriales |

| | | | |
|---|---|-----------------------|--|
| Action 3-2 | Complément d'inventaire « Cuivré des Marais » | | |
| Type de contrat : action non contractuelle | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 3 : Améliorer la connaissance et le suivi écologique du site | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : 1060 : Cuivré des Marais | | | |
| Localisation : Habitats favorables à l'espèce et notamment les parcelles mentionnées sur la carte 8 du Tome 1. (habitat de l'espèce) | Superficie ou linéaire : Environ 20ha. | Priorité 1 | |
| Description : Le Cuivré des marais est présent en Vienne. Son habitat est peu typique sur le bassin versant du Corchon mais néanmoins présent. L'espèce est donc considérée <u>comme potentielle</u> sur le site d'étude. La présence ou l'absence de ce taxon doit donc être confirmée, l'état de conservation des populations et de leurs habitats doit être décrit. L'objectif est de compléter la connaissance concernant cette espèce <u>dès la première année de mise en œuvre du DOCOB.</u> <u>Ainsi, les actions du DOCOB pourront être réajustées si besoin à la lumière de ces inventaires.</u> | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Localisation des inventaires :

Les inventaires se feront sur l'ensemble des milieux ouverts favorables à l'espèce et en priorité au niveau des parcelles qualifiées d'habitats de l'espèce (Cf. carte 8 du Tome1). ***L'habitat potentiel du Cuivré des marais est constitué des divers milieux riches en différentes espèces d'oseilles (genre Rumex) : prairies humides et formations à grandes herbes du bord des eaux. Sur le site, ce type d'écosystèmes est présent de manière ponctuelle.***

Protocole proposé pour les inventaires :

- Réaliser des campagnes par la méthode du transect, qui consiste à définir un trajet précis dans les parcelles et à dénombrer de part et d'autre les adultes observés ;
- Rechercher les imagos et les pontes au niveau des plantes hôtes
- Prospector entre le 15 mai et le 15 juin (la génération est peu abondante) ou le 15 août puisque l'émergence de la deuxième génération est plus importante (donnée à adapter localement) ;
- Effectuer 2 à 4 passages annuels uniquement par temps chaud et sec

(Le prestataire respectera la réglementation concernant la capture des espèces protégées)

Le rapport d'étude devra contenir au minimum :

- Une description fine de la méthodologie utilisée, et les limites de celle-ci ;
- Une synthèse descriptive de la population présente et de son habitat ;
- Une synthèse de l'état de conservation de la population (étude des facteurs conditionnant l'état de conservation de la population in-situ) ;
- Une série d'actions à envisager pour maintenir ou améliorer l'état de conservation de la population. Ces actions devront être compatibles avec les autres actions du DOCOB.
- Une méthode de suivi de la population du site

Mise en œuvre

Ce suivi pourra être réalisé par la structure animatrice, en fonction de ses compétences, ou délégué à un prestataire externe spécialisé.

| Budget (Les éléments de budget et de temps indiqués ci-après ne sont qu'indicatifs) | | | | | | | |
|---|--|---------------------------|----|----|----|----|----|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides | Calendrier (6 ans) | | | | | |
| | | a1 | a2 | a3 | a4 | a5 | a6 |
| Prospections complémentaires des espèces d'amphibiens : <ul style="list-style-type: none">4 passages (soit 4 jours)Traitement de l'information et rédaction d'un rapport (1 jours) | 5 jours à 500 €/j soit 2 500 € pour un complément d'inventaire | X | | | | | |
| Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure : <ul style="list-style-type: none">Rapport d'expertise et cartographie de la présence de l'espèceCaractérisation des populations trouvées : espèce, état de conservation des populations et de leur habitat, menaces, préconisations de gestion... | | | | | | | |
| Acteurs concernés : DREAL, structure animatrice, association naturaliste, expert en entomologie | | | | | | | |
| Sources de financement : <ul style="list-style-type: none">Fonds du Ministère chargé de l'écologieCollectivités territoriales | | | | | | | |

| | | | |
|--|---|---|-----------------------|
| Action 3-3 | Complément d'inventaire « amphibiens d'intérêt communautaire » | | |
| Type de contrat : action non contractuelle | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 3 : Améliorer la connaissance et le suivi écologique du site | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : 1166 : Triton crêté 1193 : Sonneur à ventre jaune | | | |
| Localisation : Les zones humides et les mares présentes sur le bassin versant. | | Superficie ou linéaire : Une vingtaine de mares sont potentiellement favorables au Triton crêté. Les secteurs favorables au Sonneur à ventre jaune restent à définir. | Priorité 1 |
| Description : Le Triton crêté et le Sonneur à ventre jaune sont des espèces potentiellement présentes sur le site. L'objectif est de compléter la connaissance concernant ces deux espèces <u>dès la première année de mise en œuvre du DOCOB. Ainsi, les actions du DOCOB pourront être réajustées si besoin à la lumière de ces inventaires.</u> L'action consiste à réaliser un inventaire du Triton crêté et le Sonneur à ventre jaune puis à proposer des actions de gestion adaptées à la conservation des populations. Toutes les autres espèces d'amphibiens rencontrées devront également être répertoriées. | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Protocole pour un complément d'inventaire

Le protocole proposé comprend 3 sorties à des périodes échelonnées entre la fin de l'hiver et le début de l'été, comme préconisé par le Muséum National d'Histoire Naturelle dans le cadre de son programme « MARE » (Milieux où les Amphibiens se Reproduisent Effectivement) :

Lors de ces sorties :

- Les différents genres (crapauds, grenouilles, tritons, salamandres) seront prospectés et les différents stades de développement seront recherchés ;
- Ces prospections s'effectueront essentiellement sur les sites de reproduction à la nuit tombée
- L'écoute des chants et la recherche des individus à vue, à leurs différents stades de développement (pontes, larves, adultes), seront conjuguées afin d'inventorier le plus grand nombre d'espèces possible ;
- Des captures au troubleau pourront être envisagées, celles-ci nécessiteront une autorisation préalable ;
- Dans le cadre de ces prospections, il est probable de contacter d'autres espèces d'amphibiens, non concernées par la directive « Habitats », mais néanmoins patrimoniales. Une synthèse, mentionnant l'ensemble de ces espèces sera effectuée.

Sites à prospectés principalement :

- Les sites potentiels à la reproduction du Triton crêté (Cf. Carte 9 du Tome 1) seront à visiter intégralement
- Pour le sonneur à ventre jaune, il s'agira principalement de prospecter les ornières en milieu forestier. Certains secteurs intéressants pour ce taxon ont d'ores et déjà été repérés : secteur des « Trois chênes » à l'est du « Château de l'Abbaye » et secteur situé entre le hameau de « Jappe-Loup » et « la Redoute du camp de César »
- Tous les autres milieux potentiellement favorables aux amphibiens remarquables seront prospectés

Le rapport d'étude devra contenir au minimum

- Une description fine de la méthodologie utilisée et les limites de celle-ci
- Une synthèse descriptive des populations présentes et de leur habitat
- Une synthèse de l'état de conservation des populations et des facteurs conditionnant ce dernier
- Une série d'actions pour maintenir ou améliorer l'état de conservation des populations. Ces actions devront être compatibles avec les autres actions du DOCOB.
- Une méthode de suivi des populations

Remarque : les « fiches espèces » réalisées dans l'état initial du document d'objectifs devront être consultés afin de cibler les secteurs considérés comme potentiels pour les deux espèces ciblées.

Mise en œuvre

Ce suivi pourra être réalisé par la structure animatrice ou délégué à un prestataire externe spécialisé.

| Budget - Les éléments de budget et de temps d'animation indiqués ci-après ne sont qu'indicatifs. | | | | | | | |
|---|--|--------------------|----|----|----|----|----|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides | Calendrier (6 ans) | | | | | |
| | | a1 | a2 | a3 | a4 | a5 | a6 |
| Prospections complémentaires des espèces d'amphibiens : - 4 passages (soit 4 jours) - Traitement de l'information et rédaction d'un rapport (1 jours) | 5 jours à 500 €/j soit 2 500 € pour un complément d'inventaire | X | | | | | |

| |
|---|
| Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure : <ul style="list-style-type: none">▪ Rapport d'expertise et cartographie de la présence des espèces▪ Caractérisation des populations trouvées : espèce, état de conservation des populations et de leur habitat, menaces, préconisations de gestion... |
| Acteurs concernés : DREAL, structure animatrice, association naturaliste, expert en amphibiens |
| Sources de financement : <ul style="list-style-type: none">▪ Fonds du Ministère chargé de l'écologie▪ Collectivités territoriales |

| | | |
|---|--|-----------------------|
| Action 3-4 | Complément d’inventaire de la faune piscicole d’intérêt communautaire | |
| Type de contrat : action non contractuelle | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 3 : Améliorer la connaissance et le suivi écologique du site | |
| Habitats, espèces ou habitats d’espèces visés : 1096 : Lamproie de Planer 1163 : Chabot | | |
| Localisation : Trois points de suivi seront effectués : <ul style="list-style-type: none">A l’amont de la station de pompage des Gâts (sur le cours du Corchon)à l’aval du ruisseau de Chantegeaià proximité du pont situé à la confluence du ruisseau de Chantegeai avec le Corchon. | | Priorité 2 |
| Description : L’objectif visé par cette action est de mieux connaître les populations de Lamproie de Planer et de Chabot sur le Corchon et ses affluents. L’action consiste à mettre en place un complément d’inventaire, standardisé et répliquable, sur ces deux espèces bio-indicatrices qui permettrait de mesurer l’état de conservation des populations et, de façon indirecte, l’évolution de la qualité de l’eau du Corchon et de ses affluents. | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Protocole pour inventorier le Chabot et la Lamproie de Planer

Le Corchon étant peu large et peu profond, une pêche à l'électricité par la méthode dite de « De Lury » est réalisable pour suivre la population de Chabot et de Lamproie de Planer. Cette méthode consiste à réaliser deux pêches successives avec un effort constant entre les deux passages sur un même secteur et sans remise à l'eau des poissons pêchés lors de la première pêche.

La technique de la pêche à l'électricité consiste à appliquer un courant dans l'eau à l'aide de deux électrodes (une anode et une cathode) formant ainsi un champ électrique. La cathode est fixe dans le ruisseau et l'opérateur prospecte avec une anode mobile. Les individus se trouvant à l'intérieur de ce champ électrique sont soumis à un déplacement forcé vers l'anode, puis capturés à l'aide d'une épuisette pour y effectuer des mesures biométriques (taille et poids). Une seconde pêche est alors réalisée avec un effort constant. Enfin, les poissons sont relâchés dans les faciès où ils ont été pêchés.

Il faudra respecter les prescriptions de sécurité relatives à ce genre d'intervention (nombre d'agents, matériel de secours, port des gants en latex, matérialisation de la zone de pêche et de la zone de la cathode...).

Modalités techniques pour un complément d'inventaire et un suivi

Un inventaire complémentaire, servant d'état initial, sera effectué au début de l'entrée en vigueur du programme d'actions sur les zones pêchées à l'électricité lors de la campagne de 2004/2005. Ces secteurs ont permis d'établir l'état initial piscicole du site pour la rédaction du document d'objectifs.

Les zones inventoriées lors de la campagne de 2004/2005 se situent :

- pour le Corchon amont : à l'amont de la station de pompage des Gâts ;
- pour le Corchon aval : entre la confluence du ruisseau de Chantegeai avec le Corchon et le pont en aval sur le Corchon ;
- pour le Corchon aval : à l'aval du ruisseau de Chantegeai.

Un **suivi** pourra être réalisé tous les 3 ou 5 ans suite à la mise en œuvre du programme d'actions. Il aura une double finalité, d'une part permettre d'évaluer la pertinence des actions mises en place et d'autre part, obtenir un état des lieux avant l'échéance de la révision du document d'objectifs.

Mise en œuvre

En raison de la spécificité du matériel nécessaire pour réaliser ce complément d'inventaire, un partenariat avec l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) et la Fédération Départementale des Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique (FDAAPPMA) sera mis en place.

| Budget - Les éléments de budget et de temps d’animation indiqués ci-après ne sont qu’indicatifs. | | | | | | | |
|---|---|--------------------|----|----|----|----|----|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides | Calendrier (6 ans) | | | | | |
| | | a1 | a2 | a3 | a4 | a5 | a6 |
| Suivi de la Lamproie de Planer et du Chabot - Prospection de terrain : pêche à l’électricité (1,5 jours à 4 personnes) - Traitement de l’information et rédaction du rapport (2 journées) | 8 jours à 500 € soit 4 000 € pour chaque campagne | X | | | | X | |

| |
|---|
| Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure : <ul style="list-style-type: none"> Rapport d'expertise et cartographie de la présence des espèces Evolution des populations de Chabot et de Lamproie de Planer |
| Acteurs concernés : DREAL, structure animatrice, ONEMA, FDAAPPMA, Agence de l'eau Loire-Bretagne |
| Sources de financement : <ul style="list-style-type: none"> Fonds du Ministère chargé de l'écologie Agence de l'eau Loire-Bretagne Collectivités territoriales |

| | | | |
|---|---|-----------------------|--|
| Action 3-5 | Complément d'inventaire des chauves-souris d'intérêt communautaire | | |
| Type de contrat : action non contractuelle | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 3 : Améliorer la connaissance et le suivi écologique du site | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : 1305 : Rhinolophe euryale 1321 : Murin à oreilles <u>Espèces potentiellement présentes sur le site :</u> 1307 : Petit Murin échantonnées 1303 : Petit Rhinolophe 1308 : Barbastelle 1323 : Murin de Bechstein 1304 : Grand Rhinolophe 1310 : Minioptère de Schreibers 1324 : Grand Murin | | | |
| Localisation : L'ensemble du site est potentiellement favorable aux chiroptères | Superficie ou linéaire : 2 190 ha | Priorité 3 | |
| Description : <p>Au regard de la nature des milieux et de la bibliographie, les espèces citées ci-dessus sont susceptibles de fréquenter le site en colonie de reproduction, en hivernage ou comme territoire de chasse. Cependant, il est à noter que les chauves-souris ne sont pas l'enjeu prioritaire du site.</p> <p>L'objectif est de compléter les connaissances concernant ce groupe faunistique et d'émettre des préconisations de gestion qui soient favorables à ces espèces.</p> <p>L'action consiste à réaliser un inventaire par des relevés ponctuels pour permettre de révéler la présence ou non de certaines espèces sur le site.</p> | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Protocole pour un complément d'inventaire

L'action consiste en :

- Un inventaire des sites favorables (gîtes arboricoles, bâtiments, cavités, ouvrages d'art...) à l'hivernation et à la reproduction des chauves-souris sur le périmètre du site. Les prospections diurnes se feront en deux passages, un en hiver (mois de janvier-février) et un en été.
- La mise en place de dispositifs permanents d'enregistrement ou à défaut, des sorties crépusculaires avec détecteur à ultra-sons.
- Les informations ainsi obtenues (espèces, nombre d'individus, âge...) seront cartographiées, et listées dans une base de données.

Mise en œuvre

Ce suivi pourra être réalisé par la structure animatrice, en fonction de ses compétences, ou délégué à un prestataire externe spécialisé.

| Budget - Les éléments de budget et de temps d'animation indiqués ci-après ne sont qu'indicatifs. | | | | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------|----|----|----|----|----|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides | Calendrier (6 ans) | | | | | |
| | | a1 | a2 | a3 | a4 | a5 | a6 |
| Étude complémentaire des espèces de chauves-souris - Prospections de terrain pour les sites d'hivernation et de reproduction (2 passages de 2 jours soit 4 jours) - Traitement de l'information et rédaction du rapport (2 jours) | 6 jours à 500 €/j soit 3000 € | | | X | | | |

Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure :

- Rapport d'expertise et cartographie de la présence de chauves-souris

Acteurs concernés :

DREAL, structure animatrice, expert compétent en chiroptérologie

Sources de financement :

- Fonds du Ministère chargé de l'écologie
- Collectivités territoriales

| | | |
|---|---|-----------------------|
| Action 3-6 | Suivi de la qualité de l’eau et du milieu aquatique | |
| Type de contrat : action non contractuelle | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 3 : Améliorer la connaissance et le suivi écologique du site | |
| Habitats, espèces ou habitats d’espèces visés : 1096 : Lamproie de Planer 1163 : Chabot | | |
| Localisation : Cinq points de prélèvement seront effectués pour l’analyse physico-chimique : <ul style="list-style-type: none">- au niveau du lieu-dit « Lépaud »,- en amont de l’étang de Montgerbault- à la sortie de l’étang de Montgerbault,- au niveau de la D727 à l’ouest du bois de la Jacquetière- au niveau de la D156 à l’ouest du bois de la Borde. Deux stations seront échantillonnées pour la réalisation de l’étude hydrobiologique, au niveau du lieu-dit « Lépaud » ainsi qu’au niveau de la D156 à l’ouest du bois de la Borde. (Cf. Carte de localisation ci-après) | | Priorité 1 |
| Description : <i>Remarque préalable : Dans le cadre de la mise en œuvre de l’action 3-1 « Complément d’étude sur l’impact des étangs et propositions d’actions », des suivis complémentaires (suivi thermique, suivi de la sédimentation, du colmatage...) pourront s’avérer nécessaires en phase étude ou à l’issue des propositions d’actions (mesure de suivi des actions). Ces suivis et ceux décrits ci-après devront être définis et menés conjointement.</i> Les suivis de la qualité de l’eau du Corchon ont été réalisés très irrégulièrement, hormis à la station de pompage d’eau des « Gâts » au niveau de laquelle c’est la qualité de l’eau de la source qui est suivie et non la qualité de l’eau du ruisseau. Les analyses physico-chimiques effectuées sur le ruisseau datent de 2001 ; 2005 ; 2006 et 2007 et la dernière étude hydrobiologique de 2005. La localisation ainsi que les périodes de prélèvements ne permettent pas la poursuite d’un suivi efficace. Cette action consiste en la réalisation d’un suivi de la qualité de l’eau (physico-chimie, hydrobiologie et qui soit coordonné avec le suivi réalisé à la station de pompage et les suivis quantitatifs du cours d’eau qui pourraient être menés dans le cadre du SAGE. L’objectif est de mettre en place un réseau de suivi précis et durable de la qualité de l’eau sur le Corchon afin d’évaluer l’efficacité des mesures engagées pour la conservation et/ou l’amélioration de la qualité de l’eau. Ce suivi permettra de connaître la provenance et l’évolution, spatiale et temporelle, des concentrations des divers paramètres physico-chimiques. Le suivi hydrobiologique permettra en particulier de mettre en évidence l’évolution des phénomènes de colmatage des sédiments sur le Corchon. | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

1. Modalités techniques pour le suivi physico-chimique

Les prélèvements seront réalisés soit par la structure animatrice, soit directement par le laboratoire chargé de l'analyse. Le protocole pour réaliser les analyses physico-chimiques relatives à la qualité du cours d'eau devront être compatibles avec les normes AFNOR. Le laboratoire qui sera chargé des analyses devra posséder une accréditation du COFRAC.

Paramètres à analyser

- | | | |
|---|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Conductivité à 25°C ▪ Température de l'eau ▪ pH ▪ Oxygène dissous ▪ Azote NTK (N) ▪ DBO5 | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Demande chimique en oxygène ▪ Sodium (Na+) ▪ Potassium ▪ Sulfates (SO42-)-Nitrate (NO3-) ▪ Nitrite (NO2-) ▪ Ammonium (NH4+) | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Phosphore total (P052-) ▪ MES ▪ Orthophosphates (PO43-) ▪ Chlorures (Cl-) ▪ Oxydabilité au KMnO4 ▪ Calcium (Ca2+) |
|---|--|--|

Points de prélèvement

Les prélèvements pour le suivi physico-chimique seront réalisés au niveau de 5 stations :

- en amont du Corchon, au niveau du lieu-dit « Lépaud » ;
- en amont du Corchon, au niveau de la sortie de l'étang de Montgerbault ;
- en amont de l'étang de Montgerbault
- en aval du Corchon, au niveau de la D 727 à l'ouest du bois de la Jacquetière ;
- en aval du Corchon, au niveau de la D156 à l'ouest du bois de la Borde.

Périodes de prélèvement

Les analyses physico-chimiques seront pratiquées tous les ans pendant 3 ans, à raison de 2 campagnes annuelles d'échantillonnage. Les prélèvements se réaliseront aux mêmes horaires (de préférence tôt le matin) et aux mêmes périodes de l'année afin de s'affranchir des variations saisonnières des différents paramètres.

Les périodes de prélèvement qui semblent les plus adaptées sont :

- en période d'étiage (de l'été jusqu'au début de l'automne) puisque le débit du cours d'eau est faible ;
- durant la période où les apports en amendements sont les plus forts, c'est-à-dire au printemps.

Après les trois premières années, la fréquence des prélèvements sera revue à la baisse et adaptée aux résultats obtenus

2. Modalités techniques pour le suivi hydrobiologique (IBGN)

L'utilisation de variables biologiques est complémentaire aux variables physico-chimiques pour l'étude de la qualité de l'eau.

Protocole d'application

Le protocole utilisé pour le suivi hydrobiologique du Corchon devra être compatible avec la norme AFNOR-NF T 90 350 de décembre 1992. Cette norme définit le choix de la station et du matériel de prélèvement, la pratique d'échantillonnage, le conditionnement des échantillons et les techniques de tri. Les grandes orientations de la norme sont listées ci-dessous.

Les 8 prélèvements de la macrofaune benthique se réalisent sur 1/20 m² à l'aide d'un échantillonneur de type « Surber » (faciès lotique). Ces prélèvements s'effectuent séparément dans 8 habitats distincts parmi les combinaisons des différents couples substrat/vitesse par ordre d'habitabilité. L'échantillonnage est réalisé de l'aval vers l'amont. Le « Surber » est placé sur le fond du lit et l'ouverture du filet est positionnée face au courant.

Au laboratoire, la faune est totalement extraite du substrat contenu dans l'échantillon. Les individus sont triés par stations et l'identification des formes larvaires et adultes est effectuée sous loupe binoculaire jusqu'au genre.

Points de prélèvements

Les prélèvements pour l'analyse hydrobiologique seront effectués sur 2 stations :

- en amont, au niveau du lieu-dit « Lépaud » ;
- en aval, au niveau de la D156 à l'ouest du bois de la Borde.

Période de réalisation

Dans le cas d'un suivi, il est préconisé d'effectuer deux campagnes de prélèvements, l'une en période critique et l'autre en période plus favorable. La période critique dépend de l'hydrologie et des variations saisonnières d'apports polluants. Pour les rivières à régime pluvial, la période critique s'observe le plus souvent en étiage estival et la période favorable, au printemps.

Il conviendra de prélever tous les deux ans à la même époque pour s'affranchir des variations saisonnières de l'IBGN. Les prélèvements devront avoir lieu suite à une période de débit stabilisé depuis au moins 10 jours et en dehors des périodes de hautes eaux.

Mise en œuvre : Pour la mise en place de ce suivi, la structure animatrice fera appel à un prestataire extérieur.

| Budget - Les éléments de budget et de temps d'animation indiqués ci-après ne sont qu'indicatifs. | | | | | | | |
|---|--|--------------------|----|----|----|----|----|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides | Calendrier (6 ans) | | | | | |
| | | a1 | a2 | a3 | a4 | a5 | a6 |
| Suivi physico-chimique (pour 2 campagnes annuelles sur 5 stations) | 800 € par campagne (<i>Source : Aquascop</i>), soit 1 600 €/an | X | X | X | | X | |
| Suivi hydrobiologique (pour 2 campagnes annuelles sur 2 stations) | 1000 € par campagne (<i>Source : Aquascop</i>) , soit 2 000 €/an | X | | X | | X | |

Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure :

- Conservation et/ou amélioration des concentrations des différents paramètres mesurés
- Qualité de la note IBGN

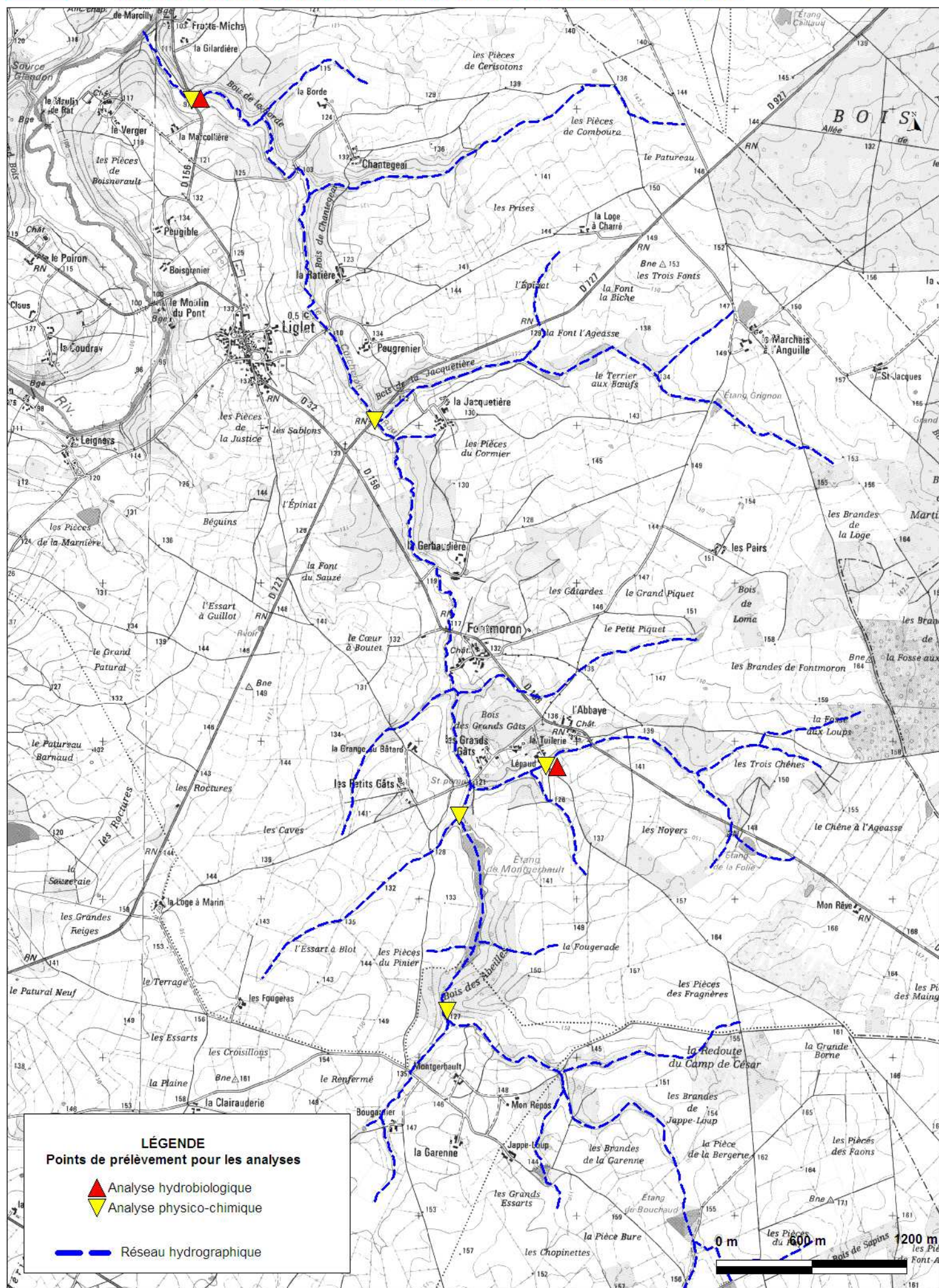
Acteurs concernés :

Structure animatrice, expert en hydrobiologie, laboratoire d'analyses, Agence de l'eau, DREAL

Sources de financement :

- Ministère chargé de l'écologie
- Agence de l'eau Loire-Bretagne
- Collectivités territoriales

POINTS DE PRÉLÈVEMENT POUR LES ANALYSES DE LA QUALITÉ DE L'EAU



| | | | |
|---|--|--|-----------------------|
| Action 3-7 | Suivi des habitats naturels d'intérêt communautaire et de la flore associée | | |
| Type de contrat : action non contractuelle | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 3: Améliorer la connaissance et le suivi écologique du site | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : Ensemble des habitats d'intérêt communautaire | | | |
| Localisation : Ensemble du site Natura 2000. | | Superficie ou linéaire : 2190 ha | Priorité 2 |
| Description : Les prospections botaniques ont été réalisées en juillet pour déterminer l'état initial du site (Cf. Tome 1 État initial, partie « Méthodologie - Expertise floristique »). En effet, cette période permet de caractériser la plupart des habitats naturels. Cependant, ces inventaires ne permettent pas d'avoir une représentation exhaustive de la richesse floristique des habitats du site. Les objectifs visés par cette action consistent à suivre l'évolution de la répartition des habitats d'intérêt communautaire et à réaliser des prospections botaniques pour obtenir une meilleure connaissance floristique du site. Cette action résidera en la réalisation d'un suivi cartographique de la superficie des habitats naturels et en un suivi phytosociologique pour caractériser l'état de conservation de ces habitats. Parallèlement à ces suivis, la flore sera recensée. | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Modalités techniques pour un suivi cartographique (quantitatif)

L'objectif est d'estimer l'évolution de la superficie des habitats d'intérêt communautaire entre l'état initial (2007) et la fin de validité du document d'objectifs. Ce suivi sera mené de la manière suivante :

- Cartographier et caractériser les habitats naturels d'intérêt communautaire à partir de campagne de terrain ;
- Renseigner la base de données de la cartographie à partir de la nomenclature européenne des habitats d'intérêt communautaire ;
- Actualiser la cartographie des habitats naturels tous les 5 ans (un seul suivi durant la période de validité du document d'objectifs).

Modalités techniques pour un suivi phytosociologique (qualitatif)

L'objectif de ce suivi est de caractériser l'évolution de l'état de conservation des habitats naturels d'intérêt communautaire présents sur le site. Ce suivi sera réalisé de la manière suivante :

- Qualifier l'état de conservation des habitats naturels en notant la hauteur et le recouvrement moyen de la végétation ainsi que les espèces présentes et leur coefficient d'abondance-dominance sur des placettes de suivi pré-définies ;
- Localiser précisément (marquage) les placettes de suivi ;
- Réaliser ce suivi phytosociologique pendant la période adaptée pour la flore : de mai à juillet afin d'obtenir un inventaire à caractère exhaustif des espèces végétales présentes.
- Effectuer un suivi phytosociologique tous les 5 ans.

Modalités techniques pour un suivi floristique

- Les espèces végétales seront inventoriées en parallèle de l'identification des habitats naturels.

Mise en oeuvre

Ce suivi pourra être réalisé par la structure animatrice, en fonction de ses compétences, ou délégué à un prestataire externe spécialisé.

Les éléments de budget et de temps d'animation indiqués ci-après ne sont qu'indicatifs.

| Budget | | | | | | | |
|---|-------------------------------------|---------------------------|----|----|----|----|----|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides | Calendrier (6 ans) | | | | | |
| | | a1 | a2 | a3 | a4 | a5 | a6 |
| Suivi cartographique | | | | | | X | |
| - Cartographie : 4 jours de terrain et 1 jour de SIG | 5 jours à 500 € soit 2 500 € | | | | | X | |
| Suivi phytosociologique | | | | | | | |
| - Prospections de terrain | 3 jours à 500 € soit 1 500 € | | | | | X | |
| - Rédaction d'un rapport de synthèse et recommandations pour la gestion des habitats naturels | 1 jour à 500 € soit 500 € | | | | | X | |

Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure :

- Rapport d'expertise et mise à jour de la cartographie des habitats d'intérêt communautaire
- Mise en relation de l'évolution des surfaces et de l'état de conservation des habitats avec l'application des mesures de gestion
- Caractérisation des espèces trouvées : nombre de stations, localisation des espèces remarquables

Acteurs concernés :

Structure animatrice, experts en botanique et en milieux naturels, DREAL

Sources de financement :

- Fonds du Ministère chargé de l'écologie
- Collectivités territoriales

| | | | |
|---|--|-----------------------|--|
| Action 3-8 | Suivi de la Cistude d'Europe | | |
| Type de contrat : action non contractuelle | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 3 : Améliorer la connaissance et le suivi écologique du site | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : 1220 : Cistude d'Europe | | | |
| Localisation : A proximité des berges du Corchon, des étangs et au niveau des zones humides du site. | Superficie ou linéaire : Les zones favorables à l'accueil de la Cistude représentent 19 ha | Priorité 3 | |
| Description : La présence de la Cistude d'Europe sur le site est avérée au niveau de la Queue nord de l'étang de Montgerbault et de La Borde. La vallée du Corchon est favorable à son alimentation car les ressources alimentaires y sont abondantes. D'autre part, le site est favorable à sa reproduction malgré le faible nombre de zones pour la ponte. L'objectif est de suivre l'évolution de la population de Cistude d'Europe sur le site. L'action va consister à rechercher l'espèce sur les sites de chauffe et sur les sites où elle a déjà été aperçue. | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Protocole de suivi

Le protocole consiste à :

- Rechercher l'espèce à vue où celle-ci a été observée (Queue nord de l'étang de Montgerbault et les étangs de « La Borde ») et étendre les prospections à l'ensemble des zones favorables du site ;
- Rechercher particulièrement les lieux de pontes en période favorable (mai-juin-juillet): zones sableuses autour de l'étang de Montgerbault, les prairies à proximité du Corchon et des étangs, talus, bord de chemins, sous-bois.
- Recueillir les informations auprès des locaux.

Remarque : les « fiches espèces » et cartes réalisées dans l'état initial du document d'objectifs devront être consulté afin de cibler les secteurs considérés comme potentiels.

Mise en œuvre

Ce suivi pourra être réalisé par la structure animatrice, en fonction de ses compétences, ou délégué à un prestataire externe spécialisé.

Les éléments de temps d'animation indiqués ci-après ne sont qu'indicatifs.

| Budget | | | | | | | |
|--|---|--------------------|----|----|----|----|----|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides | Calendrier (6 ans) | | | | | |
| | | a1 | a2 | a3 | a4 | a5 | a6 |
| Suivi de la Cistude d'Europe - Prospection de terrain (2 jours) - Traitement de l'information et rédaction du rapport (1 jour) | 3 jours à 500 € par jour soit 1 500 € pour ce suivi | | | | | X | |

Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure :

- Rapport d'expertise
- Cartographie de la localisation des lieux de ponte, d'insolation et d'alimentation

Acteurs concernés :

DREAL, structure animatrice

Sources de financement :

- Fonds du Ministère chargé de l'écologie

| | | | |
|---|---|-----------------------------|--|
| Action 3-9 | Suivi de la reconquête de la Loutre d'Europe | | |
| Type de contrat : action non contractuelle | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 3 : Améliorer la connaissance et le suivi écologique du site | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : <u>Espèce potentiellement présente sur le site :</u> 1335 : Loutre d'Europe | | | |
| Localisation : Linéaire du cours du Corchon jusqu'à sa source. | Superficie ou linéaire : Le réseau hydrographique concerné est de 10 km | Priorité 3 | |
| Description : La Loutre d'Europe est présente sur la Gartempe et au sein du site Natura 2000 « Vallée de l'Anglin et affluents ». Ces cours d'eau appartenant au même secteur hydrographique que la Benaize, une recolonisation de celle-ci et du Corchon par la Loutre est probable puisqu'il y a une expansion des populations en France (Cf. Tome 1 État initial, « annexe 1.6 Loutre d'Europe »). L'objectif est de suivre à long terme une éventuelle recolonisation du Corchon par ce mustélide. L'action consiste à réaliser des prospections sur le linéaire du Corchon afin de vérifier des traces de sa présence. | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Protocole de suivi

Le principe général consiste à effectuer une recherche tout au long de la rivière avec un pointage au moins tous les 2 km.

Chaque pointage s'appuie sur une recherche pas à pas sur une distance de 600 mètres d'un seul côté d'un point d'accès à la rivière (souvent un pont) ou bien 300 m en amont et 300 m en aval de ce point d'accès. Les sites sont placés sur des secteurs potentiellement favorables et représentatifs des milieux aquatiques. La recherche d'indices portera uniquement sur une rive. En cas d'absence d'indices au bout de 600 m, le site est considéré comme négatif. L'absence d'indice doit être notée.

Les indices classiquement recherchés pour la Loutre d'Europe sont par ordre d'importance et de fiabilité : les épreintes (nom de la fiente), les traces de pas, les coulées et éventuellement les restes de repas ou marquage urinaire.

Le site sera prospecté 2 fois l'année du suivi, de préférence en octobre et en mars.

Mise en œuvre

Ce suivi pourra être réalisé par la structure animatrice, en fonction de ses compétences, ou délégué à un prestataire externe spécialisé.

Les éléments de budget et de temps d'animation indiqués ci-après ne sont qu'indicatifs.

| Budget | | | | | | | |
|---|---|--------------------|----|----|----|----|----|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides | Calendrier (6 ans) | | | | | |
| | | a1 | a2 | a3 | a4 | a5 | a6 |
| Suivi de la reconquête de la Loutre <ul style="list-style-type: none">- Prospection de terrain (1 jour x 2 passages)- Traitement de l'information et rédaction du rapport (1 jour) | 3 jours à 500 €/jour soit 1500 € pour les 6 ans | | | | | X | |

Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure :

- Rapport d'expertise
- Cartographie des sites prospectés et des sites de présence de l'espèce

Acteurs concernés :

Structure animatrice, ONEMA, FDAAPPMA, ONCFS, expert spécialisé sur la Loutre d'Europe, DREAL

Sources de financement :

- Fonds du Ministère chargé de l'écologie
- Agence de l'eau Loire-Bretagne
- Collectivités territoriales

| | | | |
|--|---|---|-----------------------|
| Action 3-10 | Suivi des invertébrés | | |
| Type de contrat : action non contractuelle | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 3 : Améliorer la connaissance et le suivi écologique du site | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : <u>Espèces présentes sur le site :</u> 1041 : Cordulie à corps fin 1044 : Agrion de Mercure 1083 : Lucane cerf-volant 1088 : Grand Capricorne <u>Espèces potentiellement présentes sur le site :</u> 1060 : Cuivré des marais | | | |
| Localisation : Les haies, les boisements ou les arbres isolés du site sont favorables pour les coléoptères saproxylophages. Les ruisseaux et les prairies humides sont favorables pour les odonates et le Cuivré des marais. | | Superficie ou linéaire : Le linéaire bocager est d'environ 24 km, le réseau hydrographique est de 33 km et les prairies humides sont ponctuelles. | Priorité 3 |
| Description : Des individus de Cordulie à corps fin et d'Agrion de Mercure ont été observés sur le site à proximité des cours d'eau et des étangs ainsi que dans des zones de prairies extensives riches en insectes. Les coléoptères saproxylophages sont présents sur la Vallée du Corchon principalement au niveau des vieux chênes. L'objectif est d'améliorer la connaissance des populations d'invertébrés présentes sur le site. L'action consiste donc à mettre en œuvre un suivi des différentes espèces en prospectant les milieux qui leur sont favorables. Remarque : le protocole de suivi du Cuivré des marais devra être défini à l'issu de l'inventaire complémentaire concernant cette espèce (cf. fiche action 3-2) | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Protocole de suivi pour les Odonates

- Réaliser un suivi quinquennal par la méthode du transect. Elle consiste à définir un trajet précis avec plusieurs passages durant la période de vol et à dénombrer de part et d'autre les adultes.
- Rechercher les exuvies en période favorable et noter le microhabitat sur lequel elles sont retrouvées ;
- Prospecter les sites de chasse (bords de cours d'eau où la végétation riveraine est développée) durant la période de vol à partir de mi-mai à fin août, par conditions météorologiques favorables (temps ensoleillé et peu de vent).
- Cartographier le transect et la répartition spatiale des individus observés.

Protocole pour le Lucane cerf-volant

Le protocole consistera dans un premier temps à réaliser une cartographie des haies qui sont favorables à l'accueil de cette espèce. Dans un second temps, les individus seront recherchés au sein des haies recensées.

Le suivi consistera à :

- Prospecter les racines des souches pour les phases larvaires ;
- Prospecter les arbres matures pour les imagos ;
- Rechercher les individus en vol et/ou posés ;
- Rechercher des indices : crottes, débris, cavités, restes d'imagos ;
- Réaliser les prospections tous les 5 ans, de préférence en juillet par beau temps.

Protocole pour le Grand Capricorne

Le protocole consistera dans un premier temps à réaliser une cartographie des haies qui sont favorables à l'accueil du Grand Capricorne. Dans un second temps, un suivi des individus, dans les haies favorables, consistera à :

- Prospecter les parcelles accueillant un réseau bocager dense ;
- Prospecter les vieux arbres (chêne principalement) ;
- Rechercher les loges de sortie des adultes fraîchement métamorphosés de diamètre 1 à 1,5 cm ;
- Rechercher les petits amoncellements de sciure au niveau du tronc s'il y a des attaques larvaires ;
- Rechercher les galeries sous l'écorce, larges et un peu aplaties ;
- Rechercher une sénescence des arbres qui se traduit par une descente foliaire, c'est-à-dire des feuilles plutôt au niveau des grosses branches que des petites ramifications ;
- Rechercher les individus en vol et/ou posés ;
- Rechercher des indices : crottes, débris, cavités, restes d'imagos ;
- Réaliser les prospections tous les 5 ans, de préférence en juillet par beau temps.

Mise en œuvre

Ce suivi pourra être réalisé par la structure animatrice, en fonction de ses compétences, ou délégué à un prestataire externe spécialisé.

Les éléments de budget et de temps d'animation indiqués ci-après ne sont qu'indicatifs.

| Budget | | | | | | | |
|---|-----------------------------------|--------------------|----|----|----|----|----|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides | Calendrier (6 ans) | | | | | |
| | | a1 | a2 | a3 | a4 | a5 | a6 |
| Prospections pour le suivi des invertébrés <ul style="list-style-type: none"> - Prospections de terrain pour les Odonates (3 jours) - Prospections de terrain pour les coléoptères saproxylophages (3 jours) - Traitement de l'information et rédaction du rapport (2 jours) | 8 jours à 500 €/jour soit 4 000 € | | | | | X | |

Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure :

- Niveau d'abondance des populations sur le site
- Rapport d'expertise et cartographie des stations où les espèces sont présentes

Acteurs concernés :

DREAL, structure animatrice, expert spécialisé en entomologie

Sources de financement :

- Fonds du Ministère chargé de l'écologie
- Collectivités territoriales

| | | | |
|--|--|---|-----------------------|
| Action 3-11 | Suivi des espèces à caractère envahissant | | |
| Type de contrat : action non contractuelle | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 2 : Conserver ou améliorer la qualité des écosystèmes et le patrimoine naturel européen associé | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : Ensemble des habitats et des espèces d'intérêt communautaire du site | | | |
| Localisation : Ensemble du site Natura 2000. | | Superficie ou linéaire : 2 190 ha | Priorité 3 |
| Description : Les espèces à caractère envahissant (Rat musqué, Ragondin, Écrevisse « signal », Renouée du Japon et Robinier faux-accacia) sont encore peu présentes sur la Vallée du Corchon et ne posent actuellement pas de problème majeur (Cf. Tome 1 État initial, partie « Espèces à caractère envahissant »). Cependant, le développement de ces espèces peut présenter un impact non négligeable sur la conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire. L'objectif est de réaliser une veille de ces espèces. Cette dernière permettrait de détecter des foyers de prolifération de manière précoce. A ce stade de développement, il est encore possible de se débarrasser de la plante et de l'éradiquer (pas de stock de graines en place, rhizomes ou systèmes racinaires peu étendus) et les populations animales sont peu implantées. L'action consiste à surveiller l'évolution à long terme des espèces concernées et de mener des actions ponctuelles visant à limiter les impacts que celles-ci peuvent entraîner localement sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire. | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

- Modalités techniques pour les espèces peu implantées et susceptibles de coloniser les berges (Ragondin, Rat musqué, Renouée du Japon, Robinier faux acacia)

Le suivi consistera à :

- Prospecter le site par une campagne de terrain tous les 2 ans ;
- Cartographier la répartition spatiale des espèces envahissantes observées ;
- Recueillir et synthétiser les informations issues d'autres acteurs : exploitants agricoles et riverains...
- Inciter au piégeage collectif des espèces animales envahissantes

- Modalités techniques pour les espèces peu implantées et susceptibles de coloniser le cours d'eau

Les espèces concernées par cette veille sont les Écrevisses « exotiques ».

Néanmoins, à l'occasion de ces suivis, on recherchera également l'Écrevisse à pattes blanches, espèce autochtone à forte valeur patrimoniale. Cette espèce bio-indicatrice est très sensible à la dégradation de la qualité de l'eau (physico-chimie, variations thermiques), à toutes modifications de son habitat, ainsi qu'à la prédation par des Écrevisses exotiques. Cette veille spécifique permettra de préciser, indirectement, les connaissances actuelles sur les populations d'Écrevisses à pattes blanches.

La veille des Écrevisses exotiques se fera en :

- Piégeant par des prospections nocturnes à l'aide de nasses appâtées sur le cours du Corchon et le ruisseau de « Chantegeai ». Les nasses appâtées seront déposées l'après-midi et relevées le lendemain matin ;
- Réalisant des prospections centrées sur la période de fin juillet à octobre ;
- Suivant annuellement les populations d'Écrevisses « exotiques » et indirectement celles de l'Écrevisse à pattes blanches.

Remarque : La structure animatrice proposera des actions ponctuelles pour limiter les espèces à caractère envahissant

Mise en oeuvre

Ce suivi pourra être réalisé par la structure animatrice, en fonction de ses compétences, ou délégué à un prestataire externe spécialisé. Un partenariat sera mis en place avec l'ONEMA, et la FDAAPPMA pour la surveillance des espèces d'Écrevisses.

Les éléments de budget et de temps d'animation indiqués ci-après ne sont qu'indicatifs.

| Budget | | | | | | |
|---|---|---------------------------|----|----|----|----|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides | Calendrier (6 ans) | | | | |
| | | a1 | a2 | a3 | a4 | a5 |
| Veille des espèces à caractère envahissant : - Prospections de terrain (3 jours) - Traitement de l'information et rédaction du rapport (1 jour) | 4 jours à 500 € soit 2000 € par an (6000 € pour 6 ans) | X | | X | | X |

| |
|---|
| Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure : |
| <ul style="list-style-type: none"> Rapport d'expertise et cartographie des noyaux de prolifération Évolution des effectifs des populations animales |
| Acteurs concernés : |
| Structure animatrice, ONEMA, FDAAPPMA, associations locales de pêche et de chasse, ONCFS, DREAL, Fédération départementale des chasseurs, exploitants agricoles, riverains, FDGDON 86 |
| Sources de financement : |
| <ul style="list-style-type: none"> Fonds du Ministère chargé de l'écologie Agence de l'eau Loire-Bretagne Collectivités territoriales |

OBJECTIF 4 : METTRE EN PLACE LES MOYENS HUMAINS INDISPENSABLES A LA MISE EN ŒUVRE DU DOCUMENT D'OBJECTIFS

- | | |
|-----|---|
| 4-1 | Mise en œuvre du document d'objectifs sur le site Natura 2000 |
| 4-2 | Acquisition et réactualisation périodique des données sur le site |



| | | | |
|---|--|---|-----------------------|
| Action 4-1 | Mise en œuvre du document d'objectifs sur le site Natura 2000 | | |
| Type de contrat : Mesure 323 A, élaboration et animation des DOCOB | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 4 : Mettre en place les moyens humains indispensables à la mise en œuvre du document d'objectifs et à la réalisation de son programme d'actions | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : Ensemble des habitats et des espèces d'intérêt communautaire du site | | | |
| Localisation : Ensemble du site Natura 2000 | | Superficie ou linéaire : Le périmètre du site retenu s'étend sur 2 190 ha | Priorité 1 |
| Description : La mise en œuvre du document d'objectifs nécessite la désignation d'un gestionnaire qui coordonne l'ensemble du programme. Sur des territoires de petite superficie, cette mission peut éventuellement être confiée à un seul opérateur qui partage son temps sur différents périmètres. Au service de l'Etat, la structure animatrice est responsable de la mise en œuvre, de l'animation et du suivi du document d'objectifs. Elle a notamment pour rôle de recenser les bénéficiaires qui sont prêts à mettre en œuvre des mesures contractuelles conformément aux objectifs et modalités de gestion des cahiers des charges. Elle peut réaliser elle-même l'ensemble des missions ou travailler en partenariat. L'objectif de cette mesure est de mettre en œuvre le programme d'actions prévu par le document d'objectifs. L'action pourrait consister à créer un poste de chargé de mission au sein de la structure animatrice du site Natura 2000 de la « Vallée du Corchon ». | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Sur le site de la « Vallée du Corchon », la réalisation et le suivi du programme d'actions du document d'objectifs nécessitent la présence d'un chargé de mission à mi-temps sur la durée de la programmation. La personne en charge de cette animation devra être de profil généraliste et posséder des connaissances naturalistes et agronomiques. Les missions confiées seront principalement :

La mise en œuvre du Document d'objectifs

- Mettre en place les mesures définies dans le programme d'actions ;
- Identifier et négocier avec d'éventuels contractants puis rédiger les dossiers de contractualisation ;
- Rechercher des financements complémentaires pour la réalisation des actions du document d'objectifs ;
- Assurer la rédaction des cahiers des charges pour la réalisation de divers projets ;
- Conseiller et assister techniquement les collectivités territoriales, les associations et les particuliers à l'élaboration des projets et au montage des dossiers ;
- Réaliser la maîtrise d'ouvrage pour certains travaux ;
- Travailler en partenariat avec les structures concernées, les bénéficiaires potentiels et d'autres gestionnaires de sites Natura 2000 ;
- Définir les budgets annuels nécessaires à la réussite des objectifs ;
- Effectuer le bilan du programme d'actions en vigueur et préparer le prolongement du document d'objectifs.

L'animation

- Assurer la sensibilisation et l'information des acteurs locaux et du comité de pilotage sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du document d'objectifs ;
- Diffuser les connaissances, les conseils et les expertises auprès des acteurs locaux et du comité de pilotage ;
- Rédiger un bilan d'activités annuel.

Le suivi

- Suivre la mise en place des différentes « conventions de gestion » (contrat Natura 2000, MAET, Charte Natura 2000) sur le site ;
- Suivre les études soumises à études d'incidences ;
- Réaliser des inventaires ou des suivis écologiques en fonction des compétences, en relation avec la DREAL

Les éléments de temps d'animation indiqués ci-après ne sont qu'indicatifs.

| Budget | | | | | | | |
|--|-------------------------------------|---------------------------|----|----|----|----|----|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides | Calendrier (6 ans) | | | | | |
| | | a1 | a2 | a3 | a4 | a5 | a6 |
| Préparation et animation de réunions (base de 3 réunions par an) | 5 jours par an | X | X | X | X | X | X |
| Coordination et suivi des études* | 10 jours par an | X | X | X | X | X | X |
| Animation des différentes actions | 40 jours par an (en moyenne) | X | X | X | X | X | X |
| Bilan d'activités | 5 jours par an | X | X | X | X | X | X |
| Gestion du poste et financement Natura 2000 | 10 jours par an | X | X | X | X | X | X |

*Le temps de réalisation des études n'est pas comptabilisé

Sur la vallée du Corchon, la mise en œuvre du document d'objectifs pourrait nécessiter la présence d'une personne 100 jours par an.

Remarque : La création d'un poste de chargé de mission nécessite un financement moyen d'environ 22 000 euros par an soit 100 000 € pour 6 ans.

| |
|--|
| Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rédaction des « conventions de gestion » ▪ Niveau de contractualisation ▪ Compte-rendu des réunions d'information ▪ Rapport annuel d'activités |
| Acteurs concernés : Structure animatrice, ensemble des membres du Comité de pilotage, acteurs du site, DREAL |
| Sources de financement : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Fonds européens au titre de la mesure 323 A – élaboration et animation des documents d'objectifs Natura 2000 ▪ Ministère chargé de l'Ecologie ▪ Collectivités territoriales |

| | | | |
|--|--|---|-----------------------------|
| Action 4-2 | Actualisation périodique des données sur le site | | |
| Type de contrat : action non contractuelle | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 4 : Mettre en place les moyens humains indispensables à la mise en œuvre du document d'objectifs et à la réalisation de son programme d'actions | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : | | | |
| Ensemble des habitats et des espèces d'intérêt communautaire du site | | | |
| Localisation : Ensemble du site Natura 2000 | | Superficie ou linéaire : Le périmètre du site retenu s'étend sur 2 190 ha | Priorité 2 |
| Description : Pour préconiser des mesures de gestion appropriées au site lors de la révision du document d'objectifs, il est nécessaire de posséder des données régulièrement mises à jour. L'objectif est de centraliser les différentes données, écologiques ou non, pour disposer d'un outil de connaissance et d'aide à la décision intégrant le maximum de données propres au site de la « Vallée du Corchon ». L'action consiste à regrouper les données détenues par diverses structures, et à mettre à jour les informations contenues dans les bases de données existantes. | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Modalités techniques

Cette action vise à actualiser les bases de données existantes concernant :

- Les études et les résultats des compléments d'inventaire et des suivis écologiques du site ;
- Les données concernant le suivi de la qualité de l'eau par physico-chimie et par hydrobiologie ;
- Les données concernant le suivi des mesures de débit et hauteurs d'eau ;
- Les données agricoles et socio-économiques du bassin versant de la « Vallée du Corchon ».

Ces bases de données seront actualisées régulièrement : une mise à jour une fois par semestre semble suffire. Pour enrichir ce fond de données, l'établissement de conventions d'échange, sans achat des données dans la mesure du possible, sera à prévoir. Les droits d'usage seront définis avec les auteurs ou les détenteurs de ces données.

Cette action devra être prévue dans le cadre d'une coordination régionale pour l'établissement d'une base de données.

Mise en œuvre

La structure animatrice aura à sa charge de renseigner, en lien avec les services de l'Etat, la base de données réservée au suivi des sites Natura 2000.

Les éléments de budget et de temps d'animation indiqués ci-après ne sont qu'indicatifs.

| Budget | | | | | | | |
|---|--|---------------------------|----|----|----|----|----|
| Nature des opérations | Coût et/ou montant des aides | Calendrier (6 ans) | | | | | |
| | | a1 | a2 | a3 | a4 | a5 | a6 |
| Actualisation des bases de données existantes | 4 jours par an (2 jours par semestre) à 500 € par jour soit 2 000 € par an | X | X | X | X | X | X |

Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure :

- Evaluation périodique de la fonctionnalité de la base de données
- Acquisition des connaissances nécessaires à la révision du document d'objectifs

Acteurs concernés :

Structure animatrice, DREAL, ONCFS, Fédération départementale des chasseurs de la Vienne, ONEMA, FDAAPPMA, DDT, Chambre d'agriculture, organisations professionnelles agricoles, Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) de Brigueil-Le-Chantre, syndicat des eaux de la Vienne (SIVEER), Agence de l'eau Loire-Bretagne, Ligue pour la Protection des Oiseaux de la Vienne, Vienne Nature, Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement Val de Gartempe, Observatoire Régional de l'environnement, collectivités territoriales

Sources de financement :

- Fonds du Ministère chargé de l'écologie
- Collectivités territoriales

OBJECTIF 5 : ASSURER LA COHERENCE DE L'ENSEMBLE DES PROGRAMMES ET POLITIQUES PUBLIQUES SUR LE SITE

5-1 | Mise en cohérence des documents d'aménagement
du territoire avec les objectifs du site Natura 2000



| | | | |
|---|---|---|-------------------|
| Action 5-1 | Mise en cohérence des documents d'aménagement du territoire avec les objectifs du site Natura 2000 | | |
| Type de contrat : action non contractuelle | | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 5 : Assurer la cohérence de l'ensemble des programmes et politiques publiques sur le site | | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : Ensemble des habitats et des espèces d'intérêt communautaire du site | | | |
| Localisation : Ensemble du site Natura 2000 | | Superficie ou linéaire : Le périmètre du site retenu s'étend sur 2 190 ha | Priorité 2 |
| Description : Cette action consiste à veiller aux actions prévues, déjà menées, ou en cours d'élaboration dans le cadre de documents d'aménagement du territoire, pour qu'elles ne soient pas défavorables à celles prévues pour les habitats et espèces d'intérêt communautaire du site. Cependant, il est important de rappeler que le document d'objectifs ne peut pas déroger aux autres réglementations en vigueur. | | | |

Cahier des charges de l'action et recommandations techniques :

Cette mesure consiste à établir une veille sur le contenu des documents d'aménagement du territoire, notamment lors de leur révision, pour qu'ils n'entrent pas en contradiction avec les actions prévues dans le programme d'actions du site Natura 2000.

Les documents ciblés sont notamment:

- Les documents d'urbanisme (protection des zones naturelles, classement des boisements, des haies...)
- Les arrêtés réglementant les activités sur le site (arrêtés de protection de captage, ...)
- Les schémas directeurs d'aménagement foncier
- Les études préalables à des projets d'aménagement du territoire (infrastructures de transport, installations industrielles, équipements pour la production d'énergie, ...)
- Les documents de planification (Zone de Développement Eolien, Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux, Schémas directeurs de voirie, Schémas piscicole, cynégétique, sylvicole...)

Cela peut se traduire par la participation à des réunions, la rédaction d'avis, la diffusion de plaquettes de communication sur les actions du DOCOB...

Mise en œuvre :

Cette veille sera assurée par la structure animatrice du site.

| |
|--|
| Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Cohérence entre les actions menées sur le site et celles de Natura 2000 |
| Acteurs concernés : Structure animatrice, collectivités locales, Préfecture, Services de l'Etat, Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) de Brigueil-Le-Chantre, Syndicat des eaux de la Vienne (SIVEER)... |

OBJECTIF 6 : SENSIBILISER A LA VALEUR ET AU RESPECT DU PATRIMOINE NATUREL, ET PROMOUVOIR LE SITE

- 6-1 Sensibilisation du public à la gestion durable des habitats naturels et des habitats d'espèces d'intérêt européen.



| | | |
|---|--|-----------------------------|
| Action 6-1 | Sensibilisation du public à la gestion durable des habitats naturels et des habitats d'espèces d'intérêt européen | |
| Type de contrat : action non contractuelle | | |
| Objectif(s) concerné(s) | OBJECTIF 6 : Sensibiliser à la valeur et au respect du patrimoine naturel, et promouvoir le site | |
| Habitats, espèces ou habitats d'espèces visés : Ensemble des habitats et des espèces d'intérêt communautaire du site | | |
| Localisation : Ensemble du site Natura 2000, autres territoires concernés (Communes, Communautés de Communes, Pays touristique, Département...) | Superficie ou linéaire : / | Priorité 2 |
| Description : <p>L'implication des usagers locaux du site est l'un des points régulièrement mis en avant de la démarche Natura 2000. Ainsi, toute personne, physique ou morale, ayant une activité directement sur le site ou ayant une influence sur celui-ci se doit d'être informée régulièrement du patrimoine qu'il représente et de l'actualité des actions qui y sont menées. Les personnes visées sont principalement les propriétaires fonciers, les exploitants, les décideurs locaux et plus largement le grand public.</p> <p>Différents vecteurs de communication peuvent être utilisés pour ce faire :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ « lettre infosite » semestrielle, mise à disposition sur les comptoirs des mairies et offices de tourisme locaux ; ▪ site internet ; ▪ Réunion publique d'information ▪ présentation du projet Natura 2000 dans les écoles, centres aérés et centres à proximité du site ; ▪ tenue d'une « rubrique nature » dans les médias locaux ; ▪ organisation de « sorties nature », de conférences ; ▪ exposition itinérante sur les habitats naturels et espèces concernés par le projet ; ▪ réflexion commune en amont des projets de manifestations et de développement touristique locaux ; <p>Remarque : Actuellement, aucun programme de sensibilisation ou d'information ne s'applique sur le site. Si plusieurs structures venaient à s'impliquer dans cette démarche et dans un souci de clarté de la communication mise en œuvre, une uniformisation du message et une participation collective à son élaboration seraient souhaitables.</p> | | |
| Cahier des charges de l'action et recommandations techniques : A définir par la structure animatrice Mise en œuvre : Cette action sera assurée par la structure animatrice du site. Budget A intégrer dans la mission d'animation | | |
| Méthode d'évaluation de l'efficacité de la mesure : A définir par la structure animatrice | | |
| Acteurs concernés : Structure animatrice, collectivités locales, CPIE, associations naturalistes... | | |

IV.3. CHARTE NATURA 2000 DU SITE

IV.3.1. CORRESPONDANCE ENTRE LES GRANDS TYPES DE MILIEUX ET LES HABITATS ET ESPECES D'INTERET COMMUNAUTAIRE

Les tableaux ci-dessous font état des correspondances entre les grands types de milieux et les habitats et espèces d'intérêt communautaire.

La charte a pour objectif de préserver en priorité ces habitats et espèces, mais s'applique à l'ensemble des milieux et espèces inclus dans le périmètre du site.

| CORRESPONDANCE ENTRE LES GRANDS TYPES DE MILIEUX ET LES HABITATS D'INTERET COMMUNAUTAIRE | | |
|--|--|----------------------------|
| Code Natura 2000 | Nom de l'habitat | Grand type de milieux |
| 3110 | Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses | Milieu aquatique et humide |
| 3140 | Eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Chara spp.</i> | |
| 3150 | Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>Magnopotamion</i> ou de l' <i>hydrocharition</i> | |
| 6410 | Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux | |
| 6430 | Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlet planitiaires et des étages montagnard à alpin | |
| 91E0* | Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> | |
| 4030 | Landes sèches européennes | Milieu de lande |

| CORRESPONDANCE ENTRE LES GRANDS TYPES DE MILIEUX ET LES ESPECES D'INTERET COMMUNAUTAIRE | | |
|---|--|----------------------------|
| Code Natura 2000 | Nom de l'espèce | Grand type de milieu |
| 1096 | Lamproie de Planer | Milieu aquatique et humide |
| 1163 | Chabot | |
| 1041 | Cordulie à corps fin | |
| 1044 | Agrion de mercure | |
| 1220 | Cistude d'Europe | |
| 1060 | <i>Cuivré des marais (espèce potentielle)</i> | |
| 1166 | <i>Triton crêté (espèce potentielle)</i> | |
| 1193 | <i>Sonneur à ventre jaune (espèce potentielle)</i> | |
| 1083 | Lucane cerf-volant | Milieu bocager |
| 1088 | Grand Capricorne | |

IV.3.2. ENGAGEMENTS ET RECOMMANDATIONS DE GESTION

Les engagements et recommandations de gestion sont présentés par fiche :

- **une fiche pour les engagements et les recommandations de portée générale :**
systématiquement signée par tout adhérent de la charte ;
- **une série de fiches qui présentent les engagements et les recommandations propres à chaque type de milieu :** l'adhérent signera celles correspondant aux caractéristiques des parcelles pour lesquelles il souhaite adhérer :
 - Mesures concernant les milieux aquatique et humide
 - A : mares et étangs
 - B : cours d'eau (berges et lit)
 - Mesures concernant le milieu bocager et forestier
 - A : Bosquets et boisements
 - B : Haies et arbres isolés
 - Mesures concernant le milieu de lande
 - Mesures concernant le milieu agricole
 - A : prairies permanentes
 - B : Prairies temporaires et cultures
- **une fiche relative aux activités sur le site**
- **une fiche relative à l'entretien des chemins, routes et dépendances vertes**

Le périmètre visé par chaque grand milieu est défini dans les fiches.

IV.3.2.1. Engagements et recommandations concernant l'ensemble du site

| ENSEMBLE DU SITE, QUEL QUE SOIT LE MILIEU | | |
|---|--|---|
| ELEMENTS ECOLOGQUES VISES | ESPECES DE L'ANNEXE 2 DE LA DIRECTIVE « HABITATS » | Ensemble des espèces d'intérêt communautaire présentes sur le site |
| | HABITATS DE L'ANNEXE 1 DE LA DIRECTIVE « HABITATS » | L'ensemble des habitats d'intérêt communautaire présents sur le site |
| PERIMETRE CONCERNE | | Périmètre du site N2000 |
| 5 ENGAGEMENTS : | | <p><u>Je m'engage pour les parcelles comprises dans le site Natura 2000 concernées par la charte à :</u></p> <p>1 - <u>ne pas détruire les habitats et espèces d'intérêt communautaire</u> :</p> <p><i>Point de contrôle : contrôle sur place de la non destruction (du fait du signataire) des habitats d'intérêt communautaire au regard de la cartographie initiale des habitats figurant dans le DOCOB ou de la cartographie réalisée par la structure animatrice lors de l'adhésion à la charte.</i></p> <p>2 - <u>à signaler à la structure animatrice</u> les travaux ou les interventions concernant des habitats d'intérêt communautaire en dehors des travaux de gestion courante et ne relevant pas d'opérations prévues dans le Document d'objectifs. Ceci afin que la structure animatrice puisse donner son avis sur les modalités d'intervention et proposer le cas échéant des alternatives de gestion plus favorables à la conservation du milieu. Cette information ne se substitue pas aux obligations réglementaires ;</p> <p><i>Point de contrôle : Absence de travaux réalisés sans information préalable à la structure animatrice.</i></p> <p>3 - <u>autoriser l'accès</u> afin que soient menées les opérations d'inventaires et d'évaluation de l'état de conservation des habitats naturels, des espèces et de leurs habitats, sous réserve que le contractant soit préalablement informé de la date de ces opérations, dans un délai d'une semaine, ainsi que, sous le même délai, de la qualité des personnes ou organismes agréés par les services de l'État amenées à les réaliser. Les résultats de l'expertise sont communiqués au propriétaire ;</p> <p><i>Point de contrôle : absence de retours négatifs vis-à-vis de l'autorisation d'accès aux parcelles pour un objectif lié à la démarche Natura 2000.</i></p> <p>4 - <u>à faire respecter les engagements par les tiers</u> (en dehors du cadre du bail rural) :</p> <p>a. Informer par écrit mes mandataires des engagements souscrits et à modifier les mandats lors de leur renouvellement écrit afin de les rendre conformes à la charte ;</p> <p>b. Informer par écrit toute personne (mandataire, personnel, entreprise ou prestataire de service) intervenant sur les parcelles soumises à la charte des dispositions retenues dans celle-ci ;</p> <p><i>Point de contrôle : Document signé par les tiers attestant que le propriétaire les a informés des engagements souscrits et document attestant de la modification du mandat</i></p> <p>5 - <u>Ne pas introduire d'espèces animales et végétales à caractère envahissant</u> (par exemple : des Écrevisses exotiques ou des Tortues de Floride dans les étangs, du Robinier faux acacia dans les boisements...) dans le périmètre du site Natura 2000.</p> <p><i>Point de contrôle : état des lieux avant la signature, absence d'introduction.</i></p> |

| | |
|---|--|
| <p style="text-align: center;">8</p> <p>RECOMMANDATIONS :</p> | <p>1 - <u>Maintenir et développer</u> des pratiques de gestion favorables aux habitats et espèces d'intérêt communautaire ;</p> <p>2 - <u>Informar la structure animatrice</u> du site Natura 2000 de toute dégradation des habitats d'intérêt communautaire et habitats d'espèces d'intérêt communautaire, qu'elle soit d'origine humaine ou naturelle ;</p> <p>3 - <u>Veiller à ne pas démanteler les talus, haies, murets</u>, et autres éléments structurant le paysage et la connectivité entre les habitats et servant de corridors de déplacement aux espèces d'intérêt communautaire ;</p> <p>4 - <u>Privilégier des pratiques et des produits les moins dangereux pour l'environnement</u> notamment en limitant au maximum l'apport de produits phytosanitaires, amendements ou fertilisants, en privilégiant les techniques de compostage ou de broyage à celle du brûlage pour la coupe de ligneux dans les plantations ;</p> <p>5 - <u>Surveiller l'apparition</u> et la prolifération d'espèces à caractère envahissant <u>et les signaler</u> à la structure animatrice ;</p> <p>6 - <u>Limiter au maximum</u> la circulation des véhicules motorisés au sein des milieux naturels ;</p> <p>7 - <u>Ne pas réaliser d'extraction</u>, de dépôt ou de stockage de matériaux, d'encombres, d'ordures ou de produits divers (huile, carburant...) ;</p> <p>8 - <u>Éviter tout remaniement</u> des sols qui encourage le développement d'espèces végétales envahissantes ;</p> |
|---|--|

IV.3.2.2. Engagements et recommandations par type de milieu

IV.3.2.2.1. Engagements et recommandations concernant les milieux aquatiques et humides

| MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES FICHE A : MARES ET PLAN D'EAU FICHE B : COURS D'EAU (BERGES ET LIT) | | |
|---|---|--|
| ELEMENTS ECOLOGIQUES VISES | ESPECE DE L'ANNEXE 2 DE LA DIRECTIVE « HABITATS » | <p>1096 : Lamproie de Planer</p> <p>1163 : Chabot</p> <p>1041 : Cordulie à Corps fin</p> <p>1044 : Agrion de mercure</p> <p>1220 : Cistude d'Europe</p> <p><i>1060 : Cuivré des marais</i></p> <p><i>1166 : Triton crêté</i></p> <p><i>1193 : Sonneur à ventre jaune</i></p> |
| | HABITAT DE L'ANNEXE 1 DE LA DIRECTIVE « HABITATS » | <p>3110 : Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses</p> <p>3140 : Eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.</p> <p>3150 : Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition</p> <p>6410 : Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux</p> <p>6430 : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin</p> <p>91E0* : Forêts alluviales à Aulnes et à Frênes</p> |
| PERIMETRE CONCERNE | <p><i>Ensemble des berges et lit des cours d'eau temporaire et permanent</i></p> <p><i>Ensemble des fossés de drainage</i></p> <p><i>Ensemble des pièces d'eau, mares, plan d'eau, étangs</i></p> | |



MILIEUX AQUATIQUES ET HABITATS ASSOCIES : MARES ET PLANS D'EAU (FICHE A)

Je m'engage pour les parcelles comprises dans le site Natura 2000 concernées par la charte à :

6 ENGAGEMENTS :

1 - Maintenir les mares existantes ;

Point de contrôle : Contrôle sur place de l'existence des points d'eau

2 - En dehors de la réglementation liée à la loi sur l'eau, ne pas faire de travaux sur les mares et plans d'eau sans information préalable de la structure animatrice ;

Point de contrôle : Contrôle sur place de l'absence de ces travaux.

3 - Ne pas pratiquer de traitements phytosanitaires dans les mares et plans d'eau et à moins de 5 m de ces derniers, conformément à l'arrêté préfectoral N°2009/DDT/SFEE/234 relatif à l'interdiction d'application de produits phytopharmaceutiques à proximité des milieux aquatiques;

Point de contrôle : Contrôle sur place de l'absence de traitements chimiques.

4 - Ne pas dessoucher les arbres coupés sur les berges ;

Point de contrôle : Absence de dessouchage.

5 - Réaliser les travaux d'entretien des mares et étangs en respectant les périodicités favorables (1 seule fauche par an) et les périodes sensibles pour la faune et la flore (travaux à réaliser entre le 1^{er} août et le 31 décembre) et le sol (pas de travaux en cas de sols détrempés).

Point de contrôle : absence de traces visuelles de travaux constatées lors d'un contrôle en période sensible.

6 - En cas de vidange d'étang, solliciter la structure animatrice afin de préserver le milieu récepteur.

Point de contrôle : Consultation de la structure animatrice et respect de la réglementation

10 RECOMMANDATIONS

1 - Pour le curage d'une mare réalisé dans le respect des règles relatives à la police de l'eau, choisir la période automnale, conserver ¼ de la surface sans intervention et éviter le surcreusement. Le curage doit avoir lieu le moins souvent possible (tous les 15-30 ans) ; conserver une partie des vieilles eaux et vieilles vases et stocker les boues de curage temporairement sur les berges avant de les exporter, afin que le curage soit le moins traumatisant possible pour « l'écosystème mare » et notamment la macrofaune contenue dans l'eau et la vase ;

2 - Lors d'une vidange d'étang, privilégier une vidange lente avec un filtre à sédiment en aval.

3 - Ne déverser aucune substance toxique dans les pièces d'eau ;

4 - Entretenir les clôtures qui canalisent les bestiaux vers les secteurs d'abreuvement localisé ;

5 - Maintenir les écoulements d'eau et les fluctuations naturelles du niveau de l'eau ;

6 - Éviter au maximum les curages des mares et des étangs ;

7 - Préserver des zones de refuge le long pièces d'eau, mares et étangs, en maintenant localement des ripisylves peu entretenues, des zones de broussailles rivulaires (ronces et épineux) et des zones « ouvertes » à végétation herbacée dense dominante ;

8 - Réguler le développement des populations de ragondins par piégeage (cage-piège) ;


9 - Éviter la plantation d'espèces exotiques et/ou horticoles (jussie ...) dans les milieux humides, en bordure des pièces d'eau.

10 - Ne pas introduire de poissons dans les mares.

MILIEUX AQUATIQUES ET HABITATS ASSOCIES : COURS D'EAU, BERGES ET LIT (FICHE B)

| | |
|----------------------------|--|
| 6 ENGAGEMENTS : | <p><i>Je m'engage pour les parcelles comprises dans le site Natura 2000 concernées par la charte à :</i></p> <p>1- En dehors de la réglementation liée à la loi sur l'eau, <u>ne pas faire de travaux dans le lit des cours d'eau et sur les berges</u> sans information préalable de la structure animatrice ; <i>Point de contrôle : Contrôle sur place de l'absence de traces visuelles de travaux.</i></p> <p>2 - <u>Proscrire l'utilisation de produits phytosanitaires</u> dans les 5 mètres de chaque côté des étangs, cours d'eau, fossés, conformément à l'arrêté préfectoral N°2009/DDT/SFEE/234 relatif à l'interdiction d'application de produits phytopharmaceutiques à proximité des milieux aquatiques; <i>Point de contrôle : absence de produits phytosanitaires sur les berges (5 mètres).</i></p> <p>3 - En cas de plantation de ripisylve, <u>utiliser des essences feuillues locales et adaptées</u> (saules, frênes, aulnes...) et caractéristiques des habitats de forêts alluviales ; <i>Point de contrôle : absence de feuillus/résineux exotiques et horticoles (peupliers de culture, Chêne rouge, noyers américains...) sur les berges (5 mètres).</i></p> <p>4 - <u>Ne pas réaliser de travaux d'entretien ou de restauration des cours d'eau et des berges</u> pendant la période de fraie des poissons, c'est à dire de mars à juin (reproduction d'avril à juin pour la Lamproie de Planer et de mars à avril pour le Chabot). <i>Point de contrôle : vérification de la date des travaux.</i></p> <p>5- <u>Ne réaliser aucun dessouchage</u> sur les berges des cours d'eau et des points d'eau afin d'éviter tout affaissement de la berge <i>Point de contrôle : absence de dessouchage</i></p> <p>6 - Sur les parcelles riveraines du cours d'eau comportant des mégaphorbiaies, <u>ne pas faucher ou broyer les mégaphorbiaies</u> pendant les périodes de reproduction de la faune et de la flore (intervention à réaliser après le 15 août), ni plus d'une fois tous les 5 ans ; <i>Point de contrôle : pas de fauche ou broyage avant le 15 août et plus d'une fois tous les 5 ans.</i></p> |
| 5 RECOMMANDATIONS : | <p>1 - <u>Maintenir les écoulements d'eau et les fluctuations naturelles du niveau d'eau</u> ; éviter tous nouveaux aménagements hydrauliques ;</p> <p>2 - <u>Préserver des zones de refuge</u> le long des pièces d'eau, mares et étangs, en maintenant localement des ripisylves peu entretenues, des zones de broussailles rivulaires (ronces et épineux) et des zones « ouvertes » à végétation herbacée dense dominante ;</p> <p>3 - <u>Lutter contre le ragondin</u> par piégeage (cage-piège) ;</p> <p>4 - <u>Éviter la plantation d'espèces exotiques et/ou horticoles</u> (Jussie ...) en bordure du cours d'eau ;</p> <p>5 - <u>Limiter au maximum le passage d'engins d'exploitation sur les berges et dans le cours d'eau.</u></p> |

IV.3.2.2. Engagements et recommandations concernant le milieu forestier et bocager

| MILIEUX FORESTIER ET BOCAGER FICHE A : BOSQUETS ET BOISEMENTS FICHE B : HAIES ET ARBRES ISOLES | | | |
|--|--|---|---|
| ELEMENTS ECOLOGIQUES VISES | ESPECES DE L'ANNEXE 2 DE LA DIRECTIVE « HABITATS » | 1083 : le Lucane Cerf-volant (<i>Lucanus cervus</i>) ; 1088 : le Grand Capricorne (<i>Cerambyx cerdo</i>). |  |
| | HABITAT DE L'ANNEXE 1 DE LA DIRECTIVE « HABITATS » | 91E0* : Forêt alluviale à Aulne et à Frêne. | |
| PERIMETRE CONCERNE | | Ensemble des boisements inclus dans le périmètre du site Natura 2000 | |

| MILIEU FORESTIER ET BOCAGER : BOSQUETS ET BOISEMENTS (FICHE A) | |
|---|--|
| 4 ENGAGEMENTS : | <p>Je m'engage pour les parcelles comprises dans le site Natura 2000 concernées par la charte à :</p> <p>1- <u>Ne pas défricher les bosquets et boisements existants</u> sur les parcelles concernées <i>Point de contrôle : non-destruction de ces éléments au regard de la cartographie réalisée par la structure animatrice lors de l'adhésion à la charte.</i></p> <p>2- <u>Ne pas réaliser de coupes rases sur des surfaces supérieures à 3 Ha</u>, sauf risques sanitaires ou liés à la sécurité des usagers. En cas de coupes rases envisagées sur des surfaces plus importantes selon ces seuls motifs, je m'engage à prévenir avant tous travaux la structure animatrice pour une évaluation de la qualité écologique du boisement. Je m'engage à assurer le renouvellement des peuplements exploités en prenant en compte leur qualité écologique (plantation d'essences locales, diversité d'essences) ; <i>Point de contrôle : Absence de coupes rases sur une superficie supérieures à 3Ha, ou existence d'une demande écrite auprès de la structure animatrice.</i></p> <p>3 – <u>Conserver les arbres sénescents</u> ou morts sur pied, à cavités et/ou à fentes, dans la mesure où cela ne porte pas atteinte à la sécurité ; (au delà d'un seuil de 5m³, cette mesure peut faire l'objet d'un contrat forestier) Remarque : La sécurité des personnes et des biens reste prioritaire par rapport au maintien des arbres morts ou en mauvais état sanitaire. Ces arbres pourront être abattus ou élagués en cas de danger pour les biens et les personnes <i>Point de contrôle : vérification sur place de l'intégrité des vieux troncs, du maintien d'arbres morts et ou à cavités.</i></p> <p>4 - En cas de plantation, <u>utiliser des essences feuillues indigènes</u> (Chênes sessile ou pédonculé, Merisier, Orme, Erable champêtre, Alisier torminal, Tilleul, ...) – Pour d'autres essences, consulter la structure animatrice ; <i>Point de contrôle : vérification sur place de l'essence des arbres plantés.</i></p> |

14 RECOMMANDATIONS :

- 1 - Éviter de réaliser des coupes rases sur une surface supérieure à 1 Ha ;
- 2 - Ne pas utiliser de produits phytosanitaires, pour le traitement des souches notamment ;
- 3 - Privilégier les traitements irréguliers ou jardinés pour favoriser les différentes classes d'âges, la diversité d'essences et permettre une régénération naturelle;
- 4 - Favoriser la régénération naturelle, ne recourir aux plantations qu'en cas d'échec ou d'insuffisance de celle-ci.
- 5 - Privilégier un boisement stratifié (3 strates : arborée, arbustive, herbacée) et composé d'essences locales variées;
- 6 - Ne pas réaliser de travaux entre le 1er mars et 31 août, ainsi qu'en cas de sols détrempés ;
- 7 - Réaliser les travaux forestiers avec des outils d'exploitation et de débardage respectant les sols (compaction, orniérage) et les cours d'eau (franchissement des cours d'eau, respect des berges...) ;
- 8 - Prendre en compte la présence d'habitats ou d'espèces d'intérêt communautaire lors de la création de nouveaux aménagements, notamment les routes forestières, les pistes de débardage, les cloisonnements d'exploitation et les aires de stockage des bois.
- 9 - Prévoir l'implantation d'une bande enherbée de quelques mètres en appui de la lisière ;
- 10 - En cas de création d'un nouveau boisement, choisir des essences locales adaptées au contexte local et prévoir un paillage naturel ou dégradable ; consulter la structure animatrice pour cela ;
- 11 - Privilégier des entreprises engagées dans un cahier des charges assurant d'une exploitation forestière durable.
- 12 - Maintenir des lianes (lierre) sur les arbres car elles servent de ressources en nourriture et d'abri pour la faune. (Il ne s'agit pas d'espèces parasites)
- 13 - Conserver du bois mort au sol sous toutes ses formes (souches ; houppiers ; purges de grumes) ; ne pas brûler les rémanents
- 14 - Préserver les éléments structurants existants (chemins forestiers, talus, fossés...) ;

MILIEU FORESTIER ET BOCAGER : HAIES ET ARBRES ISOLÉS (FICHE B)

5 ENGAGEMENTS :

Je m'engage pour les parcelles comprises dans le site Natura 2000 concernées par la charte à :

1- Ne pas détruire les haies et les arbres existants sur les parcelles concernées, sauf risques sanitaires ou liés à la sécurité des usagers. En cas de destruction envisagée selon ces seuls motifs, je m'engage à prévenir avant tous travaux la structure animatrice pour une évaluation de la qualité écologique de la haie ou de l'arbre isolé. En cas de destruction envisagée, je m'engage également à replanter au minimum le même linéaire (ou le même nombre d'arbres isolés) que celui détruit en prenant en considération la qualité écologique de ces éléments (plantation d'essences locales, rôle hydraulique) ;

Point de contrôle : non-destruction de ces éléments au regard de la cartographie réalisée par la structure animatrice lors de l'adhésion à la charte.

2 - N'effectuer aucun travail lourd du sol (exemple : dessouchage...) sauf s'il est lié au maintien ou à la restauration des habitats/habitats d'espèces d'intérêt communautaire dans un état de conservation favorable ;

Point de contrôle : vérification sur place de l'absence de trace visuelle de travaux récents (consultation de la structure animatrice en cas de travaux).

3 - Conserver les arbres sénescents, morts ou à cavités (dans la mesure où cela ne porte pas atteinte à la sécurité) ;

Remarque : La sécurité des personnes et des biens reste prioritaire par rapport au maintien des arbres morts ou en mauvais état sanitaire. Ces arbres pourront être abattus ou élagués en cas de danger pour les biens et les personnes

Point de contrôle : vérification sur place de l'intégrité des vieux troncs, du maintien d'arbres morts et ou à cavités.

4 - En cas de plantation de haies, utiliser des essences feuillues indigènes (Chênes, Merisier, Orme, Erable champêtre, Cornouiller, Noisetier, Fusain, Aubépine, Sureau) – Pour d'autres essences, consulter la structure animatrice ;

Point de contrôle : vérification sur place de l'essence des arbres plantés.


5 - Tailler les haies dans la période du 1^{er} octobre au 1^{er} mars

Point de contrôle : vérification sur place de l'absence de trace visuelle de travaux en période favorable à la biodiversité.

11 RECOMMANDATIONS :

- 1 - Éviter de réaliser des coupes rases sur une surface ou un linéaire important ;
- 2 - Pour l'entretien des haies, procéder par une coupe mécanique au lamier à scies ou à la tronçonneuse entre octobre et février inclus ;
- 3 - Privilégier les tailles bisannuelles qui permettent la floraison et la fructification de l'ensemble des espèces arbustives ; seules les banquettes enherbées au pied des haies seront entretenues tous les ans, à l'automne de préférence ;
- 4 - Réaliser l'entretien par pieds localisés ou par petits bosquets pour favoriser les différentes classes d'âges au sein de la haie et des alignements d'arbres pour permettre une régénération ;
- 6 - Privilégier une haie stratifiée (3 strates : arborée, arbustive, herbacée) et composée d'essences locales variées (Chênes, Frêne, Erable champêtre, ...) ;
- 7 - Pour l'entretien des talus, ne pas utiliser de traitements chimiques et ne pas intervenir entre le 1er mars et 1er octobre ;
- 8 - Maintenir l'emprise des haies ;
- 9 - Prévoir l'implantation d'une bande enherbée de quelques mètres en appui de la haie ;
- 10 - En cas de création d'une nouvelle haie, choisir des essences adaptées au contexte local et prévoir un paillage naturel ou dégradable. Privilégier une plantation sur 2 ou 3 rangs avec des plants très jeunes ; consulter la structure animatrice pour cela ;
- 11 - Maintenir des lianes (lierre) sur les arbres car elles servent de ressources en nourriture et d'abri pour la faune. (Il ne s'agit pas d'espèces parasites)

IV.3.2.2.3. Engagements et recommandations concernant les milieux de lande

| MILIEUX DE LANDES | | | |
|-------------------------------|--|--|---|
| ELEMENTS ECOLOGIQUES VISES | ESPECES DE L'ANNEXE 2 DE LA DIRECTIVE « HABITATS » | / |  |
| | HABITAT DE L'ANNEXE 1 DE LA DIRECTIVE « HABITATS » | 4030 : Landes sèches européennes | |
| PERIMETRE CONCERNE | Sont uniquement concernés les secteurs cartographiés sous l'appellation landes sèches (4030) ; cf. carte 6.1 et 6.2 du TOME 1 du DOCOB | | |
| 4 ENGAGEMENTS : | | <p>Je m'engage pour les parcelles comprises dans le site Natura 2000 concernées par la charte à :</p> <p>1 - Mettre en œuvre toutes les dispositions afin de ne pas détruire les habitats de lande d'intérêt communautaire ; <i>Point de contrôle : absence de dégradations ou destruction imputables à l'adhérent</i></p> <p>2 – Garantir la préservation de ces milieux en ne favorisant pas leur boisement, leur retournement ou leur mise en culture; <i>Point de contrôle : absence de boisement, retournement et mise en culture volontaires</i></p> <p>3 - Ne pas réaliser d'amendement ni de traitement phytosanitaire <i>Point de contrôle : absence d'apparition de cortèges floristiques méso/eutrophes au sein de la lande</i></p> <p>4 - Effectuer les travaux de gestion entre mi-septembre et mi-novembre (en dehors des périodes sensibles) ; <i>Point de contrôle : absence de travaux en périodes sensibles</i></p> | |
| 4 RECOMMANDATIONS : | | <p>1 - Préserver le caractère ouvert des habitats de landes ;</p> <p>2 – En cas d'intervention mécanique pour une réouverture du milieu, favoriser l'exportation des produits de coupe et des fréquences d'intervention situées entre 5 et 10 ans</p> <p>3 - Pérenniser, le cas échéant, le pâturage extensif existant dans la mesure où il permet le maintien ou la restauration de ces habitats dans un état de conservation favorable ;</p> <p>4 - Limiter le pâturage hivernal prolongé qui entraîne une destruction de la couverture végétale.</p> | |

IV.3.2.2.4. Engagements et recommandations concernant le milieu agricole

| MILIEU AGRICOLE | | |
|--|--|--|
| FICHE A : PRAIRIES PERMANENTES | | |
| FICHE B : PRAIRIES TEMPORAIRES ET CULTURES | | |
| ELEMENTS ECOLOGIQUES VISES | ESPECE DE L'ANNEXE 2 DE LA DIRECTIVE « HABITATS » | Ensemble des espèces d'intérêt communautaire présentes sur le site |
| | HABITAT DE L'ANNEXE 1 DE LA DIRECTIVE « HABITATS » | Ensemble des habitats d'intérêt communautaire présents sur le site |
| PERIMETRE CONCERNE | Ensemble des prairies et cultures incluses dans le périmètre du site Natura 2000 | |



| MILIEU AGRICOLE : LES PRAIRIES PERMANENTES (FICHE A) | |
|--|---|
| 2 ENGAGEMENTS | <p>Je m'engage pour les parcelles comprises dans le site Natura 2000 concernées par la charte à :</p> <p>1 - <u>Maintenir les parcelles en prairie</u> (pas de retournement ou de réensemencement complet). <i>Point de contrôle : maintien des parcelles en prairie</i></p> <p>2 - <u>Ne pas procéder au drainage des prairies</u> <i>Point de contrôle : absence de modification des conditions hydriques du sol</i></p> |
| | <p>5 RECOMMANDATIONS</p> <p>1 - <u>Limiter la pression de pâturage</u>, notamment dans les secteurs les plus humides</p> <p>2 - <u>Limiter, voire supprimer</u> les fertilisations minérales ou organiques.</p> <p>3 - En cas de fauche, <u>préférer une intervention la plus tardive possible</u> (après le 30 juin si les conditions météorologiques le permettent), en travaillant de manière centrifuge ou par bandes (pour permettre à la faune de fuir), selon une hauteur de coupe de 8 cm minimum (pour préserver la base des plantes et leur permettre de repousser). Exporter les produits de fauche.</p> <p>4- En cas de pâturage, <u>favoriser la présence du bétail du 1^{er} mai au 31 juillet</u>, selon un chargement maximal de 1 UGB/ha/an. Les zones de refus pourront être fauchées ou broyées tardivement à l'automne.</p> <p>5 - En cas de traitement antiparasitaire des troupeaux avec des produits contenant des molécules de la famille des avermectines, <u>confiner</u> les animaux quelques jours soit en stabulation soit dans une parcelle à faible valeur environnementale (éloignée du réseau hydrographique) et adopter une attitude raisonnée en ne traitant que les animaux fortement parasités. (Cf. Note informative sur la modification des pratiques d'utilisation des produits antiparasitaires)</p> |

MILIEU AGRICOLE : LES PRAIRIES TEMPORAIRES ET CULTURES (FICHE B)

| | |
|--------------------------|--|
| 1 ENGAGEMENT | <p><i>Je m'engage pour les parcelles comprises dans le site Natura 2000 concernées par la charte à :</i></p> <p>1 - <u>Solliciter l'avis</u> de la structure animatrice afin de localiser de façon pertinente au regard des enjeux Natura 2000 les Surfaces en Couvert Environnemental éligibles aux Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales.</p> <p><i>Point de contrôle : consultation de la structure animatrice pour la localisation des SCE</i></p> |
| 7 RECOMMANDATIONS | <p>1 - Au-delà de la conditionnalité PAC, <u>implanter des couverts enherbés</u> supplémentaires en veillant à les localiser de façon pertinente, notamment en bordure des éléments fixes du paysage (haies, bosquets, mares...) ou le long des fossés, chemins et talus.</p> <p>2 - <u>Réduire</u> au strict nécessaire les traitements phytosanitaires ou la fertilisation azotée sur les couverts enherbés. En cas de fauche, favoriser une intervention tardive (après le 30 juin).</p> <p>3 - Sur les surfaces enherbées, <u>pratiquer une fauche centrifuge</u> avec une faible vitesse de coupe (<10 km/h).</p> <p>4 - <u>Limiter la taille</u> des îlots culturaux en implantant des bandes enherbées de manière à augmenter les « effets lisière » favorables à l'ensemble de la faune sauvage.</p> <p>5 - <u>Augmenter la diversité</u> d'assolements sur la sole cultivée.</p> <p>6 - Sur les parcelles cultivées, implanter <u>ou conserver une couverture hivernale</u> des sols entre le 1er novembre et le 1er mars.</p> <p>7 - Privilégier une gestion différenciée des bords de parcelles cultivées (moins d'intrants et de traitements phytosanitaires)</p> |

NOTE INFORMATIVE SUR LA MODIFICATION DES PRATIQUES D'UTILISATION DES PRODUITS ANTIPARASITAIRES

Description :

Le traitement des bovins et des ovins par des principes actifs pour lutter contre les endectoparasites (varrons, strongles, puces, poux, tiques et gales) est couramment utilisé par les éleveurs pour leur spectre et leur période d'action, leur facilité d'utilisation et leur coût. Il existe également des obligations réglementaires concernant ces traitements.

Or, certains de ces produits par leur longue rémanence au niveau des sols sont néfastes aux bousiers et plus généralement aux insectes coprophages qui recyclent la matière organique, eux-mêmes proies de différentes espèces de chiroptères ou d'oiseaux. Ces produits présentent également une toxicité aiguë sur les poissons et les organismes aquatiques (Jacq, 2007).

Il s'agit d'utiliser de manière raisonnée les produits antiparasitaires afin de développer les défenses naturelles des animaux. L'objectif visé est donc une adaptation des pratiques d'utilisation des produits antiparasitaires pour qu'elles soient moins préjudiciables pour l'environnement.

Préconisations de traitement (si elles permettent le respect de la réglementation en place) :

- Traiter en septembre avec un produit à action retard et seulement les bêtes en première année de pâturage. Les bêtes de deuxième année et plus ont déjà acquis l'immunité et n'ont pas besoin de traitement. Les produits à action retard ont également l'avantage de traiter contre les parasites externes (poux, gales...) ;
- Réaliser le traitement à action immédiate quelques jours avant le changement de pâture car le traitement entraîne une expulsion naturelle des œufs pendant quelques jours ;
- Confiner les animaux traités pendant quelques jours ;
- Administrer la dose prescrite ;
- Éviter de traiter les animaux à proximité d'un point d'eau (ruisseau ou mare) ;
- Éviter le pâturage à proximité d'un point d'eau après le traitement ;
- Éviter les traitements systématiques et préventifs sur les bêtes ayant développé des défenses naturelles contre les parasites.


Choix des produits (s'il permet le respect de la réglementation en place) :

- Choisir des produits spécifiques de la maladie et du stade d'infestation et donc éviter les produits polyvalents ;
- Privilégier les traitements par injection ;
- Privilégier les molécules les moins impactantes pour les invertébrés : famille des benzimidazoles par exemple ;
- Pour éviter toute poly-résistance, il est recommandé de ne pas changer de traitement au cours de l'année et pour éviter l'accoutumance des parasites, la molécule active utilisée sera alternée d'une année à l'autre ;
- Éviter le bolus et le pour-on car ils ont des impacts importants.

Préconisations pour limiter les attaques parasitaires et donc diminuer l'utilisation de vermifuges :

- Réduire le chargement des parcelles et pratiquer un pâturage extensif (plus de 25 ares par animal) ;
- Privilégier le pâturage mixte ou l'alterner : un grand et un petit herbivore sont en général associés (bovin/ovin par exemple). On recommande en général 4 ou 5 ovins pour un bovin ou bien une équivalence en terme d'UGB (Mathieu et al, 1997) ;
- Limiter le surpâturage permet l'optimisation agronomique de la prairie et préserve les animaux (surtout les moutons qui rasant l'herbe) de l'ingestion de larves de parasites qui trouvent refuge en bas des tiges et évite que les animaux ne pâturent les zones de refus où le risque de parasitisme est élevé ;
- Effectuer des rotations régulières avant que les brins d'herbe ne soient trop courts (5 cm) avec des vides sanitaires les plus longs possibles. Cette préconisation évite de concentrer les parasites sur une seule parcelle et casse leur cycle de développement (absence d'hôtes au moment favorable). Dans l'idéal, une mise à l'herbe au printemps (mi-avril) sur des prairies au repos depuis 6 mois à 1 an avec rotation toutes les 2 à 3 semaines est favorable, puis rotation en juillet sur des prairies qui ont été préalablement fauchées. Enfin, réaliser un pâturage en automne des regains de prairies fauchées en été.


IV.3.2.3. Engagements et recommandations concernant les activités sur le site

| ACTIVITES | | | |
|-------------------------------|---|--|---|
| ELEMENTS ECOLOGIQUES VISES | ESPECES DE L'ANNEXE 2 DE LA DIRECTIVE « HABITATS » | Ensemble des espèces d'intérêt communautaire présentes sur le site |  |
| | HABITAT DE L'ANNEXE 1 DE LA DIRECTIVE « HABITATS » | Ensemble des habitats d'intérêt communautaire présents sur le site | |
| | PERIMETRE CONCERNE | Ensemble du périmètre du site Natura 2000 | |
| 5 ENGAGEMENTS : | Je m'engage pour les parcelles comprises dans le site Natura 2000 concernées par la charte à : | | |
| | 1 - Avertir la structure animatrice et lui demander une expertise concernant les éventuels aménagements de loisirs, (projet personnel ou émanant d'une association) et les projets de manifestations sportives ou de loisirs prévus. <i>Point de contrôle : demande et réalisation d'une expertise.</i> | | |
| | 2 – <u>Inform</u> er les pratiquants des enjeux de conservation liés au site Natura 2000. <i>Point de contrôle : Mise à disposition de la plaquette du site Natura 2000 pour consultation par les adhérents, mise en place de panneaux d'information</i> | | |
| | 3 - <u>Promou</u> voir auprès des pratiquants une attitude éco-responsable vis-à-vis des milieux et des espèces (Ne pas détruire, dégrader et ramasser la végétation ; Ne pas prélever et déranger la faune d'intérêt communautaire ; Rapporter avec soi tous ses déchets.) <i>Point de contrôle : Intégration aux nouvelles plaquettes ou brochures de conseils concernant les pratiques écoresponsables</i> | | |
| | 4 - Pour la création ou l'entretien courant des chemins utilisés par les pratiquants, <u>pratiquer</u> des opérations manuelles ou mécaniques ; l'utilisation de produits phytosanitaires est proscrite. Respecter une période d'intervention pour l'entretien des haies entre octobre et février inclus, période moins sensible pour la faune et la flore (sauf circonstances exceptionnelles). <i>Point de contrôle : Respect des modalités d'entretien ou de création de sentiers</i> | | |
| | 5 – <u>Demander</u> l'avis de la structure animatrice avant l'organisation de manifestations rassemblant plus de 15 participants, afin de vérifier la compatibilité des activités prévues avec les enjeux du site Natura 2000 (dérangement en période de reproduction, piétinement à la période de développement de certaines plantes...) <i>Point de contrôle : demande d'avis déposée auprès de la structure animatrice</i> | | |

4 RECOMMANDATIONS :

- 1 - Favoriser le développement et la mise en place de méthodes et/ou de suivis des prélèvements et des populations lors de l'action de chasse ;
- 2 - Limiter la création de nouveaux sentiers en veillant à ce qu'ils contournent les habitats naturels d'intérêt communautaire ;
- 3 - Limiter les perturbations sonores telles que celles générées par certains véhicules motorisés (motocross, quad...) ;
- 4 - Veiller à la réversibilité et à l'intégration paysagère du mobilier installé ;

IV.3.2.4. Engagements et recommandations concernant l'entretien des chemins, routes et dépendances vertes

| ENTRETIEN DES CHEMINS, ROUTES ET DEPENDANCES VERTES | | | |
|---|--|--|---|
| ELEMENTS ECOLOGIQUES VISES | ESPECES DE L'ANNEXE 2 DE LA DIRECTIVE « HABITATS » | Ensemble des espèces d'intérêt communautaire présentes sur le site |  |
| | HABITAT DE L'ANNEXE 1 DE LA DIRECTIVE « HABITATS » | Ensemble des habitats d'intérêt communautaire présents sur le site | |
| | PERIMETRE CONCERNE | Ensemble du périmètre du site Natura 2000 | |
| 5 ENGAGEMENTS : | <i>Je m'engage pour les parcelles comprises dans le site Natura 2000 concernées par la charte à :</i> | | |
| | <p>1 - Pour les surfaces enherbées (bords de chemins, talus, fossés,...), <u>pratiquer un entretien mécanique ou manuel</u>. Un traitement chimique ponctuel pourra être appliqué localement après avis de la structure animatrice.</p> <p><i>Point de contrôle : Absence de traces visuelles liées à l'utilisation de produits chimiques</i></p> | | |
| | <p>2 - En dehors des secteurs contraints par des règles de sécurisation, <u>pratiquer l'entretien</u> des banquettes enherbées par fauche, au maximum en 2 passages annuels (un au 1^{er} juin et le second après le 15 août). Limiter la hauteur de fauche à 8 cm et à la largeur d'une barre de coupe.</p> <p><i>Point de contrôle : Respect de la fréquence, des dates et des modalités d'intervention sur les secteurs identifiés au préalable</i></p> | | |
| | <p>3 - Pour la taille des végétaux ligneux (haies, arbres, arbustes) et le débroussaillage des emprises, <u>respecter une période d'intervention</u> entre le 1er octobre et le 1^{er} mars.</p> <p><i>Point de contrôle : Absence de travaux réalisés en dehors de la période d'intervention</i></p> | | |
| | <p>4 - Pour la création de nouvelles haies en zone naturelle ou agricole, <u>utiliser des végétaux rustiques</u> de provenance locale à l'exclusion des espèces exotiques, invasives (ailante, buddleia ou robinier) et des cultivars horticoles ; ne pas utiliser de paillage plastique.</p> <p><i>Point de contrôle : Absence d'essences exotiques, invasives ou horticoles et de paillage plastique dans les nouvelles haies</i></p> | | |
| | <p>5 - Avertir la structure animatrice et lui demander une expertise chiroptérologique concernant les éventuels aménagements sur les ouvrages d'art</p> <p><i>Point de contrôle : Demande et réalisation d'une expertise avant le début des travaux</i></p> | | |

| | |
|----------------------------|---|
| <p>7 RECOMMANDATIONS :</p> | <p>1 - Pour l'entretien des haies, <u>privilégier une coupe mécanique au lamier</u> (à scies ou à couteaux) ou à la tronçonneuse entre octobre et février inclus; privilégier les tailles bisannuelles pour permettre la floraison et la fructification de l'ensemble des espèces arbustives.</p> <p>2 - Pour l'entretien des talus, <u>ne pas utiliser de traitements chimiques</u> et ne pas intervenir entre mars et septembre inclus.</p> <p>3 - <u>Maintenir l'emprise</u> en largeur des haies.</p> <p>4 - <u>Conserver</u> des arbres à cavités et/ou à fentes, sénescents ou morts sauf en cas de mise en danger du public.</p> <p>5 - <u>Préserver les lianes</u> qui poussent sur les arbres isolés ou dans les haies.</p> <p>6 - <u>Privilégier</u> une haie stratifiée (c'est-à-dire avec plusieurs niveaux de végétation : arboré, arbustif, buissonnant et herbacé).</p> <p>7 - <u>Limiter le salage</u> préventif des voies de circulation aux strictes périodes d'alerte.</p> |
|----------------------------|---|

V. BUDGET DU PROGRAMME D'ACTIONS

➤ Remarques préalables

Le budget du programme d'action du site Natura 2000 de la Vallée du Corchon ne peut en aucun cas être estimé précisément car l'enveloppe nécessaire à la mise en œuvre des opérations sera directement dépendante du nombre de contractants, du type d'engagement choisi, de la situation des contractants...

En revanche, d'autres dépenses, liées à l'animation du site, au suivi biologique et hydrologique peuvent être estimées avec plus de précisions.

Pour toutes ces raisons, il semble plus pertinent de raisonner en terme de pourcentages d'objectif de contractualisation à atteindre et d'enveloppe associée.

Par ailleurs, il faut rappeler que l'ensemble des Mesures Agro-Environnementales Territorialisées (MAET), des contrats Natura 2000 et des dépenses liées à l'animation du document d'objectif est pris en charge à 100% par l'Etat et l'Europe.

Les actions non contractuelles, qui ne pourront être imputées à l'animation du site nécessiteront la recherche de financeurs autres. C'est notamment le cas pour l'aménagement des gués empierrés et abreuvoirs de berge.

➤ Budget pour une atteinte de 100% des objectifs sur 6 ans d'animation

L'estimation financière effectuée pour une atteinte de 100% des objectifs de contractualisation sur 6 années s'élève à environ 890 000 Euros. (Cf. Annexe 6)

Le budget des actions indépendantes du nombre de contractualisation (animation, suivi...) s'élève à environ 160 000 Euros, soit environ 26 000 Euros/année d'animation.

Le budget dépendant du nombre d'engagements rémunérés signés (hors animation), pris en charge à 100% par les financements propres à Natura 2000 s'élève à environ 725 000 Euros.

Le budget des actions non prises en charge par le dispositif Natura 2000 s'élève à environ 40 000 Euros.

➤ Budget pour une atteinte ajustée et raisonnée des objectifs sur 6 ans d'animation

Les pourcentages d'atteinte de l'objectif visé sont variables en fonction des objectifs et de leur priorité. (Cf. Annexe 6).

Dans cette perspective l'estimation financière effectuée sur 6 années s'élève à environ 680 000Euros. (Cf. Annexe 6)

Le budget dépendant du nombre d'engagements rémunérés signés, pris en charge à 100% par les financements propres à Natura 2000 s'élève à environ 640 000 Euros.

Le budget des actions non prises en charge par le dispositif Natura 2000 s'élève à environ 40 000 Euros.

VI. NOTE COMPLEMENTAIRE SUR LE PERIMETRE

La note suivante a pour objectif de faire un bilan sur les raisons et la méthodologie appliquée pour la modification du périmètre du site.

➤ **Contexte**

Les analyses écologique et hydrologique réalisées dans le cadre de l'élaboration du Document d'Objectifs, révèlent que la richesse biologique de la Vallée du Corchon est intimement liée à la qualité de l'eau, elle-même corrélée au maintien des pratiques agricoles traditionnelles (élevage extensif) menées jusqu'alors sur le bassin versant du ruisseau.

L'étude socio-économique montre malheureusement que ces pratiques sont menacées par une situation conjoncturelle défavorable, qui incite bon nombre d'exploitants à convertir leurs parcelles d'herbages en cultures, mettant ainsi en péril la biodiversité du site et la qualité de l'eau.

Afin d'aider les éleveurs à pérenniser leur activité, l'outil « Mesures Agro-environnementales Territorialisées » (MAET) paraît assez adapté, puisqu'il s'agit de contrats visant à privilégier des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement en contre-partie d'un financement compensatoire. Or ces MAET ne peuvent être souscrites qu'à l'intérieur d'un périmètre Natura 2000.

Sur le site de la Vallée du Corchon, trois problèmes ont rapidement été identifiés en lien avec l'actuel périmètre (10m de part et d'autre du ruisseau) :

- Impossibilité de contractualiser avec les exploitants, car les limites ne sont pas assises sur celles des parcelles cadastrales, donc agricoles.
- L'étroitesse du périmètre ne permet pas de mener une politique efficace de conservation ou d'amélioration de la qualité de l'eau,
- Des espèces et des habitats d'intérêt communautaire ont été localisés à l'extérieur du périmètre actuel, et ne peuvent donc pas bénéficier de mesures de gestion adéquates.

➤ **Une première proposition d'extension**

Pour toutes ces raisons, le Comité de pilotage a rapidement décidé, sur proposition de l'opérateur, d'étendre le périmètre Natura 2000 à l'ensemble des parcelles situées à moins de 100 m du réseau hydrographique soit une surface de 1660 ha environ (Cf. Tome 1 ; VI.3.2 : Intégration à l'échelle du réseau hydrographique)

Cette extension paraissait assez facilement acceptable par les acteurs locaux car elle n'entraînait pas d'augmentation significative du nombre d'exploitants concernés.

Elle était également recevable par les services de l'Etat, qui ne souhaitaient pas que l'extension du périmètre soit trop importante pour éviter une explosion des coûts de financement induits.

Ainsi, courant 2008, un nouveau périmètre a été élaboré par les services du Département, en essayant de répondre à cette règle des 100 m, mais également aux autres exigences fixées par l'Etat et/ou par des contraintes d'ordre technique :

- Limites du site appuyées sur des éléments physiques fixes et/ou facilement repérables (routes, chemins, haies, lisières forestières...),
- Intégration de l'ensemble des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire découverts dans la phase de diagnostic,
- Exclusion du maximum de parcellaire dédié à la grande culture (peu de moyens dédiés dans le programme d'action),
- Intégration des plans d'eau creusés sur le chevelu (impact sur l'hydrosystème et potentiel écologique important pour certains)
- Intégration des parcelles reconnues par les acteurs locaux comme lieux de transit d'eau (sources, talweg...)

A l'issue des vérifications de terrain et des recoupements de fonds cartographiques (cadastre, photos aériennes, carte IGN), une préfiguration de périmètre a été établie, de l'ordre de 1500 ha. Cette proposition suit globalement la proposition initiale de 1600ha à l'exception de quelques secteurs qui ont été exclus (quelques parcelles de grandes cultures principalement en tête de bassin versant dans le secteur sud).

➤ **Le périmètre définitif proposé**

La proposition a été transmise aux services de l'Etat (DREAL) pour accord de principe, puis soumise aux acteurs locaux lors de permanences dans les trois mairies concernées en avril 2009. Dix-neuf personnes, dont douze exploitants agricoles sur les 18 concernés, se sont déplacées. Plusieurs agriculteurs ont demandé l'intégration de parcelles supplémentaires dans le périmètre, en lien avec des flux d'eau ou la présence de prairies naturelles permanentes. Ces terrains étant compris dans le bassin versant du ruisseau et leur mode d'entretien pouvant influencer sur la qualité de l'eau, ces propositions ont été acceptées.

La proposition de périmètre a été amendée en conséquence et renvoyée par courrier aux acteurs locaux, avec un temps de réponse. Deux autres modifications ont ainsi été apportées.

C'est donc une proposition étendue à 1962 ha qui a été présentée en Comité de pilotage du 29 juin 2009.

Si la méthodologie adoptée et les contours extérieurs du nouveau périmètre n'ont pas été contestés, la présence d'enclaves a suscité des interrogations, et il a été décidé de les supprimer pour améliorer la cohérence de l'ensemble.

On parvient donc à un périmètre consensuel de 2190 ha (cf. annexe 7), qui devra être soumis à consultation locale (le préfet soumettra pour avis le projet de périmètre aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale concernés par le territoire compris dans la zone)

Annexe1 : Estimation du Coût du programme d’actions pour 6 années

Remarques : Les éléments de budget indiqués ci-après ne sont qu’indicatifs

| ESTIMATION DU COUT DU PROGRAMME D’ACTIONS POUR 6 ANNEES | | | | | | | |
|---|--|---------------------------------|---|------------------------------|---|---|--|
| N° Action | Action (en bleu : les actions dont les montants associés sont directement dépendants du nombre de contractants, donc très variables) | Rappel niveau de priorité | Type de contrat | Budget maximal* théorique | % raisonné d’atteinte des objectifs | Budget ajusté au % d’atteinte raisonné d’atteinte des objectifs | Taux de financement propre à Natura 2000 (Dispositif Etat/ Europe) |
| Objectif 1 : Conserver et/ou améliorer la qualité de l’eau | | | | | | | |
| 1-1 | Aménagement d’abreuvoirs hors lit mineur | 1 | Non contractuelle | 10 000 € | 100% | 10 000 € | 0 % |
| 1-2 | Aménagement d’abreuvoirs Type « gué empierré » ou « abreuvoir en berge » | | | 10 000 € | 100% | 10 000 € | 0 % |
| 1-3 | Limitation ou absence totale de fertilisation sur les prairies | | MAET | 510 000 € | 75 % | 380 000 € | 100% |
| 1-4 | Limitation des pollutions diffuses liées aux grandes cultures | 2 | Non contractuelle | A définir | A définir | A définir | 100% |
| Objectif 2 : Conserver ou améliorer la qualité des écosystèmes et le patrimoine naturel européen associé | | | | | | | |
| 2-1 | Mise en défens de portions de berges du cours d’eau ou de mares par la pose de clôtures | 1 | MAET ou Contrat N2000 | 9 000 € | 75 % | 6700 € | 100% |
| 2-2 | Restauration et/ou entretien raisonnée des mares et plans d’eau | | | 17 000 € | 75 % | 12 700 € | 100% |
| 2-3 | Entretien extensif des ripisylves, des mégaphorbiaies et du lit du Corchon | | | 24 000 € | 75 % | 18 000 € | 100% |
| 2-4 | Maintien du réseau de haies | 2 | MAET | 51 000 € | 75 % | 38 200 € | 100% |
| 2-5 | Restauration et entretien des habitats de lande | 2 | Contrat N2000 | 72 000 € | 50 % | 36 000 € | 100% |
| 2-6 | Entretien des prairies par pâturage et/ou fauche | 3 | MAET | 22 600 € | 50 % | 11 300 € | 100% |
| Objectif 3 : Améliorer la connaissance et le suivi écologique du site | | | | | | | |
| 3-1 | Complément d’étude sur l’impact des étangs et propositions d’actions | 1 | Non contractuelle, peut dans certains cas être intégrer à l’animation | 7 000 € | 100% | 7 000 € | A définir |
| 3-2 | Complément d’inventaire « Cuivré des Marais » | 1 | | 2 500 € | | 2 500 € | 100% |
| 3-3 | Complément d’inventaire des amphibiens d’intérêt communautaire | 1 | | 2 500 € | | 2 500 € | 100% |
| 3-4 | Complément d’inventaire de la faune piscicole d’intérêt communautaire | 2 | | 8 000 € | | 8 000 € | 100% |
| 3-5 | Complément d’inventaire des chauves-souris d’intérêt communautaire | 3 | | 3 000 € | | 3 000 € | 100% |
| 3-6 | Suivi de la qualité de l’eau et du milieu aquatique | 1 | | 13 000 € | | 13 000 € | A définir |
| 3-7 | Suivi des habitats naturels d’intérêt communautaire et de la flore associée | 2 | | 4 660 € | | 4 660 € | 100% |
| 3-8 | Suivi de la Cistude d’Europe | 3 | | 1 000 € | | 1 000 € | 100% |
| 3-9 | Suivi de la reconquête du site par la Loutre d’Europe | 3 | | 1 500 € | | 1 500 € | 100% |
| 3-10 | Suivi des invertébrés | 3 | | 3 500 € | | 3 500 € | 100% |
| 3-11 | Suivi des espèces à caractère envahissant | 3 | | 4 500 € | | 4 500 € | 100% |
| Objectif 4 : Mettre en place les moyens humains indispensables à la mise en œuvre du document d’objectifs | | | | | | | |
| 4-1 | Mise en œuvre du document d’objectifs sur le site Natura 2000 | 1 | Mesure 323 A | 100 000 € | 100% | 100 000 € | 100% |
| 4-2 | Actualisation périodique des données sur le site | 2 | à intégrer à l’animation | 10 000 € | | 10 000 € | 100% |
| Objectif 5 : Assurer la cohérence de l’ensemble des programmes et politiques publiques sur le site | | | | | | | |
| 5-1 | Mise en cohérence des documents d’aménagement du territoire avec les objectifs du site Natura 2000 | 2 | A définir | A définir | 100% | A définir | A définir |
| Objectif 6 : Sensibiliser à la valeur et au respect du patrimoine naturel, et promouvoir le site | | | | | | | |
| 6-1 | Sensibilisation du public à la gestion durable des habitats naturels et des habitats d’espèces d’intérêt européen | 2 | à intégrer à l’animation | A définir | A définir | A définir | 100% |
| | | TOTAL sur 6 ans | | ≈890 000 € | | ≈690 000 € | |

* le budget maximal théorique est calculé en situation projetée dans laquelle 100% des objectifs de contractualisation seraient atteints

Annexe 2 : Proposition finale du nouveau périmètre pour le site Natura 2000 de la Vallée du Corchon

